



CANADA

# Débats de la Chambre des communes

---

VOLUME 143 • NUMÉRO 007 • 1<sup>re</sup> SESSION • 40<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

COMPTE RENDU OFFICIEL  
(HANSARD)

**Le mercredi 26 novembre 2008**

—  
Présidence de l'honorable Peter Milliken

## **TABLE DES MATIÈRES**

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve  
à la fin du présent numéro.)

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

**<http://www.parl.gc.ca>**

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 26 novembre 2008

La séance est ouverte à 14 heures.

---

*Prière*

---

• (1405)

[Traduction]

**Le Président:** Comme nous avons l'habitude de le faire le mercredi, nous allons maintenant chanter l'hymne national, qui sera entonné par le whip en chef de l'opposition, le député de Cape Breton—Canso.

[Les députés chantent l'hymne national.]

---

### DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

#### LA CIRCONSCRIPTION DE WEST VANCOUVER— SUNSHINE COAST—SEA TO SKY COUNTRY

**M. John Weston (West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country, PCC):** Monsieur le Président, permettez-moi en premier lieu de remercier les gens de ma circonscription de m'avoir accordé leur confiance à titre de député.

J'exprime également ma gratitude à mon épouse Donna et à mes enfants Shane, Jake et Mei Mei pour leur appui loyal.

[Français]

À mes collègues ici, en cette si noble Chambre, je dis aussi merci de leur bon accueil. J'espère trouver beaucoup de nouveaux amis ici, des deux côtés de cette Chambre.

[Traduction]

De toutes les circonscriptions canadiennes, celle que je représente arrive au quatrième rang pour ce qui est de sa superficie. C'est également l'un des endroits les plus spectaculaires sur la planète et peu de circonscriptions peuvent se vanter d'avoir un nom aussi long.

À Powell River et à Gibsons, on trouve des usines de pâte à papier productives; Sechelt et Bowen Island possèdent des secteurs hautement sensibles sur le plan environnemental; West Vancouver, North Vancouver, Squamish et Whistler offrent des panoramas majestueux et, dans l'ensemble de la circonscription, on compte des gens d'affaires, des universitaires et des athlètes de renommée internationale.

En parlant d'athlètes, je rappelle que le monde entier sera à nos portes à l'occasion des Jeux olympiques et paralympiques de 2010.

J'invite mes collègues députés à visiter la circonscription hôte des Jeux olympiques au Canada.

#### LA CIRCONSCRIPTION D'EGLINTON—LAWRENCE

**L'hon. Joseph Volpe (Eglinton—Lawrence, Lib.):** Monsieur le Président, je tiens à remercier très sincèrement les électeurs d'Eglinton—Lawrence, qui m'ont accordé le privilège de les représenter pour un septième mandat consécutif au Parlement du Canada.

Je n'ai pas obtenu leur vote de confiance tout seul. Depuis 1988, je jouis de l'appui de ma famille immédiate, notamment mon épouse, mes enfants, ma belle-famille, et même mes petits-enfants maintenant. Des amis et des bénévoles ont aussi contribué à mes succès électoraux. Avec le temps, ces amis et ces bénévoles sont devenus plus qu'une équipe. Comme le dit mon épouse Mirella, notre famille grandit. Je suis convaincu que sans eux, je n'aurais pas la chance de servir le pays que nous aimons.

Je veux être à la hauteur de leurs attentes, parce qu'ils vont partager mes succès et mes réalisations. Je leur dis à tous « *grazie infinita* ».

\* \* \*

[Français]

#### LA MUNICIPALITÉ DE L'ASSOMPTION

**M. Nicolas Dufour (Repentigny, BQ):** Monsieur le Président, tout d'abord, j'aimerais remercier les électeurs de la circonscription de Repentigny qui m'ont témoigné toute leur confiance lors de l'élection du 14 octobre dernier. C'est pour moi un honneur d'être ici afin de les représenter.

Je profite de l'occasion pour souligner le 25<sup>e</sup> anniversaire de la MRC de L'Assomption. Cette municipalité est habitée dès les années 1640: les colons qui y sont arrivés furent parmi les premiers à s'installer sur les berges du fleuve Saint-Laurent. Elle compte aujourd'hui plus de 112 000 habitants et affiche un bilan démographique croissant année après année. On retrouve sur son territoire une population très diversifiée et fort dynamique.

Je tiens à souligner l'engagement de tous les acteurs qui ont contribué à faire de cette MRC l'une des plus dynamiques au Québec et, plus particulièrement, celui de la préfète de la MRC et mairesse de Repentigny, Mme Chantal Deschamps. Son travail acharné lui a permis de contribuer grandement au développement de la région de Lanaudière.

*Déclarations de députés*

[Traduction]

**LA CONDITION FÉMININE**

**Mme Carol Hughes (Algoma—Manitoulin—Kapusking, NDP):** Monsieur le Président, le 7 novembre 2008, le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a publié un rapport très critique à l'endroit du bilan du gouvernement canadien en ce qui a trait aux droits des femmes.

Le comité des Nations Unies est tellement préoccupé par le fait que le gouvernement n'a pas fait enquête sur les cas de femmes autochtones qui sont disparues ou qui ont été tuées, ainsi que par l'aide sociale limitée fournie par celui-ci, qu'il veut que le Canada lui fasse de nouveau rapport dans un délai d'un an.

Le comité est aussi préoccupé par le fait que les femmes n'ont pas suffisamment accès à l'aide juridique, à des logements abordables, à des places en garderie pour leurs enfants et à des refuges. Le comité est également préoccupé par la faible représentation des femmes dans la vie publique, par les inégalités dont sont victimes les minorités visibles sur le marché du travail, par le mauvais traitement infligé aux femmes en prison, par l'annulation du Programme de contestation judiciaire et par l'élimination du financement des organisations de défense des droits des femmes.

Le Canada a l'obligation internationale de s'occuper des droits fondamentaux des femmes dans notre pays, et il a aussi l'obligation, envers les Canadiennes, de donner suite aux préoccupations du comité.

Le gouvernement doit prendre des mesures immédiates pour promouvoir les droits des femmes au Canada.

\* \* \*

**LE BRISE-GLACE**

**M. Randy Hoback (Prince Albert, PCC):** Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour remercier les électeurs de Prince Albert de m'avoir accordé l'honneur de les représenter.

J'aimerais aussi remercier ma femme Jerri, mes deux enfants Alysia et Brock, ainsi que mon père Ivar pour leur amour et leur appui inconditionnel.

Je souhaite féliciter le premier ministre de son engagement à construire un brise-glace nommé en l'honneur de notre regretté premier ministre, le très honorable John Diefenbaker, qui était aussi le député de ma circonscription.

C'est un grand honneur pour la circonscription de Prince Albert. M. Diefenbaker avait bien compris que les Canadiens ne pourraient réaliser leur rêve national qu'en acceptant les défis et en saisissant les occasions qu'offre le Nord. Je suis certain que le surnom que porte fièrement Prince Albert, la porte du Nord en Saskatchewan, l'a aidé à acquérir cette conviction.

Je peux vous assurer que, tout comme l'a fait M. Diefenbaker pendant sa carrière de député et de premier ministre, les habitants, les entreprises et les Premières nations de Prince Albert mettront leurs connaissances et leur savoir-faire au service du premier ministre et du gouvernement conservateur pour qu'ils puissent relever les défis du Nord.

\* \* \*

**JOHN GRAHAM MACINNES**

**L'hon. Mark Eyking (Sydney—Victoria, Lib.):** Monsieur le Président, plus tôt ce mois-ci, le Cap-Breton et le Canada ont perdu un pilier de notre collectivité quand John Graham MacInnes est décédé de façon prématurée.

Professeur retraité de River Bennet, dans le comté de Victoria, John Graham a été conseiller municipal pendant 23 ans. Il aimait la politique. C'était un fervent partisan des libéraux, et il était probablement le plus grand admirateur des Canadiens de Montréal dans le comté de Victoria.

John Graham participait à tous les aspects de la vie de sa collectivité. Il travaillait entre autres à la St. Ann's Bay United Church. Il aimait les animaux, et il était un jardinier passionné, un acteur amateur et un bénévole dévoué.

John Graham MacInnes avait un merveilleux sens de l'humour gaélique, et il était toujours là pour aider les gens.

Il manquera à tous, à nous tout comme à sa femme Joan et ses fils, Chris et Ken. John Graham MacInnes, en bon professeur, nous a appris à profiter pleinement de la vie et à aider les autres pendant sa trop courte existence.

\* \* \*

● (1410)

**LA CONSERVATION DES ZONES NATURELLES**

**Mme Cathy McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC):** Monsieur le Président, je suis heureuse de rendre aujourd'hui hommage à une des plus anciennes familles d'éleveurs de la Colombie-Britannique, la famille Frolek. Après un siècle et quatre générations, les Frolek se sont alliés au gouvernement fédéral et à Conservation de la nature Canada vendredi dernier afin de protéger près de 8 000 acres d'habitat de prairies menacé dans la vallée de Thompson-Nicola.

Je suis fière de dire que tout le crédit pour ce projet revient à notre premier ministre, qui a fait de la conservation une priorité claire et qui a appuyé le programme de conservation des zones naturelles.

Depuis l'entrée en vigueur de ce programme, l'an dernier, 84 propriétés ont été acquises, ce qui a permis de protéger ainsi 80 espèces menacées. Cette importante mesure de conservation profitera à tous les Canadiens. Je remercie spécialement Conservation de la nature Canada et la famille Frolek.

Cette réussite exceptionnelle peut servir d'inspiration à tous les Canadiens qui se préoccupent de nos terres et de ce que nous léguerons à nos enfants.

\* \* \*

[Français]

**KARINE SERGERIE**

**Mme Carole Freeman (Châteauguay—Saint-Constant, BQ):** Monsieur le Président, aujourd'hui je rends hommage à une très grande athlète de ma circonscription, Karine Sergerie. Résidente de Sainte-Catherine et championne olympique de taekwondo, Karine a connu un cheminement exceptionnel, qui fait la fierté des gens de ma région et de tout le Québec.

Récemment, Karine a remporté la médaille d'argent dans sa discipline lors des Jeux olympiques de Pékin tenus l'été dernier. Elle a terminé première aux Championnats panaméricains de 2006 ainsi qu'aux Jeux panaméricains et aux Championnats du monde en 2007.

Lauréate du prix de l'athlète par excellence et du prix de l'esprit sportif des Championnats nationaux en 2005, du prix de l'athlète par excellence des Championnats panaméricains de 2006, et nommée l'athlète internationale de l'année 2007-2008 au Gala sports-Québec, Karine Sergerie est un modèle de courage et de détermination sportive qui mérite toute notre admiration.

Je lui souhaite la meilleure des chances pour ses prochaines compétitions.

Karine, tu es une source d'inspiration pour nous tous et nous sommes très fiers de toi.

\* \* \*

### LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES

**Mme Shelly Glover (Saint-Boniface, PCC):** Monsieur le Président, le 6 décembre marquera le 19<sup>e</sup> anniversaire du massacre de l'École polytechnique de Montréal, l'un des pires actes de violence contre les femmes de l'histoire du Canada.

[Traduction]

En tant que métisse mère de cinq enfants, la question de la violence faite aux femmes est importante pour moi. J'ai été policière pendant près de 19 ans et j'ai vu de mes propres yeux la dévastation que cette violence engendre.

Mon désir d'en faire davantage pour aider les victimes m'a poussée à me présenter aux élections et je suis fière de faire partie d'un gouvernement conservateur qui a un plan pour s'attaquer à la violence faite aux femmes et veiller à ce que justice soit faite aux victimes.

[Français]

Hier marquait la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes ainsi que les débuts des 16 jours d'activisme contre la violence faite aux femmes.

Au cours des 15 prochains jours, ayons une pensée pour les personnes de partout dans le monde qui sont victimes de violence. Ne nous contentons pas uniquement de réaffirmer notre engagement de mettre un terme à la violence faite aux femmes, mais prenons également des mesures pour l'éradiquer de la vie des femmes et des fillettes.

\* \* \*

[Traduction]

### LA CASERNE KAPYONG

**L'hon. Anita Neville (Winnipeg-Centre-Sud, Lib.):** Monsieur le Président, le 17 mai 2007, j'ai interrogé le ministre de la Défense nationale de l'époque à la Chambre au sujet des maisons inhabitées de la caserne Kapyong qui est désaffectée dans ma circonscription, Winnipeg-Centre-Sud.

Le ministre n'avait pas de réponse à ce moment et nous n'avons toujours pas de réponse. Le processus du Conseil du Trésor devant permettre de transférer ces maisons à la Société immobilière du Canada n'avance pas. Aux termes d'un règlement ministériel, seuls les militaires, les membres de la GRC, les employés du gouvernement ou les familles des employés du gouvernement peuvent habiter ces maisons.

Il en coûte 250 000 \$ pour entretenir ces maisons vides. Beaucoup de Winnipegois vivent dans des logements en piteux état ou au loyer trop élevé, et 1 500 personnes à Winnipeg sont sans abri. De plus, le taux de vacance des logements locatifs est de 1,3 p. 100.

### Déclarations de députés

Nous parlons de dépenses publiques prudentes. Comment le gouvernement conservateur peut-il justifier de faire payer les contribuables pour garder ces maisons vides, alors que la communauté en a réellement besoin?

Le gouvernement devrait mettre ces maisons à la disposition du public tout en procédant au transfert du terrain et des maisons à la Société immobilière du Canada.

\* \* \*

### L'INDUSTRIE FORESTIÈRE

**M. Richard Harris (Cariboo—Prince George, PCC):** Monsieur le Président, les temps sont durs pour les travailleurs forestiers et leurs familles, en raison de l'augmentation des prix de l'énergie, des dommages causés par le conflit du bois d'oeuvre et l'incapacité d'agir du gouvernement précédent, ainsi que de l'infestation du dendroctone du pin.

Le gouvernement comprend que c'est toute la collectivité qui est touchée lorsqu'une usine ferme ses portes. Nous avons pris des mesures décisives pour aider le secteur forestier, notamment la protection des emplois dans ce secteur en obtenant la signature de l'entente sur le bois d'oeuvre, la création d'une fiducie pour le développement communautaire, le soutien apporté aux collectivités qui dépendent de la forêt, les investissements visant à atténuer la catastrophe du dendroctone du pin, le lancement de l'initiative ciblée pour les travailleurs âgés pendant cette période difficile sur le plan économique, les investissements dans l'innovation, la création de nouveaux marchés et la réduction de l'impôt des entreprises afin que les usines restent compétitives.

Nous avons apporté notre soutien à court terme et des solutions à long terme. Le gouvernement respecte ses engagements envers l'industrie forestière et il fait le nécessaire.

\* \* \*

● (1415)

### LES PERSONNES ÂGÉES

**M. Wayne Marston (Hamilton-Est—Stoney Creek, NPD):** Monsieur le Président, c'est avec fierté que je prends la parole à la Chambre aujourd'hui et j'en profite pour remercier les électeurs de Hamilton East—Stoney Creek de m'avoir encore une fois honoré de leur confiance en votant pour que je les représente à cet endroit.

Les députés savent qu'un grand nombre de personnes âgées n'ont que la pension des régimes publics pour subvenir à leurs besoins. Cet été, mon personnel a reçu de nombreuses plaintes de personnes âgées qui ont reçu du gouvernement une lettre leur annonçant que leur pension de vieillesse augmenterait de 42 ¢ par mois. Les députés ont bien compris, seulement 42 ¢ par mois. C'est insultant.

Et maintenant, devant l'imminence d'un énorme ralentissement économique au Canada, nous entendons dire que les Canadiens devront renflouer telle banque et telle entreprise. Que peuvent attendre les personnes âgées du gouvernement? L'histoire nous montre qu'en période difficile sur le plan économique, ce sont les pauvres et les personnes âgées touchant un revenu fixe qui sont le plus touchés. Les prix grimpent, leur pouvoir d'achat diminue et leur situation financière ne cesse de se détériorer.

Le gouvernement doit mettre de l'avant une stratégie pour les personnes âgées et j'ai l'intention de lutter pour qu'il le fasse.

*Questions orales*

[Français]

**LE ROUGE ET OR**

**M. Daniel Petit (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice, PCC):** Monsieur le Président, le 22 novembre dernier, à Hamilton, le Rouge et Or de l'Université Laval remportait sa 5<sup>e</sup> coupe Vanier en 13 ans d'histoire, en disposant des Mustangs de l'Université de Western Ontario par la marque de 44 à 21.

Demain, la population de Québec aura l'occasion de rencontrer à Place Laurier toute l'équipe du Rouge et Or. La région de Québec est fière de vous et, demain, elle profitera de l'occasion pour vous témoigner tout son amour et la chance qu'elle a eue de vivre avec vous lors de cette saison exceptionnelle, et, naturellement, pour souligner votre victoire de samedi dernier.

Grâce au talent et à la force de chacun, le Rouge et Or a su, dès le début de la saison, se placer comme l'équipe à battre sur le circuit. Vous avez fait preuve de dévouement et de persévérance, et votre travail acharné démontre clairement votre volonté d'être les meilleurs.

Je profite donc de l'occasion pour vous transmettre mes félicitations et celles de mes collègues députés conservateurs de la région de Québec et du Québec. Encore une fois, bravo pour cette victoire, et à l'an prochain!

\* \* \*

**L'ASSURANCE-EMPLOI**

**M. Yves Lessard (Chambly—Borduas, BQ):** Monsieur le Président, hier, la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences a fermé la porte à l'abolition du délai de carence à l'assurance-emploi.

Elle affirmait qu'« avec les assurances, il y a toujours une période de délai ». C'est inadmissible que ce délai de carence soit élevé au même titre qu'une franchise d'assurance privée, car l'assurance-emploi est une assurance sociale.

L'idéologie ultraconservatrice des conservateurs a pour conséquence d'abandonner des familles dans la pauvreté. Un travailleur perd son emploi et on le pénalise. Les travailleuses et les travailleurs doivent pouvoir compter sur l'assurance-emploi dès la perte de leur gagne-pain.

En cette période d'instabilité économique, le gouvernement fait encore preuve d'insensibilité auprès des personnes qui risquent de perdre leur emploi. C'est pourquoi le Bloc québécois entend déposer sous peu un projet de loi qui proposerait d'éliminer ce délai de carence. J'invite dès maintenant tous les députés de cette Chambre à appuyer ce projet de loi.

\* \* \*

**LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ**

**L'hon. Geoff Regan (Halifax-Ouest, Lib.):** Monsieur le Président, la politique honteuse du gouvernement conservateur, qui consiste à laisser les Canadiens se débrouiller seuls a des effets désastreux.

[Traduction]

L'organisme Feed Nova Scotia rapporte qu'un nombre de plus en plus élevé de travailleurs à faible revenu font appel aux banques alimentaires. Ces gens ont un emploi ou ont récemment perdu leur emploi.

[Français]

On parle de 704 000 personnes en un mois seulement, dont plus d'un tiers étaient des enfants. Ces personnes sont réelles et elles sont en grande difficulté, mais le gouvernement actuel s'en fiche.

Comment expliquer autrement le fait que son discours du Trône ne mentionnait ni la lutte contre la pauvreté ni l'aide aux personnes âgées?

Il est temps que le premier ministre arrête de parler de « récession au sens technique » et s'ouvre les yeux sur le fait que ces familles ont besoin d'aide, pas de rhétorique vide de sens.

\* \* \*

● (1420)

[Traduction]

**LE DÉPUTÉ DE MARKAM—UNIONVILLE**

**M. Merv Tweed (Brandon—Souris, PCC):** Monsieur le Président, notre gouvernement conservateur tient à offrir aux courageux soldats postés en Afghanistan toute l'aide dont ils ont besoin pour accomplir l'important travail que nous leur avons confié. Le Budget supplémentaire des dépenses qui a été déposé cette semaine prévoit des fonds qui permettront d'accroître leur sécurité en maintenant le soutien vital qu'offrent les chars d'assaut, le soutien technique, l'équipement contre-mortier et les véhicules aériens sans pilote.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, le député de Markham—Unionville remet ces dépenses en question alors qu'il tenait un tout autre discours il y a à peine deux ans. Il disait alors que si nous demandons à des citoyens de s'exposer au danger, il est de notre devoir de les équiper de façon à réduire au minimum les risques de blessures ou de décès. Il disait que si nous plaçons nos soldats dans des situations dangereuses, nous devons leur fournir l'équipement approprié. Il était même prêt à démissionner de son poste de ministre de la Défense s'il était prouvé qu'un soldat canadien avait perdu la vie à cause d'un manque de préparation ou d'un équipement inadéquat.

Notre gouvernement ne fait pas que parler, il agit. Le député de Markham—Unionville est-il prêt à respecter les propos qu'il a lui-même tenus en public et à voter en faveur du projet visant à fournir aux soldats canadiens en mission en Afghanistan l'équipement dont ils ont besoin pour réduire au minimum les risques de blessures ou de décès? Est-il prêt à appuyer le Budget supplémentaire?

**QUESTIONS ORALES**

[Français]

**L'ÉCONOMIE**

**L'hon. Stéphane Dion (chef de l'opposition, Lib.):** Monsieur le Président, demain sera un jour triste pour les Canadiens, alors que le gouvernement conservateur rendra publique sa mise à jour économique. Nous allons retourner en arrière, au temps de Mulroney, alors que les efforts et les sacrifices des contribuables seront réduits à néant par le nouveau déficit conservateur.

Le premier ministre regrette-t-il d'avoir déclaré il y a à peine quelques semaines que de parler d'un déficit au Canada était stupide, était ridicule? Le premier ministre regrette-t-il d'avoir induit les Canadiens en erreur?

*Questions orales*

[Traduction]

**M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, c'est merveilleux de se faire applaudir par les libéraux, ceux-là même qui disaient durant la dernière campagne électorale qu'ils allaient alourdir le fardeau fiscal des Canadiens. Les voilà de retour à la Chambre en train de se plaindre que les conservateurs dépensent trop et ne se soucient pas des Canadiens.

Les Canadiens peuvent remercier le ciel que les conservateurs aient remporté les élections et qu'ils n'aient ainsi pas à payer les impôts plus élevés que les libéraux voulaient leur imposer.

**L'hon. Stéphane Dion (chef de l'opposition, Lib.):** Monsieur le Président, donc, le premier ministre n'a aucun regret d'avoir induit les Canadiens en erreur comme il l'a fait.

Le nouveau déficit des conservateurs a affaibli la capacité du gouvernement à protéger les emplois et à remettre notre économie sur la bonne voie. Si le gouvernement n'a proposé aucun plan pour venir en aide aux secteurs en difficulté, aux travailleurs de l'automobile ou encore aux travailleurs forestiers, est-ce parce que le premier ministre a perdu la maîtrise de son budget, parce que son Cabinet est trop gros ou simplement parce qu'il s'en fiche éperdument?

**M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, aucune de ces réponses n'est la bonne. En réalité, le premier ministre prend la situation très au sérieux.

Le premier ministre fait tout son possible pour veiller à ce que les Canadiens ne subissent pas les effets de la crise économique, comme c'est le cas ailleurs. C'est pourquoi le premier ministre consulte régulièrement les chefs d'État et de gouvernement d'autres pays du monde, où la situation économique est pire qu'ici. C'est aussi pourquoi notre ministre des Finances consulte ses homologues provinciaux afin que toutes les mesures que nous prenons soient bien coordonnées.

**L'hon. Stéphane Dion (chef de l'opposition, Lib.):** Monsieur le Président, nous savons que les conservateurs ont laissé disparaître 45 000 emplois dans le secteur de l'automobile. Selon un rapport du Conference Board rendu public hier, le Canada perdra 15 000 emplois sur les chaînes de montage d'automobiles l'an prochain. Cela veut donc dire que le secteur de l'automobile perdra 100 000 emplois de plus dans l'ensemble du pays.

Pourquoi le premier ministre n'offre-t-il pas aux Canadiens un véritable plan pour aider le secteur de l'automobile? Où est le plan qui nous permettra de redonner son souffle à notre économie?

**L'hon. Tony Clement (ministre de l'Industrie, PCC):** Monsieur le Président, rien ne pourrait être plus loin de la vérité. Il y a presque un an, dans le budget de 2008, nous avons commencé un processus d'investissement dans l'innovation, dans les sciences et la technologie ainsi que dans nos industries sectorielles. Nous avons même créé un Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile afin de protéger l'innovation dans ce secteur.

Nous continuons de travailler avec le secteur de l'automobile et avec le gouvernement libéral de l'Ontario pour faire en sorte que ce secteur soit innovateur et concurrentiel pendant des décennies.

• (1425)

**L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.):** Monsieur le Président, la machine à propagande du premier ministre roulait à plein hier soir et tentait de faire oublier sa responsabilité à l'égard du déficit. Il y a quatre semaines, le premier ministre a fait passer la taille du Cabinet

de 26 ministres qu'elle était au départ à 37 ministres de plein titre, avec salaires gonflés, limousines et chauffeurs, effectifs pléthoriques, bureaux plus vastes et plus nombreux et des millions de dollars en réserves pour éventualités.

Le premier ministre réduira-t-il la taille de son Cabinet à un niveau raisonnable, comprimera-t-il le parc de 37 limousines et l'excédent de personnel; fera-t-il preuve de leadership en limitant les excès au Cabinet?

**L'hon. Jay Hill (leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC):** Monsieur le Président, voilà toute une sortie de la part des libéraux.

En réalité, la taille...

**Des voix:** Oh, oh!

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît. Nous devons être en mesure d'entendre les réponses du leader du gouvernement à la Chambre. Le député de Malpeque aura une question complémentaire. Il faut pouvoir entendre la réponse du leader du gouvernement.

**L'hon. Jay Hill:** Le nouveau décorum en prend pour son rhume, monsieur le Président.

En réalité, la taille de notre Cabinet n'a pas augmenté. Nous avons ajouté des ministres d'État.

**Des voix:** Oh, oh!

**Le Président:** À l'ordre. Le leader du gouvernement à la Chambre a la parole. À l'ordre, je vous en prie.

**L'hon. Jay Hill:** Monsieur le Président, je tenterai à nouveau de répondre. Nous avons ajouté des ministres d'État pour certains domaines précis. En cette période de défis sur le plan de l'économie, il importe d'avoir des ministres qui peuvent se concentrer sur les questions ayant trait aux aînés, aux femmes, à l'entreprise et au tourisme, aux sciences et à la technologie, et au développement régional.

Le député laisse-t-il entendre que les Canadiens concernés par ces questions ne méritent pas un ministre?

**L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.):** Monsieur le Président, nous sommes loin de la responsabilité en matière de dépenses. Je parlerai très concrètement. Pensons à la ministre responsable de l'Île-du-Prince-Édouard qui s'efforce d'annuler le bail qu'avait signé son prédécesseur, qui est maintenant ministre de la Défense, afin de déplacer le bureau de 30 milles pour qu'il soit dans sa circonscription. Elle cherche de nouveaux bureaux, de nouveaux meubles et, ce qui est pire, on voit des conservateurs faire la queue à son bureau et bénéficier par favoritisme de nominations grassement rémunérées.

Le premier ministre mettra-t-il fin au gaspillage pour le Cabinet?

**L'hon. Jay Hill (leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC):** Monsieur le Président, je remercie le ministre de la commission du blé de l'Île-du-Prince-Édouard.

J'ai dit vrai. Nous avons ajouté des ministres d'État pour certains secteurs de politique précis. Nous n'avons certainement pas à nous en excuser. La taille de notre Cabinet n'a pas augmenté. Nos ministres d'État ont pour tâche de répondre aux besoins des Canadiens. J'exhorte le député à attendre à demain et nous saurons alors qui voudra prêcher par l'exemple.

*Questions orales*

[Français]

**L'ENVIRONNEMENT**

**M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ):** Monsieur le Président, pour le premier ministre, il y a quelques semaines à peine, il n'était pas question de déficit ni même mention du mot « récession ». À la veille de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, le ministre de l'Environnement laisse entendre que le ralentissement économique, celui qu'il niait il y a quelques semaines, pourrait avoir priorité sur la lutte contre les changements climatiques.

Le premier ministre ne devrait-il pas plutôt écouter le secrétaire général des Nations Unies qui a déclaré que la crise économique ne devrait pas servir d'excuse à l'inaction dans la lutte contre les changements climatiques?

**L'hon. Jim Prentice (ministre de l'Environnement, PCC):** Monsieur le Président, je suis en désaccord avec l'honorable député. Comme je l'ai déjà dit, je vais participer à la rencontre de Poznan. À cette rencontre, le Canada défendra le développement d'une nouvelle entente sous l'égide de la CCNUCC, comme les autres tables de négociations de Copenhague et de Poznan.

**M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ):** Monsieur le Président, cela a pris un peu de temps pour savoir qui s'occupait de l'environnement de l'autre côté.

Cela étant dit, je pense que l'environnement étant lié à l'économie, les mesures qui doivent être mises en avant pour contrer la crise économique doivent aussi soutenir le développement durable. Le gouvernement a un sérieux changement de cap à faire, lui qui est à la solde des pétrolières.

Le premier ministre va-t-il profiter de son énoncé économique pour proposer des mesures qui encouragent le développement durable?

● (1430)

[Traduction]

**L'hon. Jim Prentice (ministre de l'Environnement, PCC):** Monsieur le Président, comme le gouvernement l'a dit dans le discours du Trône, nous nous engageons à réduire les émissions de gaz à effet de serre. En ce qui a trait aux sources d'énergie renouvelables, nous nous engageons à satisfaire jusqu'à 90 p. 100 des besoins en électricité au Canada, d'ici l'an 2020, au moyen de sources non émettrices. Pour ce faire, il faudra évidemment investir dans l'énergie renouvelable, qu'on parle d'énergie solaire ou géothermique ou de l'exploitation accrue de l'hydroélectricité. Le gouvernement traitera de toutes ces questions dans les prochains jours.

[Français]

**M. Bernard Bigras (Rosemont—La Petite-Patrie, BQ):** Monsieur le Président, il n'y a pas d'opposition entre le développement économique et l'environnement. Les papetières et les forestières l'ont compris et ont fait des efforts importants pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Ce qu'elles veulent maintenant, ce sont des cibles absolues et l'adoption de 1990 pour année de référence afin d'avoir une véritable bourse du carbone.

Les grandes entreprises voient l'intérêt de Kyoto. Pourquoi le gouvernement ne pourrait-il pas en faire autant?

**L'hon. Jim Prentice (ministre de l'Environnement, PCC):** Monsieur le Président, ce sont des questions qui seront soulevées à Poznan. Les changements climatiques continuent d'être une grande priorité pour les Canadiens et les Canadiennes. Comme je l'ai déjà dit, je vais participer aux rencontres à Poznan. J'y approcherai les

principaux joueurs au cours des négociations lors de ce congrès. C'est clair, nous avons certains principes, et je veux établir une compréhension de la position du Canada à ce congrès.

**M. Bernard Bigras (Rosemont—La Petite-Patrie, BQ):** Monsieur le Président, la semaine prochaine s'ouvrira à Poznan, en Pologne, la 14<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Dans ses propos, le ministre de l'Environnement invoque la situation économique pour abaisser les attentes et justifier son inaction.

Au lieu d'utiliser la crise économique comme prétexte pour ne rien faire, le ministre peut-il nous dire quelle sera la position de négociation du Canada en Pologne en décembre prochain?

**L'hon. Jim Prentice (ministre de l'Environnement, PCC):** Monsieur le Président, nous sommes en désaccord. Nous avons hérité de trois réalités. Tout d'abord, il y a la situation économique mondiale actuelle. Deuxièmement, il y a un nouveau président désigné aux États-Unis. Troisièmement, il y a les négociations à Poznan, qui se concluront à Copenhague. Le congrès qui se tiendra à Poznan est très important. Il est très important pour moi et pour le gouvernement du Canada.

\* \* \*

**L'ÉCONOMIE**

**L'hon. Jack Layton (Toronto—Danforth, NPD):** Monsieur le Président, il est de plus en plus clair que le gouvernement ne sait pas quoi faire pour combattre la crise économique actuelle.

Les seules nouvelles mesures qu'il veut présenter sont de minimes économies d'échelle, des mesures symboliques. Nous sommes prêts à faire notre part à ce sujet.

Le premier ministre se rend-il maintenant compte que ces mesures — prétendument pour « montrer l'exemple » — ne vont pas régler le problème? Il n'y en a pas assez. Quand aura-t-on des mesures concrètes, des actions concrètes pour régler l'actuelle crise économique?

[Traduction]

**M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, parlant de montrer l'exemple, je rappelle que c'est exactement ce que le ministre des Finances a fait il y a un an en réduisant les impôts des Canadiens. Pour cette année seulement, les allègements d'impôts s'élèvent à 21 milliards de dollars. Ce genre de leadership représente 2 p. 100 du PIB. Selon moi, c'est ce genre de leadership qui a amené le Royaume-Uni à faire presque exactement la même chose cette semaine.

J'aimerais que le député se tienne au courant de ce que fait le gouvernement. Nous faisons preuve de leadership en matière d'économie.

**L'hon. Jack Layton (Toronto—Danforth, NPD):** Monsieur le Président, la comparaison entre la Grande-Bretagne et le Canada ne tient pas. La Grande-Bretagne prend des mesures fermes qui ont un effet évident. Ici, on ne voit pratiquement rien se produire. En fait, ce que le député ne semble pas comprendre, et ce que le gouvernement ne comprend pas, c'est que la méthode de la stimulation permanente qu'il a adoptée est l'assise même de la récession actuelle. Ce n'est pas la bonne méthode. Même le premier ministre de l'Ontario dit maintenant que des réductions d'impôts généralisées pour les sociétés ne nous permettront pas d'arriver à nos fins.

Quand verrons-nous le gouvernement prendre des mesures véritables qui stimuleront vraiment l'économie?

*Questions orales*

●(1435)

**M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, je rappelle aux députés que le NPD a voté contre toutes les mesures que j'ai mentionnées, tous les moyens que le gouvernement a proposés pour stimuler l'économie. Si nous avions de l'aide à la Chambre, nous pourrions redonner aux Canadiens un peu de confiance en l'avenir. Sur certains plans, les perspectives sont favorables. Il y a des mises à pied, et nous le savons, mais 200 000 nouveaux emplois ont été créés cette année seulement. Or, le NPD avait voté contre la mesure de stimulation qui a rendu cela possible.

\* \* \*

**LE SECTEUR DE L'AUTOMOBILE**

**L'hon. Jack Layton (Toronto—Danforth, NPD):** Monsieur le Président, je me demande parfois sur quelle planète vivent les conservateurs. Au cours de l'année qui vient, nous allons perdre encore 15 000 emplois dans le secteur de l'automobile, mais les gens d'en face se bornent à dire des platitudes. Par ailleurs, le secteur forestier est en train de s'effondrer sous nos yeux.

Les Canadiens se demandent si le gouvernement est prêt à soutenir le secteur forestier et celui de l'automobile, ou s'il veut se contenter de dire à peu près n'importe quoi à la Chambre des communes.

Le moment est venu de prendre des mesures concrètes. Face à la crise économique, le moment est venu pour le gouvernement d'aider les Canadiens, qui le demandent, en effectuant une réforme de l'assurance-emploi.

**L'hon. Tony Clement (ministre de l'Industrie, PCC):** Monsieur le Président, ces propos sont formulés par le chef d'un parti qui a voté contre toutes les mesures que nous avons prises pour le secteur forestier et celui de l'automobile. Nous collaborons avec le secteur de l'automobile. Lorsqu'il était conseiller municipal à Toronto, le député voulait interdire l'accès à la ville à toutes les voitures. Telle était sa réponse au secteur de l'automobile. Je me demande si les TCA sont au courant de cela.

**M. Francis Valeriote (Guelph, Lib.):** Monsieur le Président, notre secteur de l'automobile a besoin d'un effort coordonné et concerté avec les États-Unis, sinon ce pays va protéger ses emplois, au détriment des nôtres. C'est la seule mesure qui puisse empêcher le nouveau déficit des conservateurs d'être encore plus important.

Le ministre de l'Industrie va-t-il nous dire précisément qui il a rencontré au sein de l'administration Bush et de la nouvelle équipe économique de M. Obama, afin de s'assurer que les emplois au Canada soient protégés et ne se retrouvent pas de l'autre côté de la frontière?

**L'hon. Tony Clement (ministre de l'Industrie, PCC):** Monsieur le Président, je rappelle aux députés que le président désigné, le premier ministre de l'Ontario et le premier ministre du Canada disent tous la même chose. Il faut assurer une viabilité à long terme. Il ne faut pas se contenter de plans pondus à la sauvette. Il nous faut un plan d'activités et un modèle de gestion qui vont fonctionner dans l'avenir. C'est ce que disent Barack Obama et Dalton McGuinty. C'est aussi ce que dit le premier ministre du Canada, dont nous sommes fiers.

**M. Francis Valeriote (Guelph, Lib.):** Monsieur le Président, le Conference Board du Canada a déclaré que notre pays allait encore perdre jusqu'à 15 000 emplois dans les chaînes de montage d'automobiles, ce qui signifie qu'à la fin de 2009, 100 000 emplois auront été perdus au Canada. Le Congrès américain ne va pas

protéger de lui-même les emplois chez nous. Cette responsabilité incombe aux conservateurs, mais tout ce que nous entendons de la part du ministre, ce sont de belles paroles creuses.

Combien de temps encore les travailleurs et leurs familles vont-ils devoir attendre, avant que ce ministre conservateur inefficace se décide à agir pour protéger les emplois dans le secteur de l'automobile au Canada?

**L'hon. Tony Clement (ministre de l'Industrie, PCC):** Monsieur le Président, nous, de ce côté-ci de la Chambre, sommes sérieux lorsque nous parlons de l'industrie de l'automobile et, en fait, de l'économie dans son ensemble. Nous ne sommes pas comme les gens d'en face, qui veulent tirer d'abord et viser ensuite. Nous travaillons de façon méthodique afin d'élaborer la meilleure stratégie économique pour notre pays. Nous collaborons avec les intervenants et avec le secteur de l'automobile. Les députés d'en face n'ont aucun plan, aucune promesse, sauf l'imposition d'une taxe sur les autos et sur le carbone que les Canadiens n'auraient pas les moyens d'acquitter. Cela ne suffit plus.

[Français]

**L'hon. Denis Coderre (Bourassa, Lib.):** Monsieur le Président, le borbier économique provoqué par la mauvaise gestion des conservateurs touche maintenant les détaillants automobiles. Il est désormais de plus en plus difficile pour ces derniers d'obtenir du crédit, ce qui touche à la fois les détaillants et les consommateurs.

Pourquoi le ministre conservateur de l'Industrie refuse-t-il d'aider les concessionnaires automobiles qui, eux aussi, font face à la crise? Où est le plan?

●(1440)

[Traduction]

**L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, la question posée concerne la disponibilité du crédit. Comme le député le sait, dans le projet de loi C-50, contre lequel la plupart des députés de l'opposition ont voté, nous avons accordé des pouvoirs additionnels à la Banque du Canada pour qu'elle puisse injecter des liquidités dans le système. Notre gouvernement a aussi pris quelques mesures extraordinaires au cours des dernières semaines pour maintenir un niveau adéquat de liquidités dans le système, de manière à ce qu'on puisse offrir du crédit à des conditions raisonnables.

[Français]

**L'hon. Denis Coderre (Bourassa, Lib.):** On cherche des garanties, monsieur le Président.

Les détaillants automobiles, c'est plus de 140 000 jobs au pays. La situation économique s'aggrave de jour en jour. Des concessionnaires de Montréal, de toutes les régions du Québec et du reste du Canada devront fermer leurs portes à cause de l'inaction des conservateurs.

Doit-on comprendre que la seule contribution du premier ministre pour venir en aide aux concessionnaires automobiles fut d'augmenter le nombre de limousines dans son Cabinet? Où est le plan?

[Traduction]

**L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, je ne sais pas quelles statistiques le député a consultées, mais il doit s'agir de statistiques concernant les États-Unis. Les ventes d'automobiles y ont beaucoup diminué cette année, comme on le sait. Au Canada, où l'économie est vigoureuse, on prévoit à l'inverse des ventes records d'automobiles cette année. Il ne faut pas confondre la situation dans notre pays et celle qui règne aux États-Unis.

*Questions orales*

[Français]

**LES PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX**

**Mme Paule Brunelle (Trois-Rivières, BQ):** Monsieur le Président, hier le gouvernement a été incapable de répondre à la suggestion du Bloc québécois de mettre en place un fonds destiné à soutenir financièrement les particuliers qui rénovent leur maison pour en améliorer l'efficacité énergétique.

Pour relancer l'industrie de la rénovation en ces temps difficiles et favoriser les économies d'énergie, le gouvernement donnera-t-il suite à cette proposition, et annoncera-t-il la création d'un tel fonds dans son énoncé économique?

[Traduction]

**L'hon. Lisa Raitt (ministre des Ressources naturelles, PCC):** Monsieur le Président, notre gouvernement vient en aide aux propriétaires de maison, aux PME et à l'industrie pour qu'ils puissent faire des choix éclairés en vue d'économiser énergie et argent et d'assainir l'environnement. Nous allons continuer de collaborer avec tous les partis pour élaborer et mettre en oeuvre des politiques judicieuses, qui seront intéressantes pour les consommateurs et qui permettront aux gens de vivre dans un meilleur environnement. Nous allons aider les Canadiens à accroître leur efficacité énergétique et nous allons apporter des modifications à la Loi sur l'efficacité énergétique pour qu'elle englobe un plus grand nombre de produits et pour qu'elle ait davantage l'effet souhaité.

[Français]

**Mme Paule Brunelle (Trois-Rivières, BQ):** Monsieur le Président, essayons une autre suggestion. David Dodge, ancien gouverneur de la Banque du Canada, affirme que pour sortir de la crise actuelle, le gouvernement doit investir dans les travaux publics.

Le gouvernement se rend-il compte qu'en donnant suite à cette proposition et en adoptant un règlement obligeant tous les organismes fédéraux à utiliser des produits forestiers dans les constructions fédérales, il donnerait un sérieux coup de pouce à l'industrie forestière, qui en a bien besoin?

**L'hon. Christian Paradis (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, PCC):** Monsieur le Président, nous prenons des engagements dans notre discours du Trône et nous y parlons d'économie. De plus, nous voulons régler la situation sur le plan économique et, demain, le ministre des Finances fera son énoncé économique.

Nous espérons justement avoir la coopération de l'opposition. Une chose est certaine, pour ce qui est des travaux publics: il faudra toujours agir en fonction de l'argent des contribuables et optimiser le rendement qualité-prix. C'est la responsabilité première de ce gouvernement.

\* \* \*

**L'INDUSTRIE FORESTIÈRE**

**M. Jean-Yves Roy (Haute-Gaspésie—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ):** Monsieur le Président, non seulement le gouvernement doit-il aider l'industrie en favorisant l'utilisation des produits forestiers, mais il doit aussi aider les collectivités touchées par la crise forestière, aggravée par le ralentissement économique actuel.

Pour soutenir sa communauté, le ministre des Finances entend-il remettre en place un programme de soutien à la diversification des économies frappées par la crise forestière?

[Traduction]

**L'hon. Lisa Raitt (ministre des Ressources naturelles, PCC):** Monsieur le Président, nous connaissons les terribles conséquences de la fermeture d'une usine. Les familles et les commerces locaux en souffrent. L'effet se fait sentir dans toute la région. C'est pourquoi nous avons établi un plan exhaustif pour remédier à ce problème. Nous pensons à l'avenir. Nous investissons dans l'innovation. Nous permettons l'accès à de nouveaux marchés. Nous réduisons les impôts des entreprises pour que les usines restent ouvertes. Nous appliquons des solutions à court terme et nous allons corriger la situation à long terme.

\* \* \*

[Français]

**L'ÉCONOMIE**

**Mme Diane Bourgeois (Terrebonne—Blainville, BQ):** Monsieur le Président, pour aider des secteurs industriels en difficulté, comme ceux du vêtement et du textile, le gouvernement fédéral, à l'exemple de plusieurs gouvernements, devrait adopter une loi sur les achats préférentiels pour que ses 50 milliards de dollars d'achats en biens et services bénéficient avant tout aux entreprises québécoises et canadiennes.

Le ministre des Finances va-t-il inclure une telle mesure dans son énoncé économique?

● (1445)

[Traduction]

**L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, comme je l'ai dit hier, j'ai eu l'occasion d'examiner les propositions qui ont été faites par le Bloc et j'en ai discuté un peu. Ce sont certainement des idées que nous pouvons envisager d'intégrer au budget de 2009. Toutefois, comme je l'ai déjà dit à la Chambre, l'énoncé de demain n'est pas un minibudget. C'est une mise à jour économique, et elle sera présentée à la Chambre demain à 16 heures.

\* \* \*

**L'INDUSTRIE FORESTIÈRE**

**Mme Joyce Murray (Vancouver Quadra, Lib.):** Monsieur le Président, les ventes de l'industrie forestière de la Colombie-Britannique n'ont jamais été aussi faibles. Des dizaines de milliers de travailleurs forestiers de la province sont sans travail, leurs familles souffrent et des collectivités sont dévastées, pendant que le Cabinet et ses budgets des dépenses sont gonflés, devrais-je ajouter. La ministre conservatrice nie la réalité si elle croit que sa stratégie actuelle fonctionne. J'ai de petites nouvelles pour elle, cette stratégie ne marche pas.

L'industrie forestière mérite de savoir quel est le plan des conservateurs pour aider les gens de ce secteur mis à mal.

**L'hon. Lisa Raitt (ministre des Ressources naturelles, PCC):** Monsieur le Président, grâce au programme sur la compétitivité à long terme de l'industrie forestière, nous avons accordé une aide à la Colombie-Britannique pour lutter contre l'infestation de dendroctones du pin afin de rétablir le bien-être à long terme de collectivités. Nous nous occupons d'innovation. Nous investissons dans l'innovation et nous créons de nouvelles possibilités sur les marchés.

Il ne fait aucun doute que la période actuelle est difficile pour les secteurs industriels. J'en discute avec mes collègues du caucus et j'entends très bien les députés d'en face, mais je veux que les Canadiens sachent bien que le gouvernement est au courant de la situation, qu'il la comprend et qu'il réglera le problème.

**Mme Joyce Murray (Vancouver Quadra, Lib.):** Monsieur le Président, j'aimerais que la ministre vienne à Mackenzie, où 1 400 travailleurs du secteur forestier ont perdu leur emploi. Elle pourrait leur expliquer à quel point son plan est efficace.

Il est vrai que le dendroctone du pin a durement frappé le secteur forestier de la Colombie-Britannique, mais les conservateurs n'ont pas tenu leur promesse d'aider à lutter contre cet insecte. L'industrie est maintenant mise à genoux par la situation du marché et les conservateurs ont encore une fois raté une occasion de soutenir les travailleurs victimes de pertes d'emplois massives.

Plutôt que de rejeter la responsabilité de leur déficit, quand les conservateurs prendront-ils finalement des mesures pour aider les travailleurs forestiers durement frappés?

**L'hon. Lisa Raitt (ministre des Ressources naturelles, PCC):** Monsieur le Président, j'ai été invitée dans la région par le leader parlementaire du gouvernement puisque c'est dans sa circonscription. Je remercie également la députée de son invitation.

Nous sommes très préoccupés par le tort causé à notre industrie forestière par le dendroctone du pin. Nous savons que des familles et des collectivités ressentent les effets des ravages causés par cet insecte. C'est pourquoi nous avons investi dans des mesures d'éradication. Nous agissons et nous faisons ce qu'il faut faire.

[Français]

**M. Jean-Claude D'Amours (Madawaska—Restigouche, Lib.):** Monsieur le Président, l'industrie forestière du Nouveau-Brunswick a connu bien des difficultés au cours de la dernière année. Des scieries et des papeteries ont fermé dans tous les coins de la province. Que ce soit à Miramichi ou à Dalhousie, les travailleurs se sont sentis laissés à eux-mêmes. Au lieu d'agir, les conservateurs ont créé un nouveau déficit conservateur.

Quand les travailleurs forestiers de ma circonscription et du reste du Nouveau-Brunswick vont-ils recevoir une aide réelle des conservateurs?

[Traduction]

**L'hon. Lisa Raitt (ministre des Ressources naturelles, PCC):** Comme je l'ai déjà répété à maintes reprises à la Chambre la semaine dernière, monsieur le Président, notre gouvernement comprend que les travailleurs forestiers traversent une période difficile. Nous avons fait des investissements dans ce secteur dans le passé. Nous avons fait des investissements à court terme. Nous nous sommes penchés sur la question des fermetures de scieries. Nous comprenons que la situation est très difficile pour ceux qui traversent cette période de transition.

Nous pensons à l'avenir de cette industrie, si grande et si résistante. Nous allons investir dans l'innovation. Nous favoriserons la recherche de nouveaux débouchés. Nous continuerons de réduire les impôts des sociétés afin que les scieries du pays demeurent concurrentielles.

[Français]

**M. Jean-Claude D'Amours (Madawaska—Restigouche, Lib.):** Monsieur le Président, le gouvernement conservateur n'a absolument rien compris à la crise forestière. Pendant la dernière année, il a laissé les travailleurs et les travailleuses souffrir, et aujourd'hui, il essaie de faire croire à la population qu'il va la sauver.

Pourquoi le gouvernement conservateur n'a-t-il rien fait au cours de la dernière année? La réalité, c'est que les travailleurs, les familles et l'industrie veulent avoir un plan. Quand et comment le gouvernement va-t-il présenter un plan pour assurer que l'industrie

forestière survive et que les travailleurs recommencent à travailler pour le bien-être de leur famille?

• (1450)

[Traduction]

**L'hon. Lisa Raitt (ministre des Ressources naturelles, PCC):** Monsieur le Président, je dois admettre que cela fait longtemps que je ne m'étais pas levée et assise aussi souvent. J'apprécie cette séance d'exercice.

En ce qui concerne la réception faite aux nouveaux programmes gouvernementaux, je peux vous citer ce que le maire de Port Alberni, en Colombie-Britannique, avait à dire en octobre dernier au sujet des fonds disponibles grâce à la Fiducie pour le développement des collectivités:

Nous sommes très heureux de recevoir ces fonds. Ils permettront d'offrir des emplois et des salaires décentes à certains des travailleurs forestiers de notre collectivité qui étaient au chômage [...]

La même chose est vraie pour toutes les régions et tous les travailleurs du pays. Ces programmes que nous offrons sont destinés à aider les Canadiens.

\* \* \*

## LA DÉFENSE NATIONALE

**M. Peter Goldring (Edmonton-Est, PCC):** Monsieur le Président, dans une motion adoptée en mars dernier, la Chambre demandait justement au gouvernement de déployer des drones et des hélicoptères de transport de moyen tonnage afin d'améliorer la protection de nos femmes et de nos hommes courageux en Afghanistan.

Le ministre de la Défense nationale pourrait-il dire nous dire quand ces hélicoptères et ces drones seront déployés en Afghanistan?

**L'hon. Peter MacKay (ministre de la Défense nationale et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique, PCC):** Monsieur le Président, le gouvernement s'est engagé à fournir le meilleur équipement possible à nos courageux soldats. En fait, nous venons d'acheter six hélicoptères Chinook et des drones qui s'ajouteront à ceux qui sont loués. Ces appareils seront tous opérationnels l'année prochaine.

Je suis heureux d'apprendre à la Chambre que nous déploierons également huit hélicoptères utilitaires Griffin spécialement équipés qui serviront d'escortes aux Chinook. Le plus important, c'est que nous réduirons ainsi les risques que les embuscades, les mines terrestres et les engins explosifs improvisés représentent pour nos soldats et les civils. Ces nouveaux appareils permettront de sauver des vies. Les soldats canadiens pourront ainsi poursuivre leur travail important sur place.

*Questions orales***LE SECTEUR DE L'AUTOMOBILE**

**M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD):** Monsieur le Président, plus tôt aujourd'hui, le fabricant de pièces automobiles Magna a annoncé la fermeture de deux de ses usines. Le secteur de l'automobile perdra donc 850 autres emplois. Hier, le Conference Board a prévu que 15 000 autres emplois seront perdus dans ce secteur au cours de la prochaine année. C'est donc dire que 100 000 autres emplois vont disparaître partout au Canada. Déjà, le nombre de demandes de prestations d'assurance-emploi a grimpé de 30 p. 100 à Windsor et de 96 p. 100 à Oshawa. Les travailleurs de tout le Sud de l'Ontario craignent de ne plus pouvoir subvenir aux besoins de leurs familles, de perdre leurs maisons et de perdre leur revenu de retraite.

Combien d'emplois faudra-t-il encore perdre avant que le ministre comprenne le message? Il doit faire preuve de leadership immédiatement.

**L'hon. Tony Clement (ministre de l'Industrie, PCC):** Monsieur le Président, j'ai été mis au courant de cette décision juste avant la période des questions. Cette décision touche de nombreuses personnes et de nombreuses familles dans la région de Newmarket-Aurora et dans tout le Grand Toronto, et cela m'attriste. Évidemment, le gouvernement du Canada offrira tous les programmes d'aide habituels.

Cela dit, notre rôle est aussi d'assurer la viabilité à long terme de ce secteur, qui comprend l'industrie des pièces automobiles. Nous collaborons à cet égard avec le secteur de l'automobile et avec le gouvernement de l'Ontario. Nous observons aussi ce qui se passe à Washington.

**M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD):** Ce qui rend triste, monsieur le Président, c'est de comparer la situation au Canada et celle aux États-Unis.

Plus tôt cette année, le gouvernement américain a investi 25 milliards de dollars pour transformer ce secteur et construire les véhicules verts et éconergétiques de l'avenir. Ce gouvernement-là se bat pour les emplois de l'avenir pendant que le gouvernement du Canada reste les bras croisés. Pas étonnant que personne ne veuille rencontrer le ministre à Washington.

Le ministre viendra-t-il au moins à Windsor demain pour rencontrer les représentants du secteur, des syndicats, des fournisseurs et des municipalités pour expliquer ce que le gouvernement compte faire? Rencontrera-t-il au moins les travailleurs, les familles et les propriétaires d'entreprises qui sont sur le point de tout perdre?

**L'hon. Tony Clement (ministre de l'Industrie, PCC):** Monsieur le Président, les situations de ce genre touchent tout le monde, d'un bout à l'autre du pays. Elles affectent autant ma circonscription que celle du député, du moins en ce qui concerne le secteur en question.

Nous avons été actifs. Le député devrait savoir que nous avons créé un fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile, fonds que nous nous sommes engagés à accroître et à renforcer dans notre plateforme et dans le discours du Trône. Nous appuyons l'innovation dans le secteur de l'automobile. Nous voulons faire en sorte que les voitures de l'avenir soient construites, en partie du moins, au Canada.

En vérité, nous cherchons des solutions à long terme, et Barack Obama et Dalton McGuinty disent la même chose.

[Français]

**L'ÉCONOMIE**

**M. Mario Laframboise (Argenteuil—Papineau—Mirabel, BQ):** Monsieur le Président, la crise économique que l'on appréhende exige que l'on fasse preuve d'audace et de créativité. Jusqu'à maintenant, le gouvernement n'en a pas montré beaucoup. Les situations budgétaires difficiles risquent de se multiplier — notamment dans les municipalités — et avec elles, si rien n'est fait, les inévitables augmentations de taxes foncières.

Le ministre des Finances compte-t-il reprendre, dans son énoncé économique, la proposition du Bloc québécois qui suggère de hausser immédiatement à 5 ¢ le transfert de la taxe sur l'essence aux municipalités et de le devancer?

• (1455)

[Traduction]

**L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, le gouvernement compte faire rouler l'économie et budgétiser de façon responsable. C'est important. Entre autres choses, il stimulera l'économie en réduisant les taxes et les impôts sur le revenu des particuliers de manière à ce que les Canadiens aient plus d'argent dans leurs poches. Je sais que c'est une idée saugrenue pour les députés du Parti libéral.

Nous avons réduit la TPS de deux points de pourcentage afin de laisser aux Canadiens plus d'argent à dépenser et, ainsi, stimuler l'économie, et nous avons réduit les impôts des entreprises. Ce sont autant de mesures auxquelles le Bloc s'est opposé à la Chambre l'année dernière.

\* \* \*

[Français]

**LES TRANSPORTS**

**M. Mario Laframboise (Argenteuil—Papineau—Mirabel, BQ):** Monsieur le Président, pendant ce temps, le Parti conservateur se moquait du projet de train rapide entre Québec et Windsor, proposé par le Bloc québécois, et est resté les bras croisés jusqu'au budget du printemps prochain.

Pourquoi le gouvernement ne s'engage-t-il pas à appuyer concrètement ce projet de train rapide, que tous les intervenants soutiennent et qui permettrait d'assurer le développement durable, de protéger l'environnement et de soutenir le secteur manufacturier?

**L'hon. John Baird (ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités, PCC):** Monsieur le Président, mon collègue le ministre des Affaires étrangères, lorsqu'il était le ministre des Transports, a annoncé au nom de ce gouvernement qu'on va travailler avec les gouvernements du Québec et de l'Ontario pour réviser l'étude faite il y a 15 ans. Le transport en commun est très important. C'est un grand projet. C'est quelque chose qu'on ne peut pas faire immédiatement, mais on est en train de travailler avec les deux gouvernements provinciaux pour voir ce qui pourrait être fait dans l'avenir.

\* \* \*

[Traduction]

**L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE**

**L'hon. John McCallum (Markham—Unionville, Lib.):** Monsieur le Président, si le leader du gouvernement à la Chambre ne peut même pas compter les places au Cabinet, il n'y a rien d'étonnant à ce que les conservateurs soient incapables d'équilibrer leur budget.

*Questions orales*

[Français]

Face à la crise du secteur automobile, le ministre de l'Industrie ne voit pas la nécessité d'une réponse conjointe canado-américaine. Donc, il nous prépare pour le transfert de milliers d'emplois aux États-Unis. S'il arrive trop tard aux négociations, il devra faire d'énormes concessions aux États-Unis.

Est-ce de l'incompétence ou de la négligence de la part de ces conservateurs?

[Traduction]

**L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, nous avons réussi à mettre en vigueur les réductions d'impôts qui étaient très importantes pour le fonds d'innovation pour l'industrie de l'automobile et pour l'industrie.

Nous ne répétons pas ce que le Parti libéral a fait au milieu des années 1990 pour équilibrer le budget. Le Parti libéral du Canada a réalisé l'équilibre budgétaire sur le dos des écoles, des collèges, des universités, des familles et des démunis au Canada, c'est honteux. Voilà l'héritage laissé par le Parti libéral du Canada.

**L'hon. John McCallum (Markham—Unionville, Lib.):** Monsieur le Président, je rappelle aux conservateurs que ce fut la réponse à leur déficit de 42 milliards de dollars. À l'époque, toutefois, ils nous ont dit que les compressions n'étaient pas suffisantes.

Pour ce qui est du secteur de l'automobile, les conservateurs ne comprennent rien de rien. Si les États-Unis accordent des prêts remboursables, l'argent doit être dépensé aux États-Unis, pas au Canada. Si le Canada n'agit pas avant janvier ou février, il est probable que les filiales canadiennes seront acculées à la faillite.

Est-ce que le ministre des Finances refuse d'agir en raison de son énorme déficit ou de la triste opinion qu'il a de l'Ontario [...]

**Le Président:** Le ministre des Finances a la parole.

**L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, je cherchais une source témoignant de la mauvaise décision du gouvernement libéral au milieu des années 1990, la décision de frapper durement les simples citoyens en équilibrant le budget sur leur dos. J'ai trouvé cette source. Voici ce qu'elle dit:

Le gouvernement [libéral] a équilibré son budget en sabrant les transferts aux provinces, qui ont été forcées de faire des déficits [...] Les systèmes de santé et d'éducation ont été plongés dans une crise parce que le gouvernement fédéral a été incapable de s'imposer un régime d'austérité plus sévère et n'a pas su assumer ses responsabilités.

Cette source, c'était le député de Kings—Hants.

\* \* \*

● (1500)

[Français]

**L'ASSURANCE-EMPLOI**

**M. Yvon Godin (Acadie—Bathurst, NPD):** Monsieur le Président, un porte-parole du gouvernement a admis que les fonds de l'assurance-emploi étaient insuffisants. Ce n'est pas une façon de gérer l'argent, surtout pas l'argent qui appartient aux travailleurs canadiens. Ceux qui paient des cotisations au programme d'assurance-emploi doivent pouvoir recevoir ces fonds s'ils perdent leur emploi.

Étant donné la récession qui frappe et le chômage qui est en hausse, le gouvernement va-t-il enfin réformer le programme d'assurance-emploi? S'assurera-t-il que les Canadiens qui paient pourront se qualifier à un programme qui leur appartient, à eux, et non au gouvernement conservateur?

[Traduction]

**M. Ed Komarnicki (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail, PCC):** Monsieur le Président, on réforme actuellement la caisse d'assurance-emploi pour veiller à ce que les cotisations perçues viennent directement aider les travailleurs qui ont perdu leur emploi et à ce que la caisse puisse aider les travailleurs quand ils en ont besoin.

Nous veillerons à ce que les cotisations perçues soient versées en prestations. Nous avons investi 2 milliards de dollars pour étayer le régime. S'il faut en faire davantage, nous le ferons.

**Mme Chris Charlton (Hamilton Mountain, NPD):** Monsieur le Président, cette réponse est un bien piètre réconfort pour les travailleurs ontariens au chômage. Les demandes de prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 14 p. 100 dans la province. Elles ont augmenté de 30 p. 100 à Windsor et d'un taux ahurissant de 96,4 p. 100 dans la cour même du ministre des Finances, Oshawa, et ces chiffres ne tiennent même pas compte des innombrables travailleurs qui devraient être admissibles aux prestations, mais qui ne le sont pas.

Le comble, c'est que, selon les calculs, le travailleur moyen mis à pied en Ontario touche 4 600 \$ de moins en prestations d'assurance-emploi que les travailleurs dans le reste du Canada.

Le gouvernement veillera-t-il à ce que tous les chômeurs touchent des prestations du régime auquel ils ont cotisé et à ce qu'ils soient traités de la même façon, où qu'ils se trouvent?

**M. Ed Komarnicki (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail, PCC):** Monsieur le Président, tous les Canadiens ont accès au Programme d'assurance-emploi. Tout le monde a le droit de faire une demande et de recevoir ce qu'il est en droit de recevoir.

De plus, nous avons mis sur pied le Fonds pour le développement des collectivités, qui vient en aide aux régions confrontées à une crise particulière, propre à leur région. Nous avons également conclu un accord sur la main-d'oeuvre qui aide les travailleurs mis à pied à suivre une nouvelle formation et à se perfectionner afin de trouver un autre emploi.

Nous faisons tout en notre pouvoir pour atténuer les effets de la crise et faire en sorte que les Canadiens soient protégés et capables de continuer à élever leur famille et à s'occuper des êtres qui leur sont chers.

\* \* \*

**LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES**

**Mme Tilly O'Neill-Gordon (Miramichi, PCC):** Monsieur le Président, j'aimerais profiter de l'occasion pour remercier les bonnes gens de Miramichi, au Nouveau-Brunswick, de m'avoir accordé leur confiance.

La violence faite aux femmes est une question importante pour tous les Canadiens. Le gouvernement a pris des mesures concrètes pour s'y attaquer, qu'il s'agisse de faire adopter la Loi sur la lutte contre les crimes violents ou d'appuyer la Déclaration d'Iqaluit.

La ministre d'État peut-elle parler à la Chambre des récentes réalisations du gouvernement en matière de lutte contre la violence faite aux femmes, tant à l'échelon national qu'international?

### *Recours au Règlement*

**L'hon. Helena Guergis (ministre d'État (Condition féminine), PCC):** Monsieur le Président, le gouvernement prouve constamment son engagement envers les questions qui concernent les femmes. Le premier ministre a nommé la première ministre d'État qui se consacre exclusivement à la condition féminine.

Je suis aussi très fière du fait que le gouvernement se soit joint récemment à la campagne de l'UNIFEM pour dire non à la violence. Le Canada se joint ainsi à 159 ministres et chefs d'État de 60 pays afin de répondre à l'appel de l'UNIFEM visant à mettre fin à la violence faite aux femmes.

Il s'agit d'une annonce particulièrement importante puisque nous soulignons les 16 jours d'activisme contre la violence faite aux femmes, qui comprennent, au Canada, le 6 décembre, Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes.

\* \* \*

### L'INFRASTRUCTURE

**Mme Judy Foote (Random—Burin—St. George's, Lib.):** Monsieur le Président, les emplois disparaissent dans ce pays et pourtant, jusqu'à maintenant, nous attendons toujours les investissements promis par les conservateurs au chapitre de l'infrastructure, investissements qui pourraient créer des emplois.

La Fédération canadienne des municipalités a dit que les conservateurs n'ont pas encore versé les 3 milliards de dollars qu'ils avaient promis.

Pourquoi les conservateurs n'ont-ils pas investi cet argent, qui créerait des centaines d'emplois non seulement à Terre-Neuve-et-Labrador, mais des milliers d'emplois dans l'ensemble des villes et localités du pays?

**L'hon. John Baird (ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités, PCC):** Monsieur le Président, je tiens à être le premier à féliciter la députée d'avoir été élue à la Chambre des communes. Nous nous réjouissons à l'idée de travailler avec elle pour déterminer comment nous pourrions distribuer les fonds d'infrastructure et ce que nous pourrions faire pour aider à créer des emplois.

Nous avons eu de bonnes rencontres avec les représentants de la Fédération canadienne des municipalités, dont quatre la semaine dernière seulement ainsi qu'une rencontre avec le premier ministre. Nous nous sommes entendus pour apporter des changements au processus, de sorte que les décisions seront prises plus rapidement et que le fédéral donnera le feu vert dès que possible.

Nous nous sommes engagés à collaborer avec les provinces pour obtenir des résultats. Si la députée en face veut faire des suggestions précises, nous serions très heureux de la rencontrer pour en discuter.

\* \* \*

• (1505)

[Français]

### LA JUSTICE

**M. Paul Crête (Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup, BQ):** Monsieur le Président, tous s'entendent pour dire que le jeune Omar Khadr devrait être immédiatement rapatrié au Canada et sorti de Guantanamo, tous sauf les conservateurs. La Cour suprême du Canada, de hauts responsables du ministère des Affaires étrangères, le Barreau canadien, l'Association des avocats de la défense de Montréal, les partis d'opposition, tous déplorent l'inaction

et l'insensibilité du gouvernement. On parle ici d'un enfant soldat torturé et maltraité, d'un citoyen canadien.

Au lieu de fanfaronner sur un sujet qui ternit la réputation du Canada, le ministre des Affaires étrangères fera-t-il preuve de sérieux comme diplomate en faisant la seule chose qui s'impose, soit de rapatrier le jeune Khadr?

[Traduction]

**M. Deepak Obhrai (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, PCC):** Monsieur le Président, notre position demeure inchangée parce que, contrairement à de nombreux prisonniers détenus à Guantanamo Bay, Omar Khadr a vraiment été accusé de crimes graves. Le processus judiciaire visant à déterminer sa culpabilité ou son innocence est en cours. Nous appuyons complètement ce processus.

\* \* \*

### LES FINANCES

**M. Glenn Thibeault (Sudbury, NPD):** Monsieur le Président, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante craint que les grandes banques ne remplacent les frais que paient les marchands pour les transactions par cartes de crédit par un système de pourcentage injuste. Ainsi, la hausse de ces frais pourrait atteindre 10 000 p. 100, dont une bonne partie serait refilée aux consommateurs.

Une augmentation du taux d'intérêt des cartes de crédit et de nouveaux frais imposés aux petites entreprises font en sorte que la confiance des consommateurs n'a jamais été aussi faible en 20 ans.

Quand le gouvernement comprendra-t-il qu'en période de difficultés économiques il lui incombe de protéger les consommateurs et pas seulement les banques?

**L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC):** Nous l'avons déjà compris, monsieur le Président. Nous sommes conscients de cette obligation. C'est pourquoi nous finançons l'Agence de la consommation en matière financière du Canada et la littératie en matière financière au Canada. Il faut que les Canadiens, notamment les jeunes, comprennent comment fonctionnent les taux d'intérêt et l'intérêt composé, et réalisent qu'ils ont avantage à payer leurs factures à temps.

Ce sont là des connaissances importantes que nous voulons transmettre aux Canadiens afin qu'ils puissent faire des choix éclairés dans le système financier canadien devenu concurrentiel.

\* \* \*

[Français]

### RECOURS AU RÈGLEMENT

#### LA PÉRIODE DES QUESTIONS ORALES

**L'hon. Denis Coderre (Bourassa, Lib.):** Monsieur le Président, je me souviens que lorsque vous avez brigué les suffrages pour le poste à la présidence, vous avez parlé de décorum et de discipline et vous avez dit que nous devons changer la façon de faire. Je ne veux pas ici prêter quelque malice que ce soit à mon collègue, le ministre des Affaires étrangères, mais lors de la période des questions orales du 24 novembre dernier, sur une question extrêmement sérieuse où il n'y avait pas de place à la plaisanterie, il a dit nommément qu'ici on parle d'Omar Khadr et non pas de Coderre.

Monsieur le Président, certains vont peut-être rire, mais cette Chambre est respectueuse et en aucun temps on ne doit mentionner le nom des députés. Alors, j'aimerais que le ministre fasse amende honorable et qu'il puisse retirer ses paroles. J'aimerais également que vous, monsieur le Président, parce que vous avez laissé passer la chose, puissiez prendre en considération que cela ne se reproduira plus.

**L'hon. Lawrence Cannon (ministre des Affaires étrangères, PCC):** Monsieur le Président, mon collègue a absolument raison. Il s'agissait là d'une chose extrêmement sérieuse. Cependant, ce sont des gens de l'opposition qui ont dit « pas Coderre » et j'ai dit que non, ce n'était pas « Coderre », mais « Khadr ». Oui, c'est un dossier sérieux. Je regrette évidemment que mon ami le député ait été mis dans cette situation, mais je rappelle encore une fois que ce sont des gens de l'opposition qui ont insisté et dit cette chose-là.

**L'hon. Denis Coderre:** Monsieur le Président, sauf votre respect, on peut essayer de s'en sortir, mais on ne peut pas faire indirectement ce qu'on ne peut pas faire directement. Le hansard est clair. Mon nom a paru et je prierais mon collègue de ne pas jouer ce jeu. Je lui demande tout simplement de dire qu'il retire ses paroles. J'aimerais aussi que vous puissiez statuer là-dessus.

• (1510)

**L'hon. Lawrence Cannon:** Monsieur le Président, je n'ai nullement l'intention de retirer mes paroles, mais si vous m'y obligez, je le ferai à contrecœur.

**Le Président:** À mon avis, dans ce cas-ci, la difficulté réside dans le fait que, lors de l'incident, le ministre n'a pas utilisé le nom du député afin de le mentionner. J'ai crains de ne pas avoir entendu les commentaires des autres députés à ce moment-là, mais il a répondu à quelqu'un qui a dit autre chose. C'est pour cette raison que je n'ai rien dit. Il a aussi dit, « Pas "un nom", mais "un autre nom" ». Il n'a donc pas mentionné le nom du député en tant que membre du Parlement, en tant que membre de cette Chambre. Il l'a simplement dit pour clarifier la prononciation de ce qu'il avait dit.

Je ne crois pas qu'il soit nécessaire qu'il retire ses paroles. Il a indiqué pourquoi il avait dit cela. J'espère que l'explication est acceptable pour tous les honorables députés. Je crois que la situation est bien clarifiée et que l'honorable député de Bourassa n'était pas vraiment mentionné dans cette réponse. C'était pour la clarification de quelque chose qu'un autre député avait dit alors. Je considère donc la situation réglée, et je crois nous pouvons peut-être poursuivre.

**L'hon. Denis Coderre:** Ce que je comprends, c'est qu'il y a des doubles standards à la Chambre.

**Le Président:** Pas du tout.

---

## AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

### L'AFGHANISTAN

**L'hon. Stockwell Day (ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique, PCC):** Monsieur le Président, conformément au paragraphe 32(2) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, un rapport intitulé « L'engagement du Canada en Afghanistan ». Ce rapport fait suite aux recommandations du comité indépendant sur l'Afghanistan, ou comité Manley.

### Affaires courantes

J'ajouterais simplement, à ce moment-ci, que nous demeurons redevables à nos hommes et à nos femmes en uniforme qui changent les choses en Afghanistan, sauvant des vies et protégeant la liberté de chacun. Nous leur en savons gré.

\* \* \*

## RECOURS AU RÈGLEMENT

QUESTIONS ORALES

**L'hon. Peter MacKay (ministre de la Défense nationale et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique, PCC):** Monsieur le Président, je veux corriger une erreur dans le compte rendu des débats. Hier, durant la période des questions, j'ai répondu à une question du porte-parole de l'opposition, le député de Vancouver-Sud. J'ai mentionné 35 000 documents, mais c'était en fait 3 500. Je voulais que le compte rendu soit clair et exact, monsieur le Président, puisque vous faites beaucoup d'efforts pour qu'il en soit ainsi.

\* \* \*

## LES DÉLÉGATIONS INTERPARLEMENTAIRES

**Mme Yasmin Ratansi (Don Valley-Est, Lib.):** Monsieur le Président, conformément au paragraphe 34(1) du Règlement, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, dans les deux langues officielles, le rapport de la délégation canadienne du Groupe canadien de l'Union interparlementaire sur sa participation à la 116<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP et aux réunions connexes à Nusa Dua, sur l'île de Bali, en Indonésie, du 29 avril au 4 mai 2007.

[Français]

**M. Bernard Patry (Pierrefonds—Dollard, Lib.):** Monsieur le Président, conformément au paragraphe 34(1) du Règlement, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, dans les deux langues officielles, le rapport de la délégation canadienne de la section canadienne de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie concernant sa participation au séminaire du réseau des femmes parlementaires de l'APF sur la Convention des Nations Unies concernant l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, tenu à Nouakchott, en Mauritanie, les 21 et 22 mai 2008.

[Traduction]

**M. Leon Benoit (Vegreville—Wainwright, PCC):** Monsieur le Président, conformément au paragraphe 34(1) du Règlement, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, dans les deux langues officielles, le rapport de l'Association parlementaire canadienne de l'OTAN sur sa participation à la visite aux États-Unis de la commission de la défense et de la sécurité qui s'est déroulée à Washington, D.C., du 28 janvier au 2 février.

Aussi, conformément au paragraphe 34(1) du Règlement, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, dans les deux langues officielles, le rapport de l'Association parlementaire canadienne de l'OTAN sur sa participation à la visite en Turquie de la sous-commission sur la gouvernance démocratique qui s'est déroulée à Ankara et à Istanbul du 24 au 27 mars.

\* \* \*

• (1515)

## LE CODE CRIMINEL

**M. Mark Holland (Ajax—Pickering, Lib.)** demande à présenter le projet de loi C-229, Loi modifiant le Code criminel (cruauté envers les animaux).

*Affaires courantes*

— Monsieur le Président, je suis heureux de présenter de nouveau un projet de loi sur la cruauté envers les animaux. J'espère que, lors de cette session, nous adopterons finalement des mesures législatives qui permettront de moderniser nos lois archaïques sur la cruauté envers les animaux.

Le projet de loi que je présente est le résultat de plus de 10 ans de compromis de la part des divers groupes de protection des animaux, des industries qui exploitent des animaux, des députés et des sénateurs. Il a été adopté par la Chambre des communes à deux occasions distinctes, ce qui me donne espoir qu'il sera adopté rapidement maintenant qu'il a été présenté.

J'ai également le plaisir de présenter un projet de loi qui modifierait le Code criminel pour y ajouter de nouvelles dispositions traitant des infractions concernant la cruauté envers les animaux.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

\* \* \*

**LE CODE CRIMINEL**

**M. Mark Holland (Ajax—Pickering, Lib.)** demande à présenter le projet de loi C-230, Loi modifiant le Code criminel (cruauté envers les animaux).

— Monsieur le Président, comme je l'ai dit auparavant, la Chambre a adopté des mesures législatives très similaires. J'ai mentionné plus tôt que je présentais un projet de loi visant à éliminer des échappatoires qui existent actuellement dans le Code criminel.

De nombreux agents de la SPCA disent qu'ils sont témoins de cas horribles de mauvais traitements envers des animaux et que rien n'est fait à cet égard. Les coupables s'en tirent toujours impunément. Souvent, ces mêmes personnes sont plus tard accusées de violence conjugale ou de violence à l'égard d'enfants. Puisque nous savons que la cruauté envers les animaux est souvent un signe précurseur d'actes de violence contre des êtres humains, il est clair que la modernisation de ces dispositions législatives se fait attendre depuis longtemps. En effet, elles n'ont pas été modernisées depuis l'époque victorienne, il y a plus de 100 ans.

J'espère que ce projet de loi et celui que j'ai présenté il y a quelques instants pourront être adoptés rapidement.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

\* \* \*

**LE CODE CRIMINEL**

**L'hon. Albina Guarnieri (Mississauga-Est—Cooksville, Lib.)** demande à présenter le projet de loi C-231, Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (peines consécutives).

— Monsieur le Président, la loi canadienne accorde un rabais quantitatif aux violeurs et aux meurtriers. C'est ce que l'on appelle les peines concurrentes qui déprécient la vie humaine. La vie de la deuxième, troisième ou onzième victime ne compte pas dans le calcul de la peine. Chaque jour, dans nos tribunaux, le prix le plus bas l'emporte.

C'était vrai en 1999 lorsque la Chambre a adopté ce projet de loi à l'étape de la troisième lecture à une majorité de 4 contre 1. C'était vrai le mois dernier lorsque le premier ministre de la Saskatchewan a demandé une peine concurrente pour un tueur d'enfants qui avait admis avoir agressé sexuellement 40 femmes et qui a été libéré sans avoir purgé un seul jour de prison pour ces 40 crimes.

Les peines concurrentes pour les personnes ayant commis plusieurs meurtres ou viols demeurent la seule façon d'imposer des peines proportionnelles aux crimes et de rendre une certaine justice aux victimes de ces crimes odieux.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

\* \* \*

[Français]

**LA LOI SUR LA COUR SUPRÊME**

**M. Yvon Godin (Acadie—Bathurst, NPD)** demande à présenter le projet de loi C-232, Loi modifiant la Loi sur la Cour suprême (compréhension des langues officielles).

— Monsieur le Président, j'aimerais remercier le second proposeur de ce projet de loi, le député de Nickel Belt. Ce projet de loi modifie la Loi sur la Cour suprême (compréhension des langues officielles). Au Canada, il y a deux langues officielles. Afin d'assurer l'égalité au sujet des deux langues officielles, conformément au texte de ce projet de loi est modifiée la Loi sur la Cour suprême et est créée une nouvelle condition de nomination des juges de la Cour suprême selon laquelle ceux-ci doivent comprendre l'anglais et le français sans l'aide d'un interprète.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

\* \* \*

● (1520)

**LA LOI SUR L'ASSURANCE-EMPLOI**

**M. Yvon Godin (Acadie—Bathurst, NPD)** demande à présenter le projet de loi C-233, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (majoration de la période de prestations en fonction de la hausse du taux régional de chômage).

— Monsieur le Président, il s'agit d'un projet de loi très important. Encore une fois, j'aimerais remercier mon collègue de Nickel Belt, qui a appuyé ce projet de loi.

Cette loi vise à modifier la Loi sur l'assurance-emploi. Conformément au texte du projet de loi est augmentée la durée des périodes de prestations en vertu de la Loi sur l'assurance-emploi en fonction de la hausse du taux régional de chômage. Compte tenu du ralentissement économique, on a besoin plus que jamais d'un système d'assurance-emploi qui appartient aux travailleurs. Ce projet de loi aidera les travailleurs et les travailleuses du pays qui perdront leur emploi, surtout compte tenu des circonstances économiques actuelles. Ce programme appartient aux travailleurs et aux travailleuses ainsi qu'aux compagnies qui y ont contribué.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

\* \* \*

**LA LOI SUR L'ASSURANCE-EMPLOI**

**M. Yvon Godin (Acadie—Bathurst, NPD)** demande à présenter le projet de loi C-234, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (durée de la période de prestations).

*Affaires courantes*

— Monsieur le Président, comme vous pouvez le constater, j'ai beaucoup de bons projets de loi que cette Chambre pourrait adopter — c'est à souhaiter. Conformément au texte de ce projet de loi est augmentée la durée de la période de prestations en prévoyant d'abord qu'une semaine qui compte au moins 15 heures de travail soit considérée comme une semaine d'emploi assurable, et que chaque groupe de 30 heures du total des heures travaillées compte pour une semaine d'emploi assurable.

Encore une fois, cela vise à améliorer le système d'assurance-emploi. Je me répète peut-être, mais ce système d'assurance-emploi appartient aux travailleurs et aux compagnies qui y ont contribué, et non pas au gouvernement qui aimerait s'en servir pour équilibrer son budget et accuser un déficit zéro au détriment des travailleurs et des travailleuses.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

\* \* \*

[Traduction]

**LE CODE CANADIEN DU TRAVAIL**

**M. Tony Martin (Sault Ste. Marie, NPD)** demande à présenter le projet de loi C-235, Loi modifiant le Code canadien du travail (registre des maladies professionnelles).

— Monsieur le Président, j'ai l'honneur de soumettre ce projet de loi à la Chambre et je remercie la députée de Hamilton Mountain d'appuyer cette mesure législative importante. La députée comprend, en sa qualité de porte-parole de notre caucus en matière de travail, que les métallurgistes de la section locale 2251 à Sault Ste. Marie mènent actuellement une campagne dynamique et active pour trouver des gens qui ont été blessés au travail ou qui sont devenus malades à cause de leur lieu de travail.

Le registre leur faciliterait grandement la tâche. Il serait beaucoup plus facile pour les travailleurs du pays d'obtenir l'information dont ils ont besoin avant de se présenter devant les commissions d'assurance ou autres commissions d'indemnisation pour leur maladie ou leurs blessures. Le registre donnerait aussi aux travailleurs des renseignements utiles sur les entreprises et le dossier de ces dernières pour ce qui est de la santé au travail et des maladies professionnelles. Cela est vraiment très important dans le monde actuel, compte tenu de la grande mobilité de la main-d'oeuvre.

Je suis heureux aujourd'hui de présenter ce projet de loi et j'espère que la Chambre jugera bon de l'adopter en temps voulu.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

\* \* \*

● (1525)

**LA LOI SUR LA RÉVISION DES LIMITES DES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES**

**M. Tony Martin (Sault Ste. Marie, NPD)** demande à présenter le projet de loi C-236, Loi visant à modifier le nom de la circonscription électorale de Sault Ste. Marie.

— Monsieur le Président, cette initiative a vu le jour dans ma collectivité, où il y a effectivement un intérêt à ce que le district d'Algoma soit reflété dans le nom de ma circonscription. Le nom d'Algoma a depuis toujours été rattaché à bon nombre de nos principales industries, notamment Algoma Steel, Algoma Central Railroad, ainsi que d'autres institutions importantes de Sault Ste. Marie, dont l'Algoma District School Board par exemple.

Un sondage comportant trois options a été réalisé dans l'ensemble de ma circonscription. Mes électeurs pensent que cette option-ci serait appropriée à la cause.

La circonscription de Sault Ste. Marie est située au beau milieu de trois principaux Grands Lacs. C'est un endroit extraordinaire dont j'ai l'honneur d'être le représentant. Aujourd'hui, je demande à la Chambre d'appuyer cette initiative visant à modifier le nom de ma circonscription de façon à ce qu'elle reflète adéquatement la nature et l'ampleur de ce merveilleux endroit.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

\* \* \*

**PÉTITIONS**

## LA CIRCULATION DE CAMIONS LOURDS

**L'hon. Mauril Bélanger (Ottawa—Vanier, Lib.):** Monsieur le Président, aujourd'hui, pour la cinquième journée consécutive, je souhaite présenter une pétition, non seulement au nom des citoyens d'Ottawa—Vanier, que j'ai l'honneur de représenter, mais aussi au nom de citoyens des deux côtés de la région de la capitale nationale, du Québec et de l'Ontario.

Les pétitionnaires prient la CCN, en tant que représentante du gouvernement du Canada chargée du dossier de la construction d'un pont enjambant la rivière pour éliminer la circulation de camions lourds dans la capitale nationale, de choisir un endroit approprié et de ne pas déplacer les camions d'un quartier établi vers un autre.

Ils demandent au gouvernement du Canada de donner pour consigne à la Commission de la capitale nationale de faire une évaluation détaillée d'un pont qui relierait le parc industriel Canotek et l'aéroport de Gatineau, soit l'option n° 7 de la première phase de l'évaluation environnementale des liaisons interprovinciales.

## LE DARFOUR

**M. Ron Cannan (Kelowna—Lake Country, PCC):** Monsieur le Président, je dépose une pétition au nom de bon nombre de Canadiens. Les pétitionnaires déclarent que le Canada doit prendre des mesures en vue de stopper la catastrophe humanitaire au Darfour.

**M. Sukh Dhaliwal (Newton—Delta-Nord, Lib.):** Monsieur le Président, je suis heureux de présenter une pétition au sujet du conflit au Darfour qui m'a été transmise par Simon Child, au nom d'habitants préoccupés de la Colombie-Britannique. Les pétitionnaires affirment que 300 000 personnes ont perdu la vie dans ce conflit et que 2 millions d'autres ont été déplacés.

Les pétitionnaires exhortent le gouvernement à accroître l'aide humanitaire afin de soulager la souffrance et de faire des pressions pour engager des pourparlers de paix. Comme ils l'ont dit, il est notre devoir, en tant que citoyens d'un pays riche, d'aider ceux qui ont désespérément besoin d'aide.

**L'hon. Dan McTeague (Pickering—Scarborough-Est, Lib.):** Monsieur le Président, je suis heureux de présenter deux pétitions qui ont été signées par des Canadiens de ma circonscription et d'ailleurs en Ontario et au Canada qui demandent tout d'abord et en particulier que l'on réfléchisse à la possibilité d'accroître l'aide que nous offrons aux victimes de conflits au Darfour et que nous renouvelions les programmes d'aide internationale dans ce sens.

## LA LOI SUR LA SANTÉ DES ANIMAUX

**L'hon. Dan McTeague (Pickering—Scarborough-Est, Lib.):** Monsieur le Président, ma deuxième pétition a été signée par les mêmes Canadiens et groupes de Canadiens.

*Affaires courantes*

Les pétitionnaires exhortent le gouvernement et le Parlement du Canada à modifier la Loi sur la santé des animaux en ce qui a trait au transport sur de longues distances d'animaux de ferme, pour tenir compte des normes de bien-être généralement établies dans le domaine de l'élevage.

## LE DARFOUR

**L'hon. Hedy Fry (Vancouver-Centre, Lib.):** Monsieur le Président, je présente une pétition signée par des résidents de la municipalité de White Rock et de la Colombie-Britannique.

Les pétitionnaires attirent l'attention de la Chambre sur le fait qu'un génocide est en cours au Soudan, dans la région du Darfour, et qu'environ 300 000 personnes ont été tuées, tandis que 2 millions d'autres ont été déplacées. Le gouvernement du Soudan a retardé le déploiement d'une force de maintien de la paix de 26 000 soldats dans la région.

En conséquence, les pétitionnaires demandent au Parlement de faire pression auprès du gouvernement du Soudan afin que celui-ci permette à l'ensemble de la force de maintien de la paix de 26 000 soldats de la mission des Nations Unies et de l'Union africaine au Darfour d'entrer dans la région, qu'il amorce des pourparlers de paix et en arrive à conclure des accords avec les janjawids, le Mouvement de libération du Soudan et le Mouvement Justice et Égalité, et qu'il accroisse les efforts de secours humanitaire terrestres. Les pétitionnaires demandent aussi au Parlement de faire pression auprès des gouvernements des États-Unis et du Canada et d'autres leaders mondiaux afin d'accroître les efforts de secours humanitaire terrestres et de fournir des hélicoptères à la force de maintien de la paix de la mission. Ils demandent aussi au Parlement de faire pression auprès du gouvernement du Soudan afin de le persuader de respecter la compétence de la Cour pénale internationale et la résolution 1593 du Conseil de sécurité des Nations Unies et d'encourager les gouvernements voisins à donner asile aux réfugiés.

● (1530)

## L'ASSURANCE-EMPLOI

**Mme Jean Crowder (Nanaimo—Cowichan, NPD):** Monsieur le Président, j'ai deux pétitions à présenter. L'une d'entre elles arrive à point nommé. Elle porte sur les récentes pertes d'emplois dans le secteur forestier de la Colombie-Britannique, qui ont causé des soucis financiers énormes aux travailleurs forestiers. Elle vise plus précisément les délais de traitement des demandes de prestations d'assurance-emploi. Certains travailleurs ont dû attendre jusqu'à quatre semaines.

Au fil des années, les travailleurs forestiers qui sont maintenant en chômage ont versé une part importante de leur revenu à la caisse d'assurance-emploi. En outre, le gouvernement fédéral a perçu 57 milliards de dollars de plus en cotisations d'assurance-emploi qu'il n'a versé en prestations depuis qu'il a resserré les conditions d'admissibilité, en 1996.

Les pétitionnaires demandent que l'on donne suite aux initiatives proposées par le député d'Acadie—Bathurst dans un certain nombre de projets de loi d'initiative parlementaire. Ils demandent qu'un fonds de transition équitable soit créé et que des changements soient apportés au système d'assurance-emploi.

## LE LOGEMENT

**Mme Jean Crowder (Nanaimo—Cowichan, NPD):** Monsieur le Président, la deuxième pétition porte sur la crise des condominiums qui prennent l'eau en Colombie-Britannique. Il est certain que, dans ma circonscription, certaines personnes risquent de perdre leur maison. La pétition indique que les coûts liés à la réparation des

condominiums qui prennent l'eau en Colombie-Britannique constitue un fardeau énorme pour les propriétaires visés alors qu'ils n'ont rien à se reprocher. La commission Barrett a laissé entendre que la SCHL n'a pas défendu l'intérêt des propriétaires aux prises avec cette crise des condominiums défectueux dans le climat côtier de la Colombie-Britannique. Les pétitionnaires demandent au gouvernement de tenir la promesse qu'il a faite au cours de la campagne électorale de 2006, en l'occurrence de se pencher sur cette crise des condominiums qui prennent l'eau, de tenir une enquête sur le rôle qu'a joué la SCHL dans la livraison de propriétés domiciliaires ne répondant pas aux normes et d'adopter la motion n° 86, morte au *Feuilleton*, pour offrir une aide d'urgence et éviter que ne se dégrade davantage la situation sociale et économique.

## L'AMIANTE

**M. Pat Martin (Winnipeg-Centre, NPD):** Monsieur le Président, j'aimerais présenter une pétition signée par des milliers de Canadiens des quatre coins du pays, y compris de Kingston, en Ontario, dans votre propre circonscription, monsieur le Président. Les pétitionnaires demandent à la Chambre des communes de reconnaître que l'amiante est le produit industriel le plus meurtrier que le monde ait jamais connu. En fait, l'amiante tue plus de Canadiens que toutes les autres causes de décès liées au travail réunies. Pourtant, le Canada demeure un des plus grands producteurs et exportateurs d'amiante au monde.

Les pétitionnaires soulignent également que le Canada subventionne à coup de millions l'industrie de l'amiante et contre les efforts internationaux pour en réduire l'utilisation. Ils qualifient cela de subventions à des tueurs industriels en série.

Les pétitionnaires veulent que le Canada interdise l'amiante sous toutes ses formes et crée un programme de transition équitable à l'intention des travailleurs de l'amiante et des collectivités dans lesquelles ils vivent; qu'il mette fin à toutes les subventions gouvernementales à l'industrie de l'amiante, tant au Canada qu'à l'étranger; qu'il cesse de bloquer les conventions internationales sur la santé et la sécurité visant à protéger les travailleurs contre l'amiante, notamment la Convention de Rotterdam.

## LE DARFOUR

**L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.):** Monsieur le Président, j'ai déjà présenté un certain nombre de pétitions concernant la crise au Darfour. Trois autres députés en ont aussi présenté aujourd'hui même.

Les nombreux Yukonnais qui ont signé cette pétition sont d'avis que le Canada ne s'est pas suffisamment occupé de l'accroissement de la violence sexuelle, des meurtres et du déplacement forcé des populations au Darfour. On estime que 10 000 personnes meurent chaque mois au Darfour et dans les pays environnants. Les pétitionnaires demandent au Canada de fournir une meilleure aide militaire et financière à la mission de l'ONU en Afrique; de faire davantage de pressions en faveur des négociations de paix; d'établir une présence de l'ONU au Tchad et en République centrafricaine; de faire comparaître un plus grand nombre de dirigeants soudanais qui font partie des janjawids devant les tribunaux internationaux; de mieux appuyer les organisations humanitaires; d'exhorter tous les pays à faire pression sur la Chine, principal partenaire commercial du Soudan.

*Article 52 du Règlement*

## LE PARTENARIAT POUR LA SÉCURITÉ ET LA PROSPÉRITÉ

**L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.):** Monsieur le Président, j'ai une autre pétition signée par des citoyens du Yukon qui affirment que le PSP est une initiative qui va à l'encontre de la Constitution et qui vise à intégrer le Canada, sur les plans économique, politique et juridique, aux États-Unis et au Mexique dans le cadre d'une union nord-américaine. Une telle intégration aurait des conséquences dévastatrices pour le Canada. Par conséquent, les pétitionnaires pressent le gouvernement du Canada de défendre la souveraineté et les intérêts nationaux, de se retirer du PSP et de demander aux Canadiens d'exprimer leur point de vue sur la question lors d'un référendum.

•(1535)

## LA PROTECTION DE LA SANTÉ

**Mme Judy Wasylcia-Leis (Winnipeg-Nord, NPD):** Monsieur le Président, je présente une pétition signée par de nombreux Canadiens. Elle fait suite à d'autres pétitions présentées à la Chambre, concernant l'orientation du gouvernement à l'égard de la protection de la santé.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de réfléchir sérieusement avant de présenter une nouvelle version de l'ancien projet de loi C-51 qui portait sur la protection de la santé, notamment par rapport aux aliments et drogues.

Les pétitionnaires craignent que l'orientation que prend actuellement le gouvernement ne les empêche de se procurer des produits de santé naturels et ne protège pas les Canadiens contre les réactions indésirables liées aux médicaments, aux instruments médicaux et aux aliments.

Les signataires de la pétition demandent au gouvernement de réfléchir sérieusement avant de s'engager dans cette voie. Ils demandent au gouvernement d'agir équitablement, dans l'intérêt de tous les Canadiens.

\* \* \*

## QUESTIONS AU FEUILLETON

**M. Tom Lukiwski (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC):** Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

**Le Président:** D'accord?

**Des voix:** D'accord.

\* \* \*

## DEMANDES DE DOCUMENTS

**M. Tom Lukiwski (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC):** Monsieur le Président, je demande que toutes les motions portant production de documents soient reportées.

**Le Président:** D'accord?

**Des voix:** D'accord.

\* \* \*

## DEMANDE DE DÉBAT D'URGENCE

## L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE

**Le Président:** La présidence a reçu avis d'une demande de débat d'urgence de la part de la députée de York-Ouest, à qui je demande de nous exposer maintenant ses justifications à ce sujet.

**L'hon. Judy Sgro (York-Ouest, Lib.):** Monsieur le Président, je vous remercie de me fournir cette occasion. Vous êtes bien conscient de l'importance de l'industrie de l'automobile, puisque vous avez entendu les questions posées aujourd'hui au cours de la période des questions orales. Il s'agit véritablement d'une industrie nord-américaine. Étant donné qu'à compter de la semaine prochaine, le 2 décembre, les États-Unis vont tenir des audiences puis prendre une décision quant au genre de stimulants qu'ils vont offrir à leur industrie de l'automobile, il est très important que nos voisins sachent que nous aussi nous collaborons ensemble pour tenter de trouver une solution. J'ai pleinement confiance que le gouvernement travaille dans ce sens.

Je pense qu'il est essentiel que nous ayons l'occasion de tenir un débat et d'envoyer le signal que nous avons tous la possibilité de participer à l'élaboration d'une solution. Des milliers d'emplois ont déjà été perdus, et on prédit que 15 000 autres disparaîtront l'an prochain si nous ne collaborons pas avec les États-Unis afin de trouver une solution à la crise du crédit. L'industrie de l'automobile veut une solution durable et non pas une mesure temporaire. Elle vit actuellement une crise du crédit et elle demande l'aide du Parlement.

Je pense que les Canadiens s'attendent à ce que nous donnions la priorité à ce genre de dossiers. Dans le passé, nous avons discuté de bien des dossiers, notamment l'agriculture et d'autres, dans le cadre de débats d'urgence, lorsque la situation l'exigeait. À l'heure actuelle, des milliers d'emplois sont en jeu et le Parlement doit absolument participer aux discussions. Je demande que nous tenions ce débat dès maintenant.

**Le Président:** Je remercie la députée de ses remarques. Je veux d'abord signaler qu'il serait pour le moins inhabituel de tenir un débat d'urgence au cours du débat sur l'Adresse en réponse au discours du Trône, étant donné que les députés sont libres de soulever toute question dont ils souhaitent discuter durant ce débat, qui se poursuit encore aujourd'hui et demain.

Je rappelle aussi qu'un exposé spécial sera fait demain par le ministre des Finances. Je ne sais pas si le ministre va aborder cette question, mais je suis certain que son énoncé aura une incidence sur ce dossier, compte tenu de la situation financière actuelle dont le ministre veut traiter demain à 16 heures, si je ne m'abuse. La Chambre a d'ailleurs adopté un ordre spécial à cet égard.

En outre, des discussions ont présentement lieu entre les partis au sujet de la possibilité de tenir un débat vendredi sur l'énoncé du ministre. Je signale que lundi sera une journée de l'opposition accordée au parti que la députée représente. Par conséquent, il va de soi que le sujet à l'étude lundi pourrait être ce dossier, ou toute autre question que le parti de la députée voudra soulever.

En conséquence, je ne suis pas disposé à acquiescer à cette demande maintenant, même si je conviens qu'il s'agit d'un dossier très important qui suscite des préoccupations.

*L'Adresse*

## LE DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

### REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la Gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session.

**M. Francis Valeriote (Guelph, Lib.):** Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec la députée de Mississauga—Streetsville.

Je suis heureux d'avoir l'occasion de prendre la parole à la Chambre aujourd'hui pour exposer certaines de mes réflexions concernant le programme du gouvernement, tel qu'il est esquissé dans le discours du Trône intitulé *Protéger l'avenir du Canada*.

C'est un bien grand honneur et un bien grand privilège pour moi de siéger au Parlement du Canada. Je suis extrêmement reconnaissant de la confiance que m'ont accordée les citoyens de Guelph, une ville dont les habitants sont immensément fiers. Je considère comme un grand privilège l'occasion qui m'est donnée de servir les gens de ma collectivité en occupant une charge publique.

J'aimerais manifester ma reconnaissance à l'égard des personnes qui ont consacré temps, ressources et énergie durant ma longue campagne électorale de 82 jours. L'ampleur de leur apport me renverse et leur ardeur m'inspire.

Ma famille a toujours été pour moi une source d'amour, d'inspiration et de soutien et je suis reconnaissant de la solidarité sans faille qu'elle me témoigne et que je n'ai pas toujours l'impression de mériter. Tout particulièrement, je souhaite remercier ma femme, Catherine, et nos enfants Olivia et Dominic, de leur amour inconditionnel et de leur appui, alors même que ma jeune famille continue de m'accompagner dans ma démarche au service du public.

À mesure que je rencontre mes nouveaux collègues de tous les partis, je garde à l'esprit que, en dépit de la géographie et de l'allégeance politique qui pourraient nous séparer, nous sommes tous unis dans le désir de servir nos citoyens dans nos circonscriptions et d'améliorer la qualité de vie de ceux que nous avons le mandat de représenter. Voilà un objectif ambitieux, que nous nous devons tous de réaliser en collaborant ensemble.

Je comprends les Canadiens de souhaiter que leurs parlementaires collaborent pour surmonter les défis qui sont à nos portes. J'ai bien servi les gens de Guelph durant 27 ans à titre d'avocat, en aidant des personnes à cheminer dans les meilleures et les pires périodes de leur vie. J'ai également eu l'occasion de servir la collectivité en participant à de nombreux conseils et fondations. Les personnes que j'ai côtoyées et les organisations avec lesquelles j'ai travaillé à Guelph ont toujours fait preuve de prévoyance aussi bien que de la volonté de relever les défis, d'assumer les responsabilités et d'élaborer une stratégie opportune garante d'un avenir meilleur.

Tout comme moi, les gens de Guelph s'inquiètent du manque de vision des conservateurs et le déplorent. À ceux qui l'invitaient à être prudent sur le plan économique, le premier ministre a eu l'irresponsabilité de répondre en éliminant le fonds de réserve de 3 milliards de dollars. Il a fallu moins de trois ans au gouvernement conservateur pour devenir le gouvernement le plus dépensier de l'histoire du Canada et dilapider l'excédent de 13 milliards de dollars qui lui avait légué le gouvernement libéral précédent.

Le gouvernement minoritaire conservateur a augmenté les dépenses fédérales de plus de 40 milliards de dollars par année et,

contre l'avis d'éminents économistes, a réduit sa propre source indispensable de recettes. Ce faisant, les conservateurs n'ont pas réussi à engendrer une croissance économique notable ni à se préparer pour le ralentissement qu'ils voyaient venir.

La crise économique actuelle donne l'occasion d'adhérer à des idées et à des stratégies audacieuses qui fourniront les emplois de demain. J'invite le gouvernement conservateur à se tourner vers Guelph pour trouver de l'inspiration.

Le magazine *Maclean's* classe régulièrement l'Université de Guelph comme la meilleure université de recherche du Canada. L'université entretient jalousement cette réputation en menant des programmes de recherche intensifs, comme le projet de fabrication d'un plastique à partir de produits agricoles non alimentaires, un plastique qui entre dans la fabrication de pièces d'automobiles et d'emballages. Imaginez les agriculteurs des environs de Guelph fournissant les villes en denrées et alimentant l'industrie de Guelph et d'ailleurs. Imaginez les retombées pour l'économie et les avantages pour l'environnement.

L'innovation, c'est stimulant et riche en possibilités pour l'économie. Nous devons faire des investissements plus sérieux et former des partenariats stratégiques avec ceux qui participent à l'innovation et à la recherche pour contribuer au genre de croissance qui fera prospérer notre économie. Les gouvernements doivent jouer un rôle plus important dans le financement de la recherche universitaire et dans la conversion de cette recherche en emplois à Guelph et dans tout le Canada. Il fait peu de doute que les investissements dans la recherche universitaire génèrent des retombées socio-économiques importantes. Par exemple, l'économiste canadien Fernand Martin estime que les retombées dynamiques cumulatives de la contribution des activités de R et D des universités à l'économie se sont élevées au bas mot à 60 milliards de dollars en 2007. Nous devons investir dans le talent, le savoir et l'innovation si nous voulons continuer de participer pleinement à l'économie mondiale actuelle concurrentielle et de plus en plus verte.

● (1540)

Quand je pense à la prochaine génération, il va de soi qu'un environnement propre et durable ira de pair avec une économie prospère. Nous avons la responsabilité de faire attention à notre environnement.

Encore une fois, je citerai en exemple la ville de Guelph pour ce qui est de la durabilité de l'environnement. L'an dernier, la ville de Guelph est devenue un chef de file en matière de gestion de l'énergie en s'engageant à respecter un plan énergétique communautaire de 25 ans. Grâce aux cibles rigoureuses mais réalistes du plan, Guelph pourrait consommer moins d'énergie dans 25 ans qu'à l'heure actuelle, même si elle comptera probablement 53 000 personnes de plus. La ville pourrait aussi réduire ses émissions de gaz à effet de serre de neuf tonnes par personne. Guelph aura alors un des meilleurs rendements énergétiques au monde, ce qui réduira notre empreinte écologique et fera de ma circonscription une des collectivités les plus compétitives et les plus attrayantes pour les investisseurs.

Les libéraux le disent depuis des années et je répète sans cesse le même message, car je crains qu'on ne m'entende pas: une solide politique environnementale engendre la prospérité économique.

*L'Adresse*

Nous ne pouvons parler de l'économie de demain sans tenir compte des difficultés du secteur automobile du Canada. De nombreuses collectivités du Canada doivent leur existence à une industrie automobile prospère. Aujourd'hui, à cause de la crise qui frappe l'industrie, des collectivités s'inquiètent à juste titre de la perte de bons emplois dans les usines d'assemblage et de fabrication des pièces. Elles s'inquiètent aussi de la perte de centaines de milliers d'emplois indirects, on n'a qu'à penser aux gens qui font l'entretien des bureaux, aux comptables et aux restaurateurs pour ne nommer que ceux-là. La crise aura même une incidence négative sur les dons de charité recueillis dans nos collectivités.

Le gouvernement doit s'associer à l'industrie de manière à permettre au secteur de surmonter ses problèmes de crédit et d'amorcer résolument la transition vers des technologies plus écologiques et plus efficaces.

Guelph dépend de l'industrie automobile. Le Canada aussi. J'exhorte le gouvernement à envoyer un message clair à l'industrie et aux Canadiens. Je l'exhorte à dire clairement que le gouvernement du Canada est solidaire de l'industrie automobile et veut protéger les emplois des Canadiens.

Les gens de Guelph sont déçus que le financement promis aux villes et aux collectivités canadiennes tarde à se concrétiser. L'infrastructure garantit la productivité et la compétitivité de nos villes robustes. J'implore donc le gouvernement de faire des investissements essentiels et importants dans l'infrastructure pour créer des emplois et combler le déficit en matière d'infrastructure.

Il est simplement inacceptable que le déficit du Canada en matière d'infrastructure dépasse les 123 milliards de dollars alors que nous dépendons de nos villes et de nos collectivités pour assurer la croissance et le développement des entreprises et la création d'emplois. Guelph a besoin d'une aide plus concrète pour réparer son infrastructure, investir dans le transport en commun et construire des logements abordables.

Mes collègues d'en face nous ont demandé de leur faire part de nos idées. J'invite mes collègues conservateurs à me rencontrer à Guelph et à parler avec des gens qui travaillent dans le domaine des garderies et de l'éducation préscolaire. L'expérience de 35 autres pays industrialisés, pour qui les services de garde d'enfants et l'éducation préscolaire sont plus importants que pour le gouvernement conservateur, nous enseigne que l'éducation préscolaire permet de sortir toute une génération de la pauvreté et de la rendre prospère, de mieux préparer les enfants à une économie fondée sur le savoir, d'aider les enfants à mieux s'adapter et de faire en sorte qu'ils risquent moins de commettre des crimes et de libérer leurs parents pour qu'ils puissent retourner sur le marché du travail ou poursuivre leurs études. La somme de 100 \$ par mois octroyée par les conservateurs a créé une crise dans les services d'éducation préscolaire et de garde à Guelph.

Nos enfants méritent plus que cela. J'aurais cru que mes collègues conservateurs se préoccuperaient davantage de nos enfants.

Je respecte le choix que les Canadiens ont fait le 14 octobre. Dans l'opposition, je ferai mon possible pour forcer le gouvernement à répondre des engagements qu'il a pris.

Nous avons besoin d'une vision audacieuse qui nous mènera vers une économie plus puissante et plus écologique afin de redonner au Canada sa place dans l'économie mondiale.

Nous vivons dans un pays complexe, exigeant et diversifié. Nous ne gouvernons pas seulement pour aujourd'hui, mais aussi pour demain et au-delà.

● (1545)

**M. Bruce Stanton (Simcoe-Nord, PCC):** Monsieur le Président, je félicite le député d'en face pour ses observations et son intervention de cet après-midi.

Je vais cependant revenir sur ses propos antérieurs au sujet de l'excédent et du prétendu manque de capacités. Je me demande ce que pense le député du fait que, de tous les pays du G7, le Canada est celui qui est en meilleure position financière et qui jouit des meilleures capacités possibles pour gérer cette situation, en raison notamment du fait qu'en deux ans et demi le gouvernement a réduit la dette d'environ 38 milliards de dollars.

L'excédent de 13 milliards de dollars que ne cessent de claironner les députés d'en face a été réduit pour remettre de l'argent dans les poches des Canadiens et pour mettre en valeur la position financière du Canada. Je me demande si le député serait prêt à admettre que ces mesures ont contribué à placer le Canada en meilleure position pour faire à face à la situation actuelle.

● (1550)

**M. Francis Valeriote:** Monsieur le Président, le député a raison. Je ne pense pas que le Canada soit dans une meilleure position.

S'il a lu les rapports de l'OCDE, il sait que le Canada se dirige vers une récession plus grave que nous ne l'avions prévu, vers une récession beaucoup plus grave que ce que voulait bien admettre le gouvernement conservateur.

Si les conservateurs n'avaient pas dilapidé cet excédent, s'ils avaient porté attention à ce qui se dessinait et s'ils avaient admis que le déficit et la récession menaçaient, ils n'auraient pas réduit la TPS et nous serions actuellement en meilleure position pour répondre aux besoins de tous les Canadiens et particulièrement à ceux des industries qui ont besoin de notre aide en ce moment même.

**M. Wayne Marston (Hamilton-Est—Stoney Creek, NPD):** Monsieur le Président, je ne sais plus quoi penser quand j'entends le député d'en face parler de capacité financière alors que c'était son propre chef qui, prenant la parole devant le Canadian Club, demandait au gouvernement de réduire l'impôt des sociétés encore davantage que ce qui était prévu dans le dernier budget.

De quel côté êtes-vous donc?

**Le vice-président:** Je rappelle au député de Hamilton-Est—Stoney Creek qu'il doit s'adresser à la présidence et pas directement à ses vis-à-vis.

**M. Francis Valeriote:** Monsieur le Président, je ne suis pas du tout contre l'idée de réduire les impôts des entreprises pour stimuler l'industrie, mais la réduction des impôts à elle seule ne suffit pas. Réduire les impôts d'un secteur fragilisé — et tous les secteurs le sont en ce moment — équivaldrait à refuser de lancer une bouée de sauvetage à une personne en train de se noyer en lui disant que si elle nage jusqu'à la rive, elle aura droit à un excellent repas.

J'appuie l'idée de réduire les impôts, mais cela ne suffit pas. Il faut faire davantage et on aurait pu faire davantage si le gouvernement conservateur s'était mieux préparé en prévision de son déficit et de ce qui pointe à l'horizon.

**M. Rodger Cuzner (Cape Breton—Canso, Lib.):** Monsieur le Président, je félicite le député pour son premier discours. Je peux affirmer à la population de Guelph que le député a contribué à changer les choses pour le mieux, pas uniquement dans sa circonscription, qui est dans une situation critique, mais au sein de notre caucus de l'automobile, où il fait avancer des dossiers, et bien sûr à la Chambre également. Il a soulevé d'importantes questions à la Chambre des communes très rapidement après y être arrivé.

*L'Adresse*

Nous sommes ici, nous parlons de dossiers, nous discutons de projets de loi et d'idées audacieuses, mais il est important que nous, les députés, comprenions comment ces questions se répercutent sur la vie de nos concitoyens.

Pendant que la collectivité du député continue de se débattre avec les défis auxquels le secteur automobile est confronté, comment l'inactivité du gouvernement se répercute-t-elle dans la circonscription de Guelph?

**M. Francis Valeriote:** Monsieur le Président, hier et aujourd'hui, j'ai communiqué avec ceux qui sont durement frappés. Linamar Corporation a déjà perdu 800 emplois. L'entreprise a dû geler les salaires et les avantages sociaux de ses employés. J'ai reçu des lettres de concessionnaires de Guelph qui déclarent que tout s'est arrêté.

Nous n'obtenons absolument aucune réaction du gouvernement conservateur. Il ne fait aucun effort digne de ce nom.

**Mme Bonnie Crombie (Mississauga—Streetsville, Lib.):** Monsieur le Président, je suis heureuse de participer à ce débat sur le discours du Trône au nom des électeurs de la circonscription de Mississauga—Streetsville que j'ai l'honneur et le privilège de représenter à la Chambre.

Ce discours du Trône semble avoir été rédigé par un gouvernement qui n'a aucune stratégie, aucun plan et aucune idée de ce qu'il doit faire en cette période de graves incertitudes économiques. Au lieu d'une stratégie purement canadienne, on a droit à déficit créé par les conservateurs et causé par leurs réductions d'impôt idéologiques.

Il est regrettable que le gouvernement offre si peu en matière de leadership ou de réconfort aux millions de Canadiens qui ont vu leurs économies et leurs fonds de retraite s'évaporer, leurs emplois disparaître et leur avenir s'assombrir. Les consommateurs et les entreprises ont perdu toute confiance en ce gouvernement, non sans raison d'ailleurs. Ils ont entendu les conservateurs leur dire au cours de la campagne électorale que les déficits allaient à l'encontre de leurs valeurs fondamentales. Toutefois, les conservateurs tiennent maintenant un tout autre discours. Voilà un des plus grands revirement de l'histoire du Canada. Comment peut-on s'attendre à ce que les Canadiens accordent foi à leur propos?

Mes électeurs m'ont élue pour que je rétablisse la confiance à Mississauga—Streetsville. Je leur ai promis au cours de la campagne que je les représenterais de mon mieux au Parlement, quels que soient leur race, leur religion, leur sexe ou même leur affiliation politique. J'ai promis à mes électeurs que je ne les abandonnerais pas. Les gens de Mississauga—Streetsville m'ont élue pour que je défende en leur nom des dossiers qui les préoccupent, contrairement à ce que fait le gouvernement qui présente un discours du Trône renfermant beaucoup de belles promesses, mais peu de mesures concrètes.

La circonscription de Mississauga—Streetsville accueille des néo-Canadiens provenant de toutes les régions du monde et les aide à s'intégrer à ceux qui vivent ici depuis des générations. Notre communauté est tolérante, diversifiée et généreuse. On y retrouve un esprit communautaire qui met en valeur les plus grandes qualités de ses habitants. Avec un peu plus de 130 000 habitants, notre circonscription occupe le douzième rang au Canada pour ce qui est de la population et elle est située en plein cœur de Mississauga qui est la sixième ville en importance au Canada. Mississauga sert de modèle au monde entier en démontrant comment des gens de race, de religion et de culture différentes peuvent vivre, travailler et prier ensemble dans la paix, la prospérité et l'harmonie.

Qui plus est, 59 des entreprises du palmarès Fortune 500 établi pour le Canada sont installées à Mississauga. Il y a plus de gens qui

s'y rendent pour travailler qu'il y en a qui en sortent tous les jours. Elle est considérée comme une des villes les plus sûres du Canada et jouit d'une bonne qualité de vie. Elle compte d'excellents parcs et d'excellentes écoles et installations récréatives, et elle n'est pas endettée. Tout cela, grâce à la bonne gestion financière d'un des politiciens les plus respectés, compétents et vénérables du Canada, la mairesse Hazel McCallion, qui fête ses 30 ans au pouvoir.

Voilà un bref aperçu de ma circonscription et des gens qui la composent, que je suis venue représenter ici et dont la qualité de vie et l'ouverture d'esprit sont menacées par l'inaction du gouvernement.

La mairesse McCallion, avec sa campagne Cities Now, nous met en garde: la négligence envers nos villes coûtera cher au pays. Il est clair que le discours du Trône ne s'attaque pas à cette question et rend nos municipalités vulnérables en ces temps difficiles.

La Fédération canadienne des municipalités nous apprend que les villes canadiennes sont accablées par un déficit annuel collectif de l'infrastructure de 123 milliards de dollars. La seule ville de Mississauga affiche un déficit annuel de 75 millions de dollars pour répondre à ses besoins en matière d'infrastructure. Elle a des projets d'une valeur de 150 millions de dollars qu'elle a dû remettre à plus tard. L'assiette fiscale municipale ne peut financer ces projets d'immobilisations.

Même dans ma circonscription, Mississauga—Streetsville, les services sont insuffisants parce que la ville doit s'attaquer à d'autres priorités avec un budget serré: logements subventionnés, services de police, services sociaux, services aux personnes âgées, aux handicapés, aux personnes ayant des problèmes de santé mentale, aux familles monoparentales dirigées par des travailleurs pauvres, et j'en passe. Je me contenterai de dire que le faible appui que le gouvernement accorde aux municipalités—qui sont responsables de remplir les nids-de-poule, de nourrir les sans-abri, de prévoir des activités positives pour les jeunes et d'offrir des services à ceux qui en ont besoin—revient à abandonner tous les Canadiens qui s'attendent à un leadership de la part de leur gouvernement. Compte tenu des difficultés économiques mondiales, ce leadership est maintenant requis de toute urgence.

● (1555)

Comme c'est le cas dans presque toute la région du 905, les gens de ma circonscription doivent subir les conséquences du manque de leadership du gouvernement.

Le Canada est le seul pays membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques, ou OCDE, a ne pas avoir de stratégie nationale à long terme en matière de transport. Nos rues et nos routes sont congestionnées presque toute la journée. La saturation du réseau routier coûte beaucoup de temps aux familles. Les entreprises de la grande région de Toronto et l'économie canadienne perdent 2 milliards de dollars par année en raison de la perte de productivité. Pendant ce temps, les voitures répandent dans l'air des tonnes de carbone et autres gaz à effet de serre.

De toute évidence, l'adoption d'une stratégie nationale à long terme en matière de transport semble être une question insignifiante pour le gouvernement, mais on n'a pas besoin d'être économiste pour savoir que les gains de rendement sont un des éléments essentiels qui permettront à l'économie du Canada de se remettre sur pied alors que celle des autres pays se détériore.

*L'Adresse*

Selon l'Association canadienne du transport urbain, il faudrait investir 40 milliards de dollars d'ici 2012 dans l'infrastructure de transports publics au Canada. Cet investissement permettrait de créer des dizaines de milliers d'emplois à court terme pour bâtir et entretenir l'infrastructure dont ont besoin la circonscription de Mississauga—Streetsville, la région du 905 et les autres centres urbains pour assurer le déplacement des personnes et des marchandises nécessaires à la santé économique du pays.

Il s'agit d'une façon logique de stimuler l'économie. En l'absence d'une telle stratégie, notre économie continuera d'accuser du retard.

Cependant, on a pu se rendre compte de la vraie valeur des engagements du gouvernement lorsqu'il dit vouloir régler ces problèmes. On attend encore la somme de 52,5 millions de dollars que le gouvernement s'était engagé à verser en mars 2006 pour le service d'autobus express de Mississauga. Le gouvernement provincial a versé sa contribution de 65 millions de dollars, et la ville de Mississauga a réservé la somme qu'elle avait prévue pour financer le projet. Les promesses vides et les communiqués d'autocongratulation du gouvernement à l'époque ne permettront pas à Mississauga de progresser. Le Canada ne peut pas espérer des réussites si le gouvernement continue de croire qu'avoir sa photo dans le journal est l'équivalent d'agir. Malheureusement pour les Canadiens, il n'y a aucun signe permettant de croire que le gouvernement va changer d'attitude un jour.

Je suis fière de la diversité de ma circonscription, qui en tire richesse et dynamisme. Plus de 50 p. 100 des habitants de Mississauga—Streetsville sont nés à l'étranger. Ils sont venus de 60 pays et parlent plus de 90 langues. Les immigrants arrivent avec beaucoup de compétences et une solide formation. Ils sont prêts à travailler. Pourtant, nombre d'entre eux doivent lutter quotidiennement contre des problèmes que les Canadiens de souche n'ont pas. Ils ont besoin d'aide pour bien s'intégrer dans leur milieu. Ils ont notamment besoin de formation linguistique, de logements abordables, de transport en commun fiable et de soins de santé accessibles.

Nous devons établir un système de reconnaissance des titres de compétence acquis à l'étranger. Grâce à un tel système, les gens trouveraient du travail. Plutôt que d'investir dans les nouveaux venus constituant la main-d'œuvre spécialisée et professionnelle dont le pays a besoin pour être concurrentiel et pour survivre, le gouvernement réduit les sommes qui servent à accélérer et à mieux réaliser l'intégration des immigrants en tant que membres productifs de la société canadienne.

Ma mère, Veronica Sawarna, a émigré de Pologne et mon père, Michael, a émigré d'Ukraine. Ils sont venus au Canada pour se faire une nouvelle vie avec leur famille. Je comprends ce qu'implique le fait d'être père ou mère de famille lorsqu'on est aussi un nouveau venu au pays, comme c'est le cas de nombreuses personnes dans ma circonscription. Le discours du Trône ne prévoit rien pour les néo-Canadiens, qui sont pourtant la clé des réussites à venir du pays.

Je suis fière d'être une Canadienne d'ascendance polonaise et ukrainienne. Mon grand-père s'est battu dans une division polonaise de l'armée française au cours de la Seconde Guerre mondiale. Lorsqu'il a été capturé, on l'a envoyé dans un camp de travail, où il a survécu, puis a été libéré par un soldat venant de Philadelphie et parlant polonais.

Je suis fière d'avoir eu comme mentor dans l'univers de la politique Jesse Flis, ancien député de la circonscription de Parkdale—High Park, qui est aussi un Canadien d'origine polonaise et qui a beaucoup lutté pour sensibiliser les gens aux problèmes touchant la communauté d'origine polonaise.

Je suis venue à Ottawa pour représenter les citoyens de Mississauga—Streetsville avec dignité et intégrité. Je défendrai les valeurs qui me sont chères. Je veux trouver des solutions susceptibles d'améliorer ce qui ne tourne pas rond au Canada et de rehausser la qualité de vie de mes concitoyens et de ceux qui me sont chers: Brian, mon époux depuis près de 25 ans; Alexander et Jonathan, mes fils; Natasha, ma fille; Veronica, ma mère, et Flora, ma belle-mère. Je tiendrai rigoureusement le gouvernement responsable de ses actions. Je proposerai des solutions aux défis auxquels nous sommes confrontés et je travaillerai en vue d'améliorer le Canada.

• (1600)

Le discours du Trône est décevant de diverses façons et à plusieurs égards, reflétant en cela ses auteurs. À une époque où le monde et le Canada réclament du leadership, les Canadiens sont déçus de ne pas en trouver davantage auprès de leur gouvernement.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que les conservateurs soient à court d'idées, eux qui ont passé les dernières années à prendre pour modèles George Bush, des États-Unis, et John Howard, de l'Australie. Leurs politiques du laissez-faire témoignant de leur confiance à l'égard des marchés se sont volatilisées. L'heure est au leadership, au courage et à l'audace, et nous constatons qu'ils n'en ont pas.

Les Canadiens veulent le meilleur gouvernement qui soit en cette période d'incertitude, et ils sont déçus. Voilà précisément comment je reçois et comment mes concitoyens de Mississauga—Streetsville reçoivent le discours du Trône, nous sommes déçus.

• (1605)

**M. Bruce Stanton (Simcoe-Nord, PCC):** Monsieur le Président, la députée a parlé du manque de vision de notre gouvernement. En fait, il y a près d'un an, le gouvernement a pris des mesures sans précédent, représentant environ 1,4 p. 100 du PIB, pour stimuler l'économie. C'est d'ailleurs l'une des raisons qui font que le Canada était en meilleure position pour affronter la récession. Je dirais donc à la députée que le Canada a vu venir le coup, alors que les autres pays tardent à réagir.

Je me demande si elle serait prête à changer d'idée en ce qui concerne ce manque de vision dont elle a parlé.

**Mme Bonnie Crombie:** Monsieur le Président, je suis d'accord avec mon collègue d'en face pour dire que le gouvernement a fait preuve d'un manque de vision incroyable. Il ne faut pas beaucoup de vision pour diriger le gouvernement le plus dépensier de notre histoire et pour n'avoir aucun plan visant à contrer la récession qui nous menace, bien que ce ne soit que techniquement, d'après les conservateurs.

Le gouvernement avait été mis en garde au sujet du ralentissement économique par des experts, qui s'opposaient à ses politiques, mais il n'a pas agi. Vous avez fait des compressions motivées par des considérations idéologiques et avez augmenté de 13,8 p. 100 la taille du gouvernement. Comme nous l'avons appris aujourd'hui, vous avez augmenté la taille du gouvernement en augmentant la taille du Cabinet.

Vous avez fait fi de toutes les mises en garde venant des différents conseillers économiques. Tous les indicateurs montraient que nous avions la croissance la plus lente du G8. Nous avons perdu 200 emplois dans le secteur manufacturier. Nous avons également appris que 15 000 emplois sont disparus dans le secteur de l'automobile.

*L'Adresse*

**Le vice-président:** Je rappelle à la députée de Mississauga—Streetsville qu'elle doit s'adresser à la présidence et non pas directement aux autres députés. Je sais qu'elle est relativement nouvelle à la Chambre. Il faut un certain temps pour s'y habituer.

Le député d'Avalon a la parole pour des questions ou des observations.

**M. Scott Andrews (Avalon, Lib.):** Monsieur le Président, je suis heureux de féliciter la députée de son élection à la Chambre.

En tant qu'ancien conseiller municipal de ma ville, Conception Bay South, j'ai été heureux d'entendre la députée parler de l'importance des municipalités et du rôle qu'elles remplissent pour nos collectivités et auprès des provinces. Les conseillers municipaux jouent un rôle d'avant-plan dans l'élaboration des politiques de notre pays. Ce sont eux qui s'occupent généralement de l'infrastructure, et toutes les municipalités ont d'énormes besoins en matière d'infrastructure.

La députée a parlé de la mairesse McCallion, qui a les plus longs états de service. Je me demande ce que la mairesse et son conseil suggéreraient comme plan d'action pour contrer la crise économique actuelle.

**Mme Bonnie Crombie:** Monsieur le Président, je suis heureuse de compter le député d'Avalon dans notre équipe, et je le félicite de sa victoire.

Je suis très fière de représenter la circonscription de Mississauga—Streetsville.

On a beaucoup à apprendre d'un maire aussi aimé et respecté que Mme Hazel McCallion, qui est au service de ma belle ville depuis 30 ans et qui est toujours réélue avec 92 p. 100 du vote populaire. En fait, elle est arrivée deuxième au monde lors d'un vote sur l'efficacité des maires. Elle dirige en appliquant discipline et prudence sur le plan financier. Elle nous a évité les dettes. Notre ville est aussi l'une des plus sûres et des plus diversifiées, comme je l'ai dit, plusieurs de ses entreprises figurant dans la liste des 500 plus riches de la revue *Fortune*.

Notre mairesse ne gaspillerait pas un excédent budgétaire de 13 milliards de dollars en réductions offertes pour des raisons idéologiques. Elle ne dépenserait pas un fonds pour éventualités de 3 milliards de dollars. Elle garderait cet argent en réserve en prévision des jours difficiles ou de la prochaine récession. Elle le mettrait de côté en période de prospérité. Elle se montrerait économe en gardant le gouvernement petit, elle n'augmenterait pas la taille du Cabinet ou de son conseil, et elle ne passerait pas outre aux avis de ses conseillers économiques. Elle aurait une stratégie et un plan pour mettre tout cela en oeuvre.

**M. Mike Wallace (Burlington, PCC):** Monsieur le Président, la députée d'en face devrait savoir que notre gouvernement a rendu permanent le partage des recettes de la taxe sur l'essence avec les municipalités. De plus, nous avons le Fonds Chantiers Canada, d'une valeur de 7 milliards de dollars.

Quoi qu'il en soit, je voudrais parler du transport en commun. Nous avons créé le Fonds pour le transport en commun. Il existe aussi la Fiducie d'investissement pour les transports en commun, l'initiative ÇA ROULE dans la région du Grand Toronto, le programme Sûreté-Transit que nous finançons et le Programme d'amélioration ferroviaire du Réseau GO.

Si la députée veut que Mme McCallion, le maire de Mississauga, serve d'exemple, alors je lui dirai que notre gouvernement a remboursé une partie de la dette que le gouvernement libéral nous a laissée. Elle aime bien donner le maire de Mississauga en exemple.

Eh bien, nous avons suivi son exemple. Nous avons dit que la dette est une mauvaise chose pour ce pays et pour nos générations à venir. Nous avons donc dépensé de l'argent pour rembourser une partie de la dette. Voilà pourquoi nous pensons que nous faisons ce qui s'impose. Voilà ce que les électeurs pensaient le 14 octobre.

• (1610)

**Mme Bonnie Crombie:** Monsieur le Président, j'aimerais rappeler au député que le Fonds Chantiers Canada n'a pas été débloqué. La circonscription de Mississauga—Streetsville et la ville de Mississauga attendent encore de recevoir 52,5 millions de dollars pour terminer la construction de leur système d'autobus express.

C'est le Parti libéral du Canada qui s'engage à travailler en faveur des municipalités. C'est nous qui reconnaissons que les municipalités sont les moteurs économiques qui font avancer notre pays. C'est nous qui demandons que le partage des recettes de la taxe sur l'essence soit permanent. C'est nous qui avons promis d'investir tout excédent dans l'infrastructure et les municipalités. C'est nous qui avons proposé d'investir 70 milliards de dollars dans l'infrastructure.

**M. Richard Harris (Cariboo—Prince George, PCC):** Monsieur le Président, le député de Burlington a signalé que le gouvernement a remboursé 39 milliards de dollars de la dette depuis notre arrivée au pouvoir en janvier 2006. C'est une réalisation extraordinaire.

Monsieur le Président, je suis fier de partager mon temps de parole aujourd'hui avec le député de York—Simcoe.

Je suis très heureux d'aborder aujourd'hui le discours du Trône, mais il y a d'abord une chose que je dois et que je veux vraiment faire. J'aimerais exprimer ma reconnaissance la plus sincère à toutes les personnes qui m'ont aidé lors des dernières élections ainsi qu'à toutes les personnes qui m'ont aidé au cours des 15 dernières années et des six dernières législatures, et qui m'ont permis de représenter la région centrale intérieure de Cariboo, en Colombie-Britannique.

Je représente actuellement la merveilleuse circonscription de Cariboo—Prince George. J'en suis à mon troisième mandat comme porte-parole des électeurs de cette circonscription. Ma circonscription est vaste et comprend des prairies, des montagnes, des lacs et des océans. C'est un plaisir de représenter cette remarquable circonscription et les gens fantastiques qui y habitent. Je veux leur dire à tous, plus particulièrement aux électeurs qui m'ont si bien soutenu, que j'apprécie ce qu'ils ont fait. Je crois que j'ai recueilli approximativement 55,5 p. 100 des voix, ce qui est faible pour l'Alberta, mais certainement bon pour la Colombie-Britannique.

Pour la première fois en six élections, j'ai mené une campagne électorale parfaite. J'avais un directeur de campagne extraordinaire. Nous disposions amplement de bénévoles et d'ordinateurs. J'ai décidé que, après toutes ces années, je devrais peut-être suivre les conseils qu'on me donnait depuis 15 ans sur la façon de mener une campagne électorale, et cela a bien marché.

Je remercie mon directeur de campagne, Tom Newell. C'est un chic type. Il connaît son affaire et c'est un bon ami. Je remercie mon personnel, qui a continué de servir les électeurs de ma circonscription pendant la campagne électorale et qui m'a fait bien paraître chaque jour.

Je remercie aussi tous les candidats du Parti conservateurs partout au pays, mes collègues qui ont été élus et réélus ainsi que notre équipe nationale de campagne. Je remercie notre premier ministre pour son leadership, sa vision et sa détermination à servir notre pays, malgré le fait qu'une tempête causée par des éléments externes se dessinait à l'horizon. Je sais que les Canadiens ont réélu notre premier ministre parce qu'ils voulaient d'un capitaine solide à la barre pour diriger notre pays pendant cette période houleuse.

Je remercie ma femme, Annie, ma compagne de tous les instants. C'est elle qui s'est occupée de mon agenda. Grâce à elle, j'ai gardé ma santé mentale pendant la campagne. Mais surtout, elle m'a accompagné sur l'estrade lorsque j'ai prononcé mon discours de candidat victorieux le soir des élections. C'était formidable.

Je suis chanceux de représenter une circonscription aussi extraordinaire que Cariboo—Prince George, habitée par des gens exceptionnels. Je suis touché de voir qu'ils m'ont élu aussi souvent. Je l'apprécie. Ce sont les meilleurs.

En répondant au discours du Trône de notre gouvernement, je porte plusieurs chapeaux. Je suis à la fois député d'une circonscription formidable, Cariboo—Prince George, membre du caucus conservateur de la Colombie-Britannique et président du caucus conservateur national du secteur forestier.

● (1615)

Je vis à Prince George, dans la région centrale intérieure, depuis près de 50 ans. Il s'agit d'une région essentiellement forestière. Toutes ces années passées là m'ont permis d'avoir de la situation une assez vaste perspective, notamment en ce qui concerne l'industrie forestière.

Cette industrie est un moteur économique clé pour les collectivités de ma circonscription, Cariboo—Prince George, pour la Colombie-Britannique et pour l'ensemble du pays.

Plus tôt cet après-midi, j'ai brièvement parlé des mesures prises par le gouvernement pour venir en aide aux travailleurs forestiers et à leurs familles en ces temps difficiles.

Il importe de souligner que l'industrie forestière traversait déjà des moments difficiles avant la période d'instabilité économique mondiale que nous vivons actuellement. La hausse des coûts de l'énergie, les dommages causés par le différend en apparence interminable sur le bois d'oeuvre que le gouvernement libéral précédent n'a tout simplement pas réussi à régler, et l'infestation dévastatrice de dendroctone du pin qui a particulièrement frappé la Colombie-Britannique, voilà autant de facteurs qui ont plongé dans la tourmente l'industrie forestière.

Je suis très fier de notre premier ministre et de notre gouvernement, car nous comprenons que la fermeture d'une scierie a des répercussions sur tous les aspects de la collectivité où elle se trouve, comme c'est le cas dans ma circonscription. Les gens ont dû avoir recours aux mesures instaurées par le gouvernement pour atténuer un peu les difficultés économiques.

C'est pourquoi nous avons agi avec fermeté. Nous avons pris des mesures destinées à aider non seulement l'industrie forestière, mais aussi l'ensemble des industries traditionnelles canadiennes, et nous continuerons de soutenir ces industries. Nous prenons des mesures visant à commercialiser les produits canadiens à l'étranger et à aider les entreprises canadiennes à innover.

Non seulement le gouvernement a-t-il protégé les emplois dans le secteur forestier canadien en réglant le différend sur le bois d'oeuvre, mais il a aussi créé, plus tôt cette année, la Fiducie pour le développement des collectivités, dotée d'un fonds de 1 milliard de

### *L'Adresse*

dollars et destinée à protéger les emplois et à aider les collectivités qui vivent des situations difficiles. Nous avons travaillé fort avec chacune des provinces afin de cibler les secteurs d'intervention prioritaires. Les collectivités d'un bout à l'autre du pays ont besoin de cette confiance, qui restera en vigueur pendant trois ans. Nous avons fourni les fonds nécessaires à la lutte contre l'infestation de dendroctone du pin.

Notre gouvernement a lancé une initiative ciblée destinée aux travailleurs âgés qui risquent de perdre leur emploi en ces temps économiques difficiles. Nous avons des fonds pour les aider à se préparer à la perte éventuelle d'un emploi qu'ils occupent parfois depuis 25 ou 30 ans. C'est vraiment important.

Certains de mes collègues et moi-même avons rencontré des représentants de l'Association des produits forestiers du Canada la semaine dernière. Nous avons discuté des défis que doit relever l'industrie forestière, mais également des possibilités qui s'offrent à elle. Tout défi présente en effet des possibilités.

Plus tôt cette année, dans le rapport qui a été publié par le Comité des ressources naturelles, l'APFC et les membres du comité ont été en mesure d'identifier les possibilités. C'est peut-être pour cette raison que le comité a publié un rapport si intéressant, d'ailleurs unanime. Nous avons tous reconnu que s'il y avait des défis à relever, il y avait néanmoins des possibilités. Il faut que le gouvernement mette en avant des initiatives qui permettront de saisir ces possibilités dans le secteur forestier.

Le gouvernement envisage l'avenir en investissant dans l'innovation; en créant de nouvelles possibilités de marchés, notamment en faisant la promotion sur la scène mondiale des produits canadiens du bois; et en réduisant l'impôt des sociétés pour que les scieries puissent continuer à soutenir la concurrence. Nous avons mis en place la déduction pour amortissement accéléré afin que les scieries puissent se doter de nouvelles technologies vertes.

Comme je l'ai dit plus tôt, le gouvernement conservateur offre non seulement de l'appui à court terme, mais il propose également des éléments de solution à long terme. C'est important.

● (1620)

Comme l'a indiqué le ministre de l'Industrie, le gouvernement conservateur ne propose pas un programme improvisé. Il prend un nombre incroyable de mesures pour soutenir l'industrie forestière canadienne. C'est pour cette raison que, lors des dernières élections, les Canadiens ont donné à notre parti et à notre premier ministre un mandat très fort pour gouverner comme ils souhaitent que nous le fassions. Les Canadiens ont confiance en nous; c'est ce qui explique que nous soyons de ce côté-ci de la Chambre.

**M. John Cannis (Scarborough-Centre, Lib.):** Monsieur le Président, permettez-moi de féliciter le député de Cariboo—Prince George pour sa réélection. Je suis content de le revoir.

J'aimerais remettre les pendules à l'heure. Lorsque le député a parlé d'un mandat très fort, je souligne que deux Canadiens sur trois n'ont pas voté pour ce parti. En réalité, les conservateurs ont augmenté leur nombre de députés.

*L'Adresse*

J'ai aimé qu'il parle du secteur forestier. C'est manifestement un secteur très important pour lui et sa circonscription. Pour ceux qui l'ignorent, et je sais que c'est le cas de la plupart de députés, j'ai eu le privilège de présider le comité du commerce international, des différends commerciaux et des investissements internationaux pour le Canada. C'est nous qui avons fait l'étude sur la question du bois d'oeuvre.

Je sais que le député ne siégeait pas à ce comité, mais je précise que tous les intervenants de ce secteur, de partout au pays, ont comparu devant le comité spécial et se sont dit satisfaits de l'aide reçue du gouvernement. Ils demandaient simplement un peu plus de soutien financier, car la décision finale était imminente. Tous les membres du comité, indépendamment de leur allégeance politique, étaient prêts à les aider. Malheureusement, il y a eu des élections et cela n'a jamais été fait, mais le rapport a été publié.

J'aimerais poser une question au député. Il a parlé d'un fonds de 1 milliard de dollars. Peut-il déclarer officiellement, là, tout de suite, que sa collectivité a reçu une partie de cette somme qui avait été engagée par le gouvernement pour lui venir en aide?

**M. Richard Harris:** Monsieur le Président, mon vis-à-vis vient de le dire: les libéraux travaillaient à ce dossier lorsqu'ils étaient au gouvernement, mais ils ne l'ont jamais réglé. C'est un autre exemple. Ils ont été au pouvoir pendant 13 longues années et il y a beaucoup de choses qu'ils n'ont pas faites. Nous sommes arrivés au pouvoir en janvier 2006 et il ne nous a fallu que 30 ou 40 jours pour le faire. Nous avons signé un accord sur le bois d'oeuvre.

Je sais que nos vis-à-vis n'aiment pas beaucoup les Américains, pas plus que les néo-démocrates, mais je suis vraiment étonné par le contraste. Les libéraux n'aimaient pas l'accord sur le bois d'oeuvre. Étonnamment, ils trouvent leurs plus grands alliés dans leur volonté d'abolir cet accord chez les grands propriétaires de scieries du Sud-Est des États-Unis. Il est amusant qu'ils fassent le jeu du grand consortium américain du bois d'oeuvre et coordonnent leurs efforts pour tenter de démolir l'accord sur le bois d'oeuvre.

La Fiducie pour le développement des collectivités fait du bon travail au Canada. Elle a ciblé des collectivités monoindustrielles. Dans mon coin, ce sont les collectivités qui vivent de la forêt qui aiment cette fiducie.

• (1625)

**M. Jeff Watson (Essex, PCC):** Monsieur le Président, permettez-moi de féliciter mon collègue d'avoir été réélu à la Chambre, où il représente depuis maintenant plus de 15 ans les bonnes gens de la région de Cariboo, en Colombie-Britannique.

Je suis sûr que ces dernières années surtout, il est très heureux de siéger de ce côté-ci de la Chambre plutôt que du côté des libéraux. Les libéraux ont réclamé qu'on rembourse les usines de bois d'oeuvre et ils ont ensuite voté contre l'accord sur le bois d'oeuvre qui a permis de rapatrier cet argent. Ils ont réclamé des millions de dollars pour le problème du dendroctone du pin et ils ont ensuite voté contre cette mesure. Ils ont réclamé une stratégie à long terme pour l'industrie forestière et ils ont ensuite été forcés de voter contre de telles mesures. Ils ont également réclamé plus d'argent pour le port de Vancouver, puis, encore une fois, ils ont voté contre.

Le député pourrait-il nous parler brièvement des perspectives d'avenir en Colombie-Britannique compte tenu des mesures du gouvernement?

**M. Richard Harris:** Monsieur le Président, contrairement à mes collègues libéraux en face, et en particulier au chef du NPD, je tiens à dire clairement que le ciel n'est pas en train de nous tomber sur la

tête en ce qui concerne l'industrie forestière au Canada. J'insiste sur ce point auprès du chef du NPD qui croit qu'une journée sans mauvaise nouvelle n'est pas une bonne journée.

Non, le ciel n'est pas en train de nous tomber sur la tête en ce qui concerne l'industrie forestière. Les leaders des quatre secteurs, Canfor, AbitibiBowater, West Fraser et l'Association des produits forestiers du Canada, sont au courant des défis que nous devons relever. Cependant, ils surmonteront cet obstacle. Les scieries qui ont fait leurs devoirs, qui ont modernisé leur équipement et qui ont mis de l'argent de côté finiront par s'en sortir. Elles pourront à nouveau employer des dizaines de milliers de travailleurs forestiers à l'échelle du pays. Grand bien leur fasse, nous les aiderons à y arriver.

**L'hon. Peter Van Loan (ministre de la Sécurité publique, PCC):** Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole pour la première fois en ma nouvelle qualité de ministre de la Sécurité publique.

Je dois toute ma gratitude aux électeurs de York—Simcoe, car ils m'ont donné l'occasion d'occuper ce poste. Ma circonscription est un endroit de rêve, un fer à cheval qui encerce l'extrémité sud de ce joyau de l'Ontario, le lac Simcoe, ce qui donne une orientation à nos vies. Il y a des collectivités d'une grande beauté à Innisfil, à Bradford West Gwillimbury, à King, à East Gwillimbury et, bien entendu, dans ma propre localité, Georgina.

Grâce à ces électeurs, j'ai eu l'occasion de servir au sein de trois législatures, comme leader du gouvernement à la Chambre des communes, comme ministre des Sports pendant une courte période, ce qui était plutôt inattendu, puis comme ministre de la Sécurité publique.

Ce dernier rôle est parfait pour un député qui représente York—Simcoe, car les citoyens de cette circonscription, mes électeurs, sont préoccupés par les dossiers qui relèvent de la compétence du ministre de la Sécurité publique. Lorsqu'une collectivité est en sécurité et que ses citoyens ont l'occasion de prospérer, qu'ils se sentent en sécurité sur les plans social, économique et culturel, ils peuvent s'épanouir. Des collectivités sûres et sécuritaires sont essentiels à cet épanouissement.

C'est pourquoi le gouvernement prend des mesures pour préserver la sécurité du Canada. Nous croyons sincèrement que des collectivités plus sûres sont le gage d'un Canada plus fort et meilleur. Grâce à nos initiatives en matière de prévention de la criminalité, d'application des lois et de sécurité nationale, nous nous attaquons au crime dans tout le Canada, qu'il s'agisse de la criminalité juvénile, du crime organisé, de la violence liée aux gangs ou de tout autre type d'activité criminelle.

Au cours des dernières années, comme bien d'autres Canadiens, j'étais préoccupé par le problème croissant des crimes violents commis par des jeunes. Ce problème préoccupe également les électeurs de York—Simcoe. La recrudescence des activités criminelles des jeunes les préoccupe également. Voilà un problème auquel nous devons trouver une solution efficace, ce que nous nous sommes engagés à faire pendant la dernière campagne électorale. C'est un domaine où nous avons vraiment l'intention d'agir.

*L'Adresse*

Le gouvernement a bien entendu déjà pris des mesures, notamment en élaborant une stratégie nationale de prévention de la criminalité, mais nous avons aussi une stratégie de prévention en ce qui concerne les gangs de jeunes. Cette stratégie préconise l'apport des ressources financières nécessaires pour dissuader les jeunes de s'engager dans les gangs et dans les activités criminelles, surtout les activités liées à la drogue.

Il y a tant de jeunes gens qui, partout au Canada, représentent un avenir prometteur pour leur collectivité. Ces jeunes gens doivent faire des choix et peuvent succomber aux mauvaises influences. En pareille situation, nous devons les encourager à revenir dans le droit chemin et à se donner un rôle qu'ils pourront jouer leur vie durant, au service de la société et de leur collectivité, dont ils peuvent être un membre vraiment utile.

Nous allons continuer d'oeuvrer avec cet objectif en tête. Nous allons redoubler d'ardeur pour prévenir la criminalité juvénile et pour détourner les jeunes de la vie des gangs, comme nous l'avons fait auparavant. C'est l'une des priorités qui me tient le plus à coeur. Je souhaite que nous aidions les jeunes plutôt que de penser seulement à punir les crimes violents commis par les jeunes. Il est important de sévir, mais il faut aussi s'employer à prévenir ces crimes.

Le crime organisé est encore un problème au Canada. Nous avons pris des mesures concrètes, par exemple lorsque nous avons fait adopter le projet de loi sur la lutte contre les crimes violents au cours de la législature précédente, où nous avons prévu des peines d'emprisonnement obligatoires pour les crimes commis avec des armes à feu. Toutefois, il reste encore beaucoup à faire.

Le crime organisé est en train de changer. On pourrait dire aussi que la société est en train de changer le crime organisé. Il se sert de l'Internet et de la complexité grandissante de la société dans laquelle nous vivons pour faire son apparition dans de nouveaux domaines. Il invente de nouvelles façons de commettre des crimes qui n'existaient même pas auparavant et qui exigent beaucoup de sophistication.

Nous devons réagir contre cette nouvelle criminalité parce qu'elle a une incidence sur les familles et les entreprises. Elle vise les biens et les comptes bancaires des simples citoyens et nuit à leur santé et à leur prospérité. Nous devons élaborer des mesures efficaces. Nous avons essayé de faire adopter un projet de loi contre le vol d'identité au cours de la législature précédente pour criminaliser certains actes.

Malheureusement, nous n'avons pu obtenir la coopération nécessaire de la part des autres partis à ce moment-là. Nous espérons pouvoir faire davantage de progrès cette fois-ci sur ce front et sur divers autres fronts de la lutte contre le crime organisé. Nous voulons protéger les Canadiens contre ces nouveaux criminels sophistiqués qui les menacent.

• (1630)

[Français]

Nous ne devons toutefois pas oublier que le Canada est un pays fondé sur de nombreuses traditions. Notre système de justice repose sur la primauté du droit. Nos institutions sont fondées sur les principes de la transparence et de l'obligation de rendre compte. Le peuple canadien tient aux libertés individuelles et aux droits civils. C'est pourquoi notre gouvernement s'est engagé à expliquer comment il entend assurer un équilibre entre, d'une part, la gestion des menaces et des défis nouveaux pour notre sécurité nationale et, d'autre part, le respect de l'obligation de rendre compte et la protection des libertés civiles.

La sécurité nationale ne se résume pas à assurer le bien-être physique des Canadiens; il s'agit également de veiller à notre

prospérité et de préserver la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit. Par conséquent, je me réjouis à la perspective de publier une déclaration qui décrira l'approche du gouvernement en matière de sécurité nationale pour l'ensemble de la population canadienne.

[Traduction]

Le portefeuille de la sécurité publique englobe diverses responsabilités, dont celle de l'application de la loi, par la GRC et autrement, celle de la sécurité nationale, notamment par le truchement du Service canadien du renseignement de sécurité. Relèvent également de notre portefeuille les établissements carcéraux et la Commission nationale des libérations conditionnelles ainsi que toutes les entités qui assurent la protection des Canadiens et la réadaptation des prisonniers et font en sorte que nos collectivités sont à l'abri des criminels.

L'Agence des services frontaliers du Canada tombe également sous notre responsabilité ainsi que tous les aspects connexes et toute la question des services d'urgence et de la sécurité publique liée aux situations d'urgence nationale. Tous ces aspects touchent nos vies très concrètement de diverses manières.

J'ai parlé brièvement du lien entre la technologie et le crime organisé. Je m'attends à ce que notre gouvernement intervienne dans le domaine de la fraude sur Internet et dans des domaines où nous devons agir de façon plus décisive lorsque la technologie permet aux criminels de se livrer, par exemple, à l'exploitation sexuelle d'enfants. À l'heure actuelle, nos organismes d'application des lois n'ont pas les outils qu'il leur faut pour bien protéger les Canadiens et les jeunes de telles menaces criminelles. Nous allons agir pour tenter de surmonter ces difficultés et faire en sorte que nos agents d'application des lois disposent des outils dont ils ont besoin pour combattre la criminalité et protéger les Canadiens.

J'aimerais aussi obtenir de meilleurs résultats pour ce qui est des prisons, du régime des libérations conditionnelles et du traitement accordé à nos criminels. Notre objectif prioritaire a toujours été d'assurer la sécurité des collectivités. Nous avons pris des mesures à cet égard comme gouvernement et nous constatons une diminution de la récidive chez les contrevenants libérés ainsi qu'une baisse du nombre de libérations prématurées. Le système ne sera probablement jamais parfait, mais nous constatons qu'il est possible de l'améliorer. L'une des améliorations les plus importantes que nous devons apporter consiste à continuer de chercher constamment des moyens de protéger et d'accroître les droits des victimes de la criminalité. Il n'est que juste qu'elles aient leur mot à dire et qu'elles puissent participer aux décisions à cet égard.

Nous devons également nous interroger sur le bon fonctionnement de notre système carcéral. Certains groupes de la population y sont surreprésentés, ce qui devrait nous interpeller. Je pense, par exemple, à la prépondérance de personnes ayant des problèmes de santé mentale. Comment l'expliquer? Quels sont les causes d'un tel changement? En effet, nous devons reconnaître qu'il s'agit d'un changement. Cette situation n'a pas toujours existé. On peut parler d'une tendance nouvelle.

Nous devons par ailleurs nous demander si notre système carcéral offre le meilleur soutien et les meilleures possibilités pour s'attaquer à ces problèmes. C'est un domaine dans lequel je veux voir de véritables progrès. Il s'agit de problèmes complexes qui ne sont pas faciles à régler. Il s'agit de problèmes sociaux très complexes et difficiles et nous devons faire des progrès dans ce domaine.

*L'Adresse*

Nous devons aussi faire des progrès, et nous avons une possibilité qui pourrait signifier de bonnes nouvelles pour nous, sur la question de nos frontières et de leur sécurité. En 2011, nous serons confrontés à ce que l'industrie appelle le resserrement de l'étau frontalier. L'accroissement des difficultés à la frontière pour les biens et les personnes nuit à notre économie ainsi qu'à l'économie américaine. Nous devons trouver des moyens de faciliter le transport des biens et des personnes tout en protégeant les intérêts légitimes et vitaux du Canada et de nos voisins en matière de sécurité nationale. Je pense que l'arrivée d'une nouvelle administration aux États-Unis nous offrira la possibilité d'agir en ce sens et d'arriver à des solutions plus équilibrées et raisonnables qui donneront des résultats concrets.

Nous allons travailler dans tous ces domaines. Nous allons travailler à réaliser nos engagements. Nous allons travailler à rendre nos collectivités plus sûres. Lorsque nous avons été élus pour la première fois en 2006, nous nous sommes engagés à lutter contre la criminalité et à rendre nos collectivités plus sûres; cela faisait alors partie de nos priorités et c'est encore le cas après les dernières élections. Je suis fier d'avoir la possibilité de travailler à respecter cet engagement envers les Canadiens.

• (1635)

**L'hon. Jim Karygiannis (Scarborough—Agincourt, Lib.):** Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt les propos du ministre. J'aimerais lui poser une question au sujet de notre entente d'échange de détenus avec la Chine.

La Chine est notre deuxième partenaire commercial en importance. Nous devons certainement nous tourner vers ce pays non seulement pour élargir nos débouchés commerciaux, mais aussi pour créer des emplois ici.

J'ai été attristé que, lorsqu'il s'est rendu au Pérou dans le cadre de la réunion de l'APEC, le premier ministre n'ait pas abordé cette question avec les représentants chinois qui étaient là pour accroître nos échanges commerciaux avec leur pays.

Des Canadiens sont emprisonnés en Chine. J'ai travaillé sur le dossier de M. Jimmy Chen. Le gouvernement canadien avait l'occasion de demander qu'il soit renvoyé au Canada après qu'un juge ontarien l'eut ordonné. Nous n'avons pas d'entente formelle d'échange de détenus avec la Chine.

Le ministre va-t-il prendre des mesures pour faciliter le retour au pays des Canadiens qui seraient détenus par notre plus important partenaire commercial après les États-Unis? M. Chen purge en Chine une peine de 20 ans de prison et il est temps...

**Le vice-président:** Le ministre de la Sécurité publique a la parole.

**L'hon. Peter Van Loan:** Monsieur le Président, pour des raisons évidentes, je ne ferai pas de commentaires sur un cas précis qui pourrait faire l'objet d'une décision dans l'avenir. De façon générale, je peux dire que le critère que nous utilisons et que j'ai l'intention de continuer d'utiliser dans les cas de transferts de prisonniers tant que j'occuperai le poste de ministre de la Sécurité publique est de déterminer si nous voulons ramener des Canadiens qui ont été reconnus coupables à l'étranger de crimes parfois très graves pour qu'ils purgent leur peine au sein du système pénitentiaire canadien. Ce que nous voulons en tout premier lieu est d'assurer la sécurité de nos collectivités et de notre population. Si nous sommes d'avis que le rapatriement d'une personne pour qu'elle purge sa peine au Canada pourrait, pour quelque raison que ce soit, présenter un trop grand risque, il y a plusieurs facteurs qui peuvent alors entrer en ligne de compte. Si nous croyons que le rapatriement d'auteurs d'horribles meurtres multiples présente un trop grand risque pour les Canadiens

et leurs collectivités, nous devons d'abord tenir compte du critère de la sécurité de la population.

• (1640)

**L'hon. Hedy Fry (Vancouver-Centre, Lib.):** Monsieur le Président, j'espère que le député pourra répondre à une question que j'aurais aimé poser au député de Cariboo—Prince George, mais je n'ai pas pu le faire.

Le député de Cariboo—Prince George a fait un commentaire incroyable dans son discours. Il a dit que l'industrie forestière n'était pas vraiment en crise et que les choses n'allaient pas si mal.

On parlait aujourd'hui dans la *Vancouver Sun* d'un événement que nous savons s'être produit il y a environ quatre mois. La ville de Mackenzie, qui est située au nord de Prince George, vit uniquement de l'industrie forestière. Les 1 500 travailleurs de cette industrie ont tous perdu leur emploi. La ville est fermée. Les 4 500 autres habitants de la ville dépendent de ces 1 500 travailleurs qui font tourner l'économie de la place.

Les gens abandonnent leurs maisons grevées d'hypothèques. On parle de travailleurs âgés de 55 ans. La ville est devenue une ville fantôme. À Prince George même, les Métallurgistes unis d'Amérique ont souligné que 2 200 des 5 000 travailleurs des scieries ont perdu leur emploi. C'est la moitié des travailleurs qui dépendent entièrement de cette industrie.

Qu'est-ce que le député appelle une crise, si cela n'en est pas une à ses yeux?

**L'hon. Peter Van Loan:** Monsieur le Président, tout le monde constate que la situation économique est très sombre, particulièrement au sud de la frontière. Relativement parlant, nous sommes privilégiés du fait que l'économie canadienne soit plus vigoureuse que l'économie américaine.

Les chiffres de l'emploi sont bons et l'économie affiche une croissance positive au Canada. En revanche, les États-Unis ont perdu des centaines de milliers d'emplois et leur économie affiche une croissance négative depuis des mois.

Dans une telle conjoncture, les secteurs qui dépendent fortement des exportations vers les États-Unis, particulièrement dans les régions en croissance où le bois alimente le secteur de la construction, lequel s'est effondré là-bas, seront touchés.

Nous avons fourni de l'aide par le truchement de la Fiducie pour le développement des collectivités, une fiducie de 1 milliard de dollars annoncée plus tôt cette année, et par le truchement de réductions d'impôts et d'autres mesures. Quiconque est honnête avec ses électeurs et tous les Canadiens reconnaîtra que le gouvernement du Canada ne peut pas à lui seul redresser la situation économique des États-Unis.

**L'hon. Judy Sgro (York-Ouest, Lib.):** Monsieur le Président, je suis ravie de participer à ce débat. Je suis toujours intéressée de voir des députés se lever et prendre la parole. On dirait qu'un côté de la Chambre voit tout en rose alors que l'autre voit tout en noir. La réalité se situe quelque part entre les deux. Les gens doivent parler avec des politiciens et établir eux-mêmes en quoi la réalité diffère des discours qui incitent les Canadiens à voir les choses autrement.

*L'Adresse*

Je saisis la première occasion qui m'est offerte au début de la 40<sup>e</sup> législature pour remercier ma famille, Sam, mon époux, et tous mes concitoyens pour leur participation au processus politique. Combien d'entre nous auraient été réélus sans l'appui de leurs familles? Je ne le sais pas. Nous avons des bénévoles et des travailleurs de campagne extraordinaires, mais c'est l'appui et l'encouragement de nos familles qui comptent le plus.

Nos merveilleux électeurs nous aident aussi. Les électeurs de York-Ouest ne m'ont manifesté que de l'amour et du respect. Cette dernière campagne électorale a probablement été la meilleure que j'aie connue. Il faisait beau et c'était formidable d'aller rencontrer les gens. Je pense que j'ai cogné à toutes les portes de ma circonscription, York-Ouest, et j'ai été très bien reçue. Cette campagne a été beaucoup plus facile que bien d'autres, pour moi.

Mon personnel fait du bon travail toute l'année durant. C'est ce qui fait la différence au moment des élections. Les gens apprécient le travail que mon bureau fait pour eux. Mon personnel et moi sommes déterminés à continuer, au cours de cette 40<sup>e</sup> législature, à offrir les meilleurs services possibles. Nous serons là pour les électeurs.

Ce sera un honneur de représenter non seulement ma circonscription, mais aussi beaucoup de gens de Toronto qui travaillent sur des questions d'une grande importance pour nous tous. Nous ferons en sorte de collaborer avec le gouvernement, mais non sans le garder sur la sellette et exiger qu'il nous rende des comptes à mesure que nos travaux progresseront.

Nous avons entendu le troisième discours du Trône des conservateurs, composé des mêmes belles promesses qui avaient été formulées dans les versions précédentes. On ne peut pas dire que les Canadiens sont plus chanceux ce coup-ci, parce que la situation économique ne fait rien pour améliorer les choses.

Monsieur le Président, je partage mon temps de parole avec mon collègue d'Ottawa—Vanier. Je me suis lancée dans ce débat à toute vitesse et j'en ai presque oublié mon collègue. Je ne veux certainement pas me rendre coupable de cela.

La conjoncture économique est très difficile, et les conservateurs auront beaucoup de difficulté à composer avec ce problème. Nous devons nous y mettre tous ensemble. L'amendement au discours du Trône, que les libéraux appuient, constitue notre engagement à travailler avec le gouvernement pour trouver des solutions. Nous travaillerons dans la collégialité afin que notre Président n'ait pas à nous rappeler constamment à l'ordre. Nous nous montrerons respectueux, comme il le souhaite.

L'attitude de laisser-faire et de je-m'en-foutisme qu'affiche le gouvernement depuis les deux dernières années est de toute évidence très inquiétante, particulièrement au moment où nous tentons de réagir à la crise économique à laquelle le Canada est sur le point d'être confronté. Les chiffres sont très perturbants. Quand les conservateurs sont arrivés au pouvoir, ils ont hérité d'un excédent de 12 milliards de dollars. C'est très différent de l'héritage qu'ont reçu les libéraux à leur arrivée au pouvoir. Nous avons hérité d'un déficit de 43 milliards de dollars et nous avons du faire des compressions draconiennes.

Les conservateurs disposaient d'un excédent de 12 milliards de dollars qu'ils pouvaient dilapider et, de toute évidence, c'est ce qu'ils ont fait. S'ils avaient eu la moindre idée que nous nous dirigeons vers une crise économique et s'ils avaient gardé cet excédent, nous aurions eu une réserve, ce qui n'est absolument pas le cas maintenant. Au lieu de cela, après deux ans, le gouvernement conservateur remporte la palme au chapitre des dépenses, dans toute

l'histoire canadienne. Il suffit de jeter un coup d'oeil dans les livres pour comparer ses dépenses à celles des années antérieures.

Le qualificatif « conservateur » donne en quelque sorte une impression de prudence. L'actuel gouvernement ne porte pas bien ce qualificatif, à l'instar d'un autre gouvernement conservateur antérieur. Les libéraux ont montré ce que signifient les termes « sobriété » et « investissement judicieux » et ils ont réussi à maintenir le cap.

● (1645)

Par surcroît, les conservateurs ont pris la décision de ne garder aucune réserve, aucune marge de manoeuvre en cas de crise financière.

J'avoue qu'aucun d'entre nous ne prévoyait que nous aurions à faire face au ralentissement que nous connaissons actuellement, mais la réalité c'est que, tous les sept ou huit ans, il faut relever un nouveau défi sur le plan financier. Personne ne s'attendait à une débâcle économique, mais il est inévitable qu'un défi surgisse après tant d'années et il faut s'y préparer.

Nous, libéraux, avons prévu une réserve pour éventualités de 3 milliards de dollars pour faire face aux coups durs. Cependant, comme les conservateurs ont cru qu'ils n'auraient jamais besoin d'une réserve, ils l'ont dépensée. Voilà, ils l'ont utilisée et ils sont maintenant confrontés à une crise. Or, la débâcle nécessite l'injection d'énormément d'argent mais il n'y en a plus. Cet argent aurait pu aider les Canadiens à créer des emplois. Il aurait pu être investi dans l'industrie automobile. Il aurait pu permettre de donner un coup de main aux aînés et aux retraités. Tout cela aurait été possible sans qu'il soit nécessaire d'entrer en déficit. Malheureusement, compte tenu de sa position actuelle, le Canada sera probablement acculé au déficit.

Par conséquent, manifestement à cause de la mauvaise gestion des conservateurs, le Canada entre dans la crise économique, qui s'aggrave toujours, avec les mains liées. Cela s'explique par le fait que, en plus de s'être livrés à une terrible gestion, les conservateurs ont augmenté leurs dépenses annuelles de 40 milliards de dollars dans trois budgets et ont ensuite dépensé 20 milliards en tentant d'acheter des votes juste avant les dernières élections. Il est clair que c'était de l'argent gaspillé puisque cela n'a pas fonctionné, cela ne leur a pas rapporté beaucoup de votes et ils sont encore en position minoritaire. Malheureusement, maintenant les Canadiens doivent voir leur pays enregistrer un déficit à cause des échecs budgétaires des conservateurs.

En cette période d'incertitude économique, nous n'avons absolument pas besoin d'une autre élection le mois prochain. Les libéraux vont appuyer le discours du Trône modifié au moment opportun et nous collaborerons avec le gouvernement. Notre amendement propose de travailler ensemble et de nous serrer les coudes pour trouver une solution à la crise économique, et c'est ce que nous allons faire.

Le NPD peut protester autant qu'il veut, mais dépenser de nouveau 300 millions de dollars pour la tenue d'élections inutiles en cette période de crise économique serait irresponsable. Le Parti libéral ne sera pas irresponsable. Nous agirons comme il se doit dans l'opposition et nous assumerons nos responsabilités. Nous collaborerons avec le gouvernement afin de souligner les domaines où il pourrait investir, notamment le secteur de l'automobile et le secteur forestier, et dans les régions où les gens sont durement touchés et perdent leur emploi, celles où il nous faut faire davantage pour leur venir en aide.

*L'Adresse*

Cependant, nous demandons au gouvernement d'aller au-delà des généralités et de préciser comment il compte protéger les emplois, les économies et les pensions des Canadiens dans le climat économique actuel.

Dans la mise à jour économique de demain, il sera intéressant de voir où, au juste, se situent les priorités du gouvernement et si ce dernier est prêt à faire ce qu'il faut pour aider les nombreuses personnes qui souffrent au pays. Honnêtement, nous ne comptons pas trop là-dessus parce que nous ne savons pas si le gouvernement a un plan; en fait, nous ne pensons pas qu'il en a un.

On peut imaginer ce qu'on aurait pu faire pour les nombreuses personnes âgées qui ont du mal à joindre les deux bouts avec l'argent perdu en raison de la réduction de la TPS. Plutôt que de réduire de 6 milliards de dollars les revenus de cette taxe, les conservateurs auraient dû investir cet argent dans le supplément de revenu garanti, comme l'ont fait les libéraux à maintes reprises, afin d'augmenter les prestations et de permettre aux personnes âgées d'avoir une meilleure qualité de vie. Cela leur aurait été très utile et les aurait aidées à surmonter les difficultés auxquelles elles sont confrontées.

Durant cette session, j'aimerais, entre autres, que le gouvernement apporte des changements aux prestations de survivant du Régime de pensions du Canada. Comme le savent les députés, ces prestations ne correspondent qu'à 60 p. 100 de la pension de retraite du cotisant. Donc, si le conjoint ou conjoint de fait survivant ne touche aucune autre prestation du RPC, son revenu se limite à 60 p. 100. Même si l'on perd son conjoint, il faut continuer de payer le chauffage et les taxes. Ces paiements restent les mêmes. Cette situation entraîne de nombreux aînés dans la pauvreté.

Il reste encore plusieurs dossiers à traiter, dont l'infrastructure sociale et l'infrastructure massive. Nous devons investir dans nos villes, mais les investissements doivent être réels. Il nous faut un engagement concret, pas seulement des paroles en l'air. Nous devons trouver où dans l'infrastructure et les autres secteurs les fonds sont investis. Nous n'avons pas besoin de promesses d'investissements non tenues, comme c'est la norme pour le gouvernement.

•(1650)

**M. Bruce Stanton (Simcoe-Nord, PCC):** Monsieur le Président, je félicite la députée de York-Ouest de sa réélection.

La députée a parlé de certaines des mesures prises lors de la dernière législature. Je lui rappelle simplement que les mesures que nous avons prises pour stimuler l'économie, qui représentent 1,4 p. 100 du PIB, ont beaucoup renforcé la position du Canada. Qui plus est, ces mesures sont permanentes, contrairement à l'aide financière ponctuelle qu'offrent d'autres pays, et elles continueront de stimuler l'économie.

Je me demande pourquoi elle continue de parler de l'excédent de 13 milliards de dollars, que nous avouons avoir remis dans les poches des Canadiens, pourquoi elle ne reconnaît pas que cela faisait partie des mesures visant à stimuler l'économie, qui comprennent également la réduction de la dette de 38 milliards de dollars, et que ces mesures ont renforcé les assises du Canada afin qu'il puisse faire face aux difficultés économiques actuelles.

**L'hon. Judy Sgro:** Monsieur le Président, l'idéologie du gouvernement conservateur est différente de la façon de penser des libéraux. Nous croyons qu'il faut investir dans les gens et s'assurer qu'un excédent de 13 milliards de dollars est dépensé sagement et non jeté par la fenêtre. Je n'ai jamais été en faveur d'une allocation mensuelle de 100 \$ pour la garde d'enfants. Si cet argent était investi dans une initiative permanente, il pourrait aider les familles à aller de l'avant.

Cet excédent aurait pu être utilisé de maintes façons, mais il a été gaspillé; j'imagine que l'économiste qu'est le premier ministre trouvait que c'était la chose à faire. J'espère que nous n'utiliserons pas ce genre de mesure de stimulation de l'économie pour nous sortir du pétrin. Nous ne voulons pas faire comme Bush, c'est-à-dire émettre des chèques dans l'espoir que les gens dépenseront 500 \$ et que leurs problèmes seront réglés. Ce qu'il faut faire, c'est investir dans les industries, comme nos secteurs de l'automobile, de la foresterie et de l'infrastructure, et créer des emplois.

•(1655)

**Mme Lois Brown (Newmarket—Aurora, PCC):** Monsieur le Président, je dois dire que je suis quelque peu perplexe. J'entends les députés de l'autre côté de la Chambre parler continuellement des 13 milliards de dollars qu'ils ont accumulés à Ottawa alors que les provinces vivaient à crédit.

En tant que députée de l'Ontario, où était-elle quand l'Ontario et toutes les provinces demandaient de l'argent afin de mettre en place des structures pour les hôpitaux et l'enseignement postsecondaire? Pourquoi son parti gardait-il l'argent à Ottawa? Cela n'aidait pas les provinces.

**L'hon. Judy Sgro:** Monsieur le Président, beaucoup d'argent a été envoyé. Cette somme de 13,2 milliards de dollars a été amassée grâce à une bonne gestion de notre part. Nous savons comment gérer les finances. Nous savons comment investir dans les choses qui auront des répercussions positives pour le pays à long terme.

Nous sommes le seul gouvernement dans l'histoire du G7 qui a eu sept budgets excédentaires consécutifs. Nous nous assurons toujours de rembourser la dette, de collaborer avec les provinces et de prévoir une réserve pour les jours sombres. Nous sommes maintenant au bord d'une crise, mais nous ne possédons pas de coussin. Nous n'avons pas de réserve pour les jours sombres.

**L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.):** Monsieur le Président, la députée était conseillère municipale avant de siéger à la Chambre et, à ce titre, elle devrait très bien savoir comment le gouvernement conservateur de l'Ontario, avec la participation du ministre des Finances actuel, a vendu l'autoroute 407 au détriment de la population de la région du Grand Toronto. Cette région est désormais affligée d'un goulot d'étranglement permanent, attribuable en partie au fait que l'une des routes est à péage et que l'autre ne l'est pas, de sorte que cette dernière est constamment congestionnée alors que la route à péage ne l'est pas.

La députée aurait-elle un commentaire à faire sur cette idée lancée par le ministre des Finances, à savoir que nous devrions vendre des éléments d'actif pour financer la sottise des conservateurs.

**L'hon. Judy Sgro:** Monsieur le Président, on se croirait aux jours de Mike Harris. Comment nous en surprendre, sachant que plusieurs des ministres de premier plan du gouvernement actuel ont fait partie de l'entourage de Mike Harris et ont effectué des compressions comme celles qui, à Walkerton, ont entraîné de graves maladies et comme diverses autres dans d'autres domaines, comme la vente de l'autoroute 407 et d'actifs réels. Aux prochaines nouvelles, j'imagine que l'on nous annoncera la vente de la tour du CN puisque, comme l'histoire nous l'enseigne, les conservateurs ne savent pas gérer l'argent. Chaque fois qu'un gouvernement conservateur est porté au pouvoir, nous aboutissons à un énorme déficit et ce sont les libéraux qui doivent l'éponger.

[Français]

**L'hon. Mauril Bélanger (Ottawa—Vanier, Lib.):** Monsieur le Président, comme la plupart de mes collègues, j'aimerais commencer en remerciant les électeurs de la circonscription que j'ai l'honneur de représenter à la Chambre des communes du Parlement canadien depuis 1995. Le 14 octobre, les électeurs d'Ottawa—Vanier m'ont accordé un sixième mandat et je leur en suis très reconnaissant. De même, je suis reconnaissant aux quelques centaines d'individus qui se sont impliqués dans les diverses campagnes des candidats, tous partis confondus, qui briguaient le poste de représentant de la circonscription. L'implication de ces plusieurs centaines d'individus fait en sorte que notre démocratie ne s'en porte que mieux. Je leur lève mon chapeau d'avoir sacrifié de leur temps, d'avoir fourni de leur énergie et de leur argent pour s'assurer qu'effectivement, le processus démocratique fonctionne bien.

Durant ces quelque 37 ou 38 jours de campagne, nous avons eu la chance de débattre d'enjeux nationaux, comme il se doit, mais aussi de certains enjeux locaux. Parmi ces derniers — que j'aurai la chance de défendre durant cette 40<sup>e</sup> législature —, je voudrais en mentionner un en particulier. J'ai d'ailleurs déposé des pétitions à ce sujet depuis que les travaux ont repris, et j'ai déposé la cinquième aujourd'hui. Il s'agit de la construction possible d'un ou de deux nouveaux ponts dans la région de la capitale nationale. Ainsi, on pourrait retirer la circulation des camions lourds du centre-ville de la capitale nationale pour l'acheminer vers des communautés établies et développées. La solution prônée par les consultants ou les experts-conseils et retenue par la Commission de la capitale nationale (CCN) — du moins, jusqu'à preuve du contraire — s'avérerait un désastre parce qu'on ne ferait que transférer le problème à des communautés bien établies et bien développées. Une solution beaucoup plus intéressante s'offre à la CCN, et j'espère que la sagesse des gens qui la conseillent fera en sorte qu'on retiendra une meilleure solution. On aura la chance de revenir sur cette question.

Il a aussi été grandement question du comportement des députés à la Chambre des communes. C'est pour cela que le premier jour de cette 40<sup>e</sup> législature, j'ai laissé mon nom sur la liste des candidats à la présidence. En effet, je croyais qu'il était important de faire valoir l'appétit démontré par l'électorat pour un meilleur comportement de notre part à tous. Naturellement, c'est une responsabilité partagée entre nous tous et quiconque occupe le siège de la présidence. Je suis fort aise de voir que tous les candidats à ce poste et tous les chefs de partis ayant félicité le gagnant ont repris le même message et que notre Président a reconnu qu'il avait lui-même une part de responsabilité.

Finalement, et on aura la chance d'en reparler, j'ai mis de l'avant le besoin de planifier, d'ores et déjà, les événements pour célébrer et souligner le 150<sup>e</sup> anniversaire du pays qui aura lieu en 2017. Je sais que nous entrons dans une période creuse, une période d'instabilité et de difficultés politiques, mais il y aura un lendemain plus reluisant,

### L'Adresse

et il nous appartient de commencer dès à présent à planifier cette grande célébration du 150<sup>e</sup> anniversaire de la fédération canadienne. On y reviendra.

Dans le discours du Trône, il y a du bon — il faut le reconnaître —, il y a du moins bon — j'espère que les députés d'en face le reconnaîtront — et il manque aussi des éléments. Mentionnons l'oubli total des personnes âgées et du combat contre la pauvreté. Je sais, madame la Présidente, que vous y êtes sensible: la dualité linguistique canadienne était également absente. Si le discours du Trône est le reflet de la volonté d'un gouvernement, les associations de partout au pays ont constaté le manque de volonté du gouvernement par rapport à cette question.

Le gouvernement s'est racheté un peu vendredi dernier, je dois l'admettre, lorsqu'il a rejeté une décision du CRTC du mois d'août dernier. À ce moment-là, le CRTC n'accordait pas de licence francophone, mais deux licences anglophones aux radios communautaires de notre région. J'ai déjà félicité le ministre responsable qui a pris cette décision, le ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles. Il a renvoyé le tout au CRTC pour que ce dernier fasse ses devoirs un peu mieux et tienne compte de la Loi sur les langues officielles telle que nous l'avions amendée en 2005.

● (1700)

On verra ce qui se fera.

Dans ce qu'il y a de bon, je mentionne rapidement la quête de reconnaissance des crédits obtenus à l'étranger pour les nouveaux arrivants, la réduction des barrières interprovinciales — ayant été le seul ministre responsable du Commerce intérieur, je peux dire qu'il y a matière à travailler de ce côté, et je souhaite bon courage et bonne chance au gouvernement —, l'aide à certaines industries, l'investissement dans la recherche, le bannissement de l'exportation d'eau en vrac et, naturellement, le fait de s'occuper beaucoup plus de la sécurité alimentaire. Je pense que tous les partis pourraient appuyer ces éléments.

Il y a aussi de moins bonnes choses. J'avoue appréhender beaucoup le projet de loi que le gouvernement prévoit pour le système de la justice. On verra bien ce qu'il nous réserve. Du côté de l'environnement, la feuille de route n'est pas reluisante, et les participations avec le secteur privé dans certaines initiatives peuvent préoccuper certains d'entre nous.

On a surtout parlé de l'économie. Je considère que le gouvernement a la responsabilité de stimuler l'économie, surtout en prévision de la récession qui s'annonce — si elle n'est pas déjà là — et des déficits qui, malheureusement, arriveront beaucoup trop tôt par rapport à ce que cela aurait pu être, comme mes collègues l'ont dit. Néanmoins, je crois qu'il faut dépasser cela.

● (1705)

[Traduction]

Nous allons devoir considérer d'autres aspects que la seule nécessité de stimuler l'économie. Nous devons au moins nous pencher sur le processus d'accumulation de la dette. À l'heure actuelle, le Canada et d'autres pays règlent le problème de la dette en l'augmentant. Il arrivera bien un moment où tout l'édifice s'écroulera.

*L'Adresse*

Nous devons débattre tous ensemble pour déterminer quelles sont les limites d'une croissance viable et d'une dette viable et quels sont les moyens à prendre pour épargner. À l'heure actuelle, les Canadiens n'épargnent pas du tout. L'Institut Vanier, si je ne me trompe, a établi que la famille type dépense 131 p. 100 de son revenu disponible. Si la famille doit dépenser 131 p. 100 de son revenu disponible pour maintenir son niveau de vie, cela signifie qu'elle continuera à s'endetter. Un tel comportement n'est pas viable.

La dernière fois que les Canadiens ont été plongés dans une récession, au début des années 1990, leur taux d'épargne était de l'ordre d'environ 10 p. 100. Aujourd'hui, c'est à peine si l'épargne atteint 1 p. 100.

Comment nous sortir de cette impasse? Les gouvernements doivent offrir des incitatifs, se montrer encourageants et faire preuve de leadership. C'est pour cela que nous sommes réticents à l'idée d'enregistrer un déficit. C'est un gouvernement libéral qui nous a sortis du déficit dans les années 1990, ce qui n'a pas été sans mal. Cette fois-ci, il vaudrait mieux prévoir tout de suite une stratégie de relance. Ce sont toutes des questions qu'il faut se poser.

Il y a un autre aspect du discours du Trône qui a une grande importance pour ma région. Permettez-moi de lire un passage plutôt anodin qui se trouve à la page 11 de la version française:

Corriger les procédures d'approvisionnement figure au sommet des priorités. Une fois les procédures simplifiées et rationalisées, les entreprises pourront plus facilement fournir des produits et des services au gouvernement, et les Canadiens et les Canadiennes obtiendront de meilleurs résultats.

Je m'élève contre cette idée. Dans le domaine de l'approvisionnement en technologies de l'information, par exemple, il est sérieusement question de regrouper tous les contrats afin de n'accorder que quelques énormes contrats, voire un seul, de plus d'un milliard de dollars sur 20 ans. Une telle mesure écarterait du processus 5 000 petites et moyennes entreprises de la région de la capitale nationale, sans parler des entreprises du reste du Canada. C'est une mauvaise idée. Rien n'a été soumis à l'attention de la Chambre pour la justifier. Je sais bien que ce sont les grandes sociétés qui réclament cela. C'est évident.

Si le seuil auquel les entreprises peuvent soumissionner est d'un milliard de dollars ou plus, alors les petites entreprises seront exclues et notre économie en souffrira. On sait bien que ce sont les petites et moyennes entreprises qui soutiennent notre économie. Nous devrions veiller à bien les traiter. Je promets aux électeurs que je ne lâcherai pas le morceau, car je crois que ce n'est pas la bonne approche.

**M. Bruce Stanton (Simcoe-Nord, PCC):** Madame la Présidente, le député a livré un discours très pragmatique cet après-midi. Il a vraiment fait mouche sur des thèmes très importants.

J'ai trouvé intéressants ses commentaires au sujet des façons de stimuler l'économie. Mon collègue a mentionné, par exemple, la difficulté d'extirper un pays d'une longue période de déficits. Il ne fait aucun doute que le Canada a tiré des leçons des années 1970 et 1980.

Compte tenu du fait que le gouvernement a, au cours des trois dernières années, réduit la dette de près de 38 milliards de dollars, mon collègue ne serait-il pas d'accord pour dire que nous sommes en position de prendre des mesures pour stimuler l'économie? Ne pense-t-il pas qu'un budget équilibré à tout prix ne serait pas non plus la bonne façon de procéder?

**L'hon. Mauril Bélanger:** Madame la Présidente, je ne voulais pas dire que nous devrions avoir un budget équilibré à n'importe quel prix. J'ai reconnu la nécessité possible de stimuler l'économie, quitte

à se retrouver avec un déficit. Cependant, je crois aussi que, si cela se produit, nous devons avoir déjà préparé le terrain pour sortir de la spirale des déficits.

Par conséquent, il serait peut-être indiqué de faire des dépenses non renouvelables, par exemple, pour l'infrastructure. Si nous le faisons, et il semble que ce sera le cas, n'oublions pas qu'il existe une multitude de dépenses d'infrastructure. Ne négligeons pas la culture et les sports. Ce genre de dépenses entreraient aussi dans la catégorie des dépenses non renouvelables.

La plus grande difficulté consistera à s'assurer que nous ne nous retrouvons pas dans une situation déficitaire où nous accumulerions des déficits simplement pour répondre aux besoins de fonctionnement courants. Le cas échéant, il nous sera difficile par la suite de sortir de cette position déficitaire.

● (1710)

[Français]

**M. Yves Lessard (Chambly—Borduas, BQ):** Madame la Présidente, je voudrais d'abord vous féliciter. C'est rare qu'une femme prend place dans ce fauteuil. Selon moi, c'est dans l'intérêt de la Chambre qu'il y ait une femme dans ce fauteuil. Peut-être que cela apportera un peu plus de sagesse à nos débats.

Je voudrais poser la question suivante à mon collègue d'Ottawa—Vanier. On vient de sortir d'une campagne électorale et son parti, tout comme le mien, a sévèrement critiqué ou sévèrement analysé les positions des conservateurs lors de la campagne électorale, que ce soit par rapport au sort que l'on réserve aux aînés, à celui qu'on veut réserver aux jeunes contrevenants ou à la décision de couper dans la culture, et j'en passe. Plusieurs sujets sur lesquels on était du même avis étaient, pour eux, des incontournables. D'ailleurs, je crois qu'un certain nombre de leurs députés ont été élus sous cette bannière, soit en ayant une position comme la nôtre.

Comment peut-il expliquer aujourd'hui le fait qu'il soit si conciliant avec le présent discours du Trône, qu'il soit autant empathique face à ce discours du Trône et qu'il s'apprête même à voter en faveur d'une orientation contraire à ce qu'ils ont défendu en campagne électorale?

**La présidente suppléante (Mme Denise Savoie):** Le député de Ottawa—Vanier a une minute pour répondre à la question.

**L'hon. Mauril Bélanger:** Madame la présidente, c'est très facile de répondre.

Premièrement, il y a un plus grand nombre de conservateurs qui ont été élus. Donc, ils forment le gouvernement. Je dois avouer que je n'ai aucune envie que le Canada soit précipité dans une autre élection, et je crois qu'environ 98 ou 99 p. 100 des Canadiens n'en ont pas envie non plus.

Même si j'ai l'intention d'appuyer ce discours du Trône, je dis clairement au gouvernement qu'il ne peut pas tenir pour acquis que mon appui se traduira dans tous les cas, dans toutes les présentations de projet de loi qu'il fera. Au sujet des jeunes contrevenants, nous sommes d'accord. Si on compte foutre les jeunes de 14 ans en prison à vie, je ne pourrais appuyer cela d'aucune façon et je voterai contre. C'est la même chose au sujet d'une foule d'autres initiatives.

Le discours du Trône est un survol. En fait de survol, je peux laisser un certain niveau de corde au gouvernement, mais peut-être qu'un jour il se pendra avec cette corde. On verra bien. Toutefois, il est certain que nous n'avons pas l'intention de précipiter une élection. Si les collègues du Bloc veulent précipiter une élection, c'est libre à eux, mais je pense que les Canadiens leur en voudraient un peu pour cela. J'espère que nous allons permettre au gouvernement de gouverner...

**La présidente suppléante (Mme Denise Savoie):** Reprise du débat. L'honorable députée d'Algoma—Manitoulin—Kapusksing a la parole.

**Mme Carol Hughes (Algoma—Manitoulin—Kapusksing, NPD):** Madame la Présidente, je partagerai mon temps avec mon collègue d'Elmwood—Transcona. J'aimerais tout d'abord vous féliciter pour votre élection à titre de vice-présidente, et féliciter aussi tous les nouveaux députés qui siègent à la Chambre pour la première fois. Je considère moi aussi que c'est un grand honneur d'être une députée nouvellement élue.

Je voudrais aussi profiter de l'occasion pour remercier mes électeurs d'Algoma—Manitoulin—Kapusksing de m'avoir fait confiance et de m'avoir choisie pour les représenter et défendre leurs intérêts.

Je devrais aussi prendre le temps de remercier mon mari, Keith, et mes enfants, Mindy et Shawn, de m'avoir appuyée tout au long de ce parcours qui m'a menée au Parlement. Et je m'en voudrais de ne pas remercier ma mère, Simone Pitre, mes six sœurs et mon frère qui m'ont sans cesse encouragée.

[Traduction]

Il est également important de remercier les familles des députés pour leur compréhension et leur patience. Les députés doivent souvent rater des anniversaires et d'autres occasions spéciales, où ils manquent à leur famille. Je voudrais dire devant tout le monde combien j'apprécie ce sacrifice.

Au cours de la campagne électorale, lorsque je parcourais la circonscription d'Algoma—Manitoulin—Kapusksing, j'ai pu rencontrer beaucoup de gens dont je suis maintenant le représentant. Au fil de mes conversations avec eux, je les ai souvent entendus dire qu'ils s'inquiétaient à propos de leur emploi et du coût élevé de la vie. Ils se font du souci pour leur caisse de retraite et ils craignent de ne pas pouvoir payer les études de leurs enfants. À entendre mes collègues parler, je constate que ces préoccupations sont universelles. Le pays entier traverse une période de difficultés économiques, et mes électeurs ne font pas exception.

Les gens d'Algoma—Manitoulin—Kapusksing sont des gens vaillants. Lorsqu'ils ne peuvent pas travailler, ils veulent être traités équitablement. Ils méritent un programme d'assurance-emploi qui puisse leur venir en aide au lieu de n'être qu'une vache à lait pour le gouvernement.

Algoma—Manitoulin—Kapusksing est une grande circonscription. Les députés savent peut-être qu'on n'y trouve pas beaucoup de moyens de transport en commun. Ce que les Canadiens tiennent pour acquis ailleurs, comme leur capacité de se rendre au travail ou à un rendez-vous chez le médecin, est loin d'être évident pour mes électeurs. Ils ont besoin d'une automobile pour se déplacer et subissent plus durement que les habitants des grandes villes la hausse des prix de l'essence. Ce n'est pas juste. Les gens de ma circonscription s'en rendent compte et m'ont dit ce qu'ils en pensaient. J'ai déjà soulevé cette question à la Chambre et je vais continuer de le faire jusqu'à ce que les gens du Nord soient traités

### *L'Adresse*

équitablement lorsqu'ils font le plein. C'est un composant trop essentiel de l'économie pour qu'on l'ignore.

Voici maintenant pourquoi je vais me joindre à mes collègues néo-démocrates et m'opposer au discours du Trône. Après les élections et les nombreuses assurances données par le premier ministre, les Canadiens s'attendaient à ce que le gouvernement présente un plan d'action efficace. Mais, il n'en est rien. Les Canadiens cherchent une raison d'espérer. Ils veulent la sécurité économique, mais on la leur refuse. Ils ont besoin d'un chef de file et d'un plan pour les guider et les aider à traverser les difficultés, mais ils ne trouvent rien de cela, du moins pas de la part du gouvernement.

Cela dit, il y a de l'espoir. Les néo-démocrates ont élaboré un plan qui permettrait aux travailleurs de garder leur emploi et qui aiderait ceux qui veulent travailler à se trouver un emploi. Notre plan en cinq points est conçu pour aider les gens dans toutes les régions et dans tous les secteurs d'emploi.

Premièrement, le gouvernement doit mettre en place des stimulants économiques afin d'aider à protéger les emplois existants et à en créer de nouveaux. Nous ne parlons pas uniquement d'emplois dans les grands centres. Les néo-démocrates sont d'avis que le Nord du pays a autant besoin des possibilités créées par la stimulation de l'économie que les autres régions, sinon plus. J'ajoute que les collectivités autochtones doivent aussi pouvoir bénéficier des stimulants économiques.

Où est l'argent pour la formation et l'enseignement dans ces collectivités? Si nous voulons que les gens travaillent, nous devons les aider à développer les outils qui leur permettront de le faire. Nous voulons que les enfants dans les collectivités autochtones reçoivent un enseignement qui n'a rien à envier à celui qui est dispensé aux enfants dans les villes et municipalités du pays. Or, à l'heure actuelle ce n'est pas le cas.

Le gouvernement ne donne absolument rien pour l'intégration de la technologie dans les écoles, pour les bibliothèques scolaires, pour la formation professionnelle dans les écoles secondaires, pour les activités sportives et récréatives parascolaires, ou pour offrir aux étudiants un programme diversifié et stimulant qui inclurait, par exemple, l'étude des sports et des arts. Bref, le gouvernement n'investit absolument rien.

Cette situation entraîne des conséquences. À cause de ce manque total de financement, les écoles des Premières nations ne sont pas en mesure de payer des salaires et d'offrir des conditions de travail qui sont concurrentiels. Les conseils de bande sont contraints de choisir entre des services essentiels, de faire des choix extrêmement difficiles et de couper dans d'autres secteurs. Le pire, c'est l'incapacité de fournir aux jeunes un enseignement de qualité, un enseignement comme celui auquel chaque enfant au Canada est en droit de s'attendre.

Je suis fière d'avoir été nommée porte-parole adjointe de mon parti en matière d'affaires autochtones et j'ai hâte de travailler avec les Premières nations et avec la députée de Nanaimo—Cowichan pour faire en sorte que le gouvernement finisse par reconnaître le bon travail qui peut être accompli s'il donne la priorité aux membres des Premières nations.

*L'Adresse*

Nous devons aussi nous assurer que le secteur forestier va bien. Les néo-démocrates, en particulier ceux et celles d'entre nous qui représentent le Nord de l'Ontario, s'inquiètent du fait que le gouvernement ne reconnaît pas la nécessité de protéger notre secteur forestier. Dans le Nord de l'Ontario, des villes entières sont durement touchées lorsqu'une usine ferme ses portes. Dans certaines municipalités de ma circonscription les usines sont toujours en exploitation, mais cette situation est de plus en plus rare, ce qui est tout simplement inacceptable.

Deuxièmement, il faut protéger les pensions des travailleurs canadiens qui ont aidé à bâtir notre pays et à qui nous devons beaucoup. Il faut protéger leurs pensions et s'assurer que ceux-ci ne se retrouvent plus jamais pauvres et endettés.

• (1715)

Elliot Lake constitue un bel exemple de ce qu'on peut faire avec une collectivité vieillissante. Elliot Lake s'est réinventée pour devenir une ville de retraités. C'est maintenant un endroit où les retraités peuvent aller s'installer pour profiter de leur retraite. De nombreux aînés déménagent à Elliot Lake parce qu'on y trouve des logements abordables. Les retraités sont maintenant le moteur de notre économie locale, principalement grâce à leurs pensions. Cependant, Elliot Lake dépend de la viabilité des régimes de pensions. Comment le gouvernement protège-t-il les retraités et les travailleurs qui rêvent actuellement à leur retraite? Il n'existe pas de mesures de protection.

Troisièmement, nous devons immédiatement annuler les réductions d'impôt de 7,3 milliards de dollars qui seront accordées aux sociétés à compter de 2009. Il semble ridicule de consentir des milliards à des sociétés rentables pendant que le reste de l'économie souffre. Soyons réalistes, les pétrolières ne partiront pas si nous ne leur donnons pas un allègement fiscal de quelques milliards de dollars. Elles vont continuer leurs activités de forage. Nous ne pouvons nous permettre de donner cet argent actuellement alors que nous nous dirigeons vers des budgets déficitaires.

Quatrièmement, nous voulons des mesures concrètes pour lutter contre les changements climatiques. Les néo-démocrates estiment que ces changements constituent à la fois une véritable menace pour notre prospérité et une occasion en or de réinventer notre économie. Nous pourrions régler deux problèmes du même coup, à savoir la crise économique et la crise climatique, en créant des emplois de cols verts. Il n'est pas difficile d'imaginer le Canada comme chef de file sur la scène mondiale s'il se transforme en superpuissance en matière d'énergie verte.

Cinquièmement, nous devons procéder à une véritable réforme démocratique de manière à avoir un gouvernement minoritaire plus ouvert, plus responsable et plus coopératif. Il existe actuellement un déficit démocratique dans notre pays et des millions de Canadiens se sentent laissés pour compte dans le processus électoral. Il suffit de regarder le faible taux de participation au scrutin pour reconnaître qu'il y a un problème. C'est une tendance s'accroissant d'une élection à l'autre. Les Canadiens en ont assez de notre modèle électoral actuel et du comportement de ceux qu'ils élisent pour les représenter à la Chambre des communes.

• (1720)

[Français]

Les néo-démocrates ont à cœur de travailler avec les autres parlementaires pour que la Chambre fasse oeuvre utile. Nous voulons nous assurer que le Parlement travaille pour tous les Canadiens, et nous sommes donc résolus à travailler avec les autres partis et à proposer un programme qui aura toutes les chances

d'éviter à la population canadienne le pire de la difficile conjoncture économique. Nous voulons nourrir chez les Canadiens l'espoir que l'avenir leur réserve des jours meilleurs et qu'ils n'ont pas à s'inquiéter pour leur pension ou leur emploi, pour les soins de santé ou l'environnement. Ils veulent croire qu'ils peuvent compter sur nous pour défendre leurs intérêts, les intérêts des simples contribuables plutôt que ceux des actionnaires.

La population d'Algoma—Manitoulin—Kapuskasung peut compter sur moi: je serai infatigable dans mes efforts pour faire connaître ses préoccupations au Parlement, ainsi que les préoccupations des millions de familles de travailleurs qui ont voté pour le NPD. En cette période d'incertitude, les familles de travailleurs et de la classe moyenne peuvent être sûres que notre équipe donnera la priorité à leurs intérêts. C'est pour cette raison que les électeurs d'Algoma—Manitoulin—Kapuskasung ont voté pour le changement, et je ne les décevrai pas.

[Traduction]

Je ne peux m'imaginer un plus beau cadeau pour mes 50 ans que de voir le gouvernement adopter les cinq points que proposent les néo-démocrates. Il s'agirait, en fait, d'un cadeau pour tout le Canada.

**M. John Cannis (Scarborough-Centre, Lib.):** Madame la Présidente, je souhaite un joyeux anniversaire à la députée. En même temps, je la félicite pour son élection.

Je ne savais pas trop quoi penser quand la députée a dit qu'il fallait coopérer et faire fonctionner la Chambre. Je me suis réjoui d'entendre ces propos à la fin de son intervention car, au début, je ne comprenais pas très bien. Nous savons que le NPD n'est pas prêt à appuyer le discours du Trône. Comme l'équipe libérale l'a précisé, il y a un amendement parce que le discours du Trône est un aperçu général qui ne contient aucun détail concret sur les intentions du gouvernement. J'ai l'impression que si le NPD arrivait à ses fins, nous serions en mode électoral perpétuel, ce qui n'a pas de sens. Il va de soi que je n'appuie pas les conservateurs, mais cela ne m'empêche pas d'appuyer les contribuables canadiens qui paient la note.

J'ai une question à poser à la députée. Elle est la porte-parole adjointe aux affaires autochtones et je l'en félicite. Elle a parlé des Premières nations, des écoles, de la formation et du financement. Le gouvernement libéral de Paul Martin avait signé l'accord de Kelowna qui prévoyait des ressources et des programmes pour répondre aux préoccupations qu'elle vient d'exprimer. Son parti s'est pourtant entendu avec le gouvernement conservateur pour renverser le gouvernement prématurément. Tout l'argent a ainsi été perdu. Toutes ces belles occasions ont été perdues. Que va-t-elle dire à ses électeurs?

• (1725)

**Mme Carol Hughes:** Madame la Présidente, j'aimerais rappeler au député que c'étaient les libéraux qui étaient au pouvoir au moment de la conclusion de l'accord de Kelowna. Ils avaient déjà eu tout le temps nécessaire pour honorer leurs engagements à l'égard des peuples autochtones, mais ils ne l'ont pas fait. Pendant la campagne électorale, votre chef a refusé de s'engager à 100 p. 100 envers l'accord de Kelowna. Vous vous êtes engagés à verser seulement la moitié de l'argent promis. Vous n'étiez donc pas sérieux.

**La présidente suppléante (Mme Denise Savoie):** J'aimerais rappeler à la députée que toutes ses observations doivent être adressées à la présidence.

*L'Adresse*

**M. Wayne Marston (Hamilton-Est—Stoney Creek, NPD):** Madame la Présidente, je suis un peu confus parce que je ne savais pas que c'était l'anniversaire de la députée. Je la félicite et lui souhaite un joyeux anniversaire. J'en suis ravi. Nous ne parlerons pas de son âge, puisqu'elle l'a déjà fait.

L'été dernier, comme les députés me l'ont entendu dire lors de l'intervention que j'ai faite plus tôt aujourd'hui, dans ma circonscription, Hamilton-Est—Stoney Creek, j'ai été contacté par de nombreux aînés qui étaient très inquiets, en larmes même, parce que l'augmentation de leur pension du gouvernement n'était que de 42 ¢ par mois. Pouvons-nous imaginer ce qu'ils ont ressenti? Les aînés s'attendaient à plus du gouvernement et ils ont besoin de plus. J'aimerais que la députée nous dise quelle a été dans sa collectivité la réaction à cette augmentation minuscule.

**Mme Carol Hughes:** Madame la Présidente, je peux affirmer que l'augmentation des pensions est une question d'importance dans ma collectivité. À l'heure actuelle, ces gens vivent dans la pauvreté. Alors que la province se décharge de ses responsabilités à cause de l'insuffisance des paiements de transfert aux provinces, ces aînés vivent dans la pauvreté à cause des frais qui sont appliqués à de nombreux services dont ils ont besoin. Ils ont de la difficulté à trouver des logements abordables et à obtenir de l'aide médicale. Je suis portée à croire qu'il faut revoir le système de pensions, car cela n'a pas été fait depuis plus de 40 ans. Nous devons augmenter les pensions de nos aînés.

[Français]

**M. Yves Lessard (Chambly—Borduas, BQ):** Madame la Présidente, j'ai une brève question. Je continue toujours dans la même foulée des questions précédentes, parce que je trouve que c'est très important. Le gouvernement précédent, comme le gouvernement actuel, n'a pas remis aux personnes âgées qui ont droit au Supplément de revenu garanti l'argent qui leur appartenait, du seul fait qu'on ne les a pas informées de leurs droits. Or ce sont ces personnes qui ont le plus bas revenu et qui sont les plus pauvres de notre société.

Notre collègue ne trouve-t-elle pas étonnant que ce gouvernement, qui avait jadis voté pour qu'on puisse remettre cet argent, n'ait toujours pas annoncé la correction de cette injustice dans le présent discours du Trône?

**Mme Carol Hughes:** Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question. À mon avis, c'est dégueulasse que le gouvernement ne s'avance pas pour corriger les inégalités dont sont victimes nos aînés. Ceux-ci rencontrent beaucoup de difficultés ces derniers jours. Ce sont eux qui ont aidé à bâtir notre pays, alors, on doit certainement prendre soin d'eux.

Nous serons certainement prêts à appuyer cela, et il faut vraiment décider quel est le problème. Le problème, c'est que les libéraux ont toujours appuyé les conservateurs dans plusieurs domaines.

[Traduction]

**M. Jim Maloway (Elmwood—Transcona, NPD):** Madame la Présidente, permettez-moi tout d'abord de souhaiter un très bon anniversaire à la députée qui vient de prendre la parole. Je lui demanderais de bien vouloir me garder un morceau de gâteau pour après mon exposé.

Je tiens également à vous féliciter, madame la Présidente, de votre nomination à ce poste, et à féliciter tous mes collègues d'avoir été élus. Je voudrais aussi remercier mon épouse, Clile, et mes fils, Jose, Kevin et Carlos, qui ont travaillé très fort pour assurer ma victoire. Je remercie également mon personnel de campagne ainsi que les

nombreux bénévoles qui ont mis la main à la pâte, et plus particulièrement mon prédécesseur, Bill Blaikie, l'ancien doyen de la Chambre, qui m'a tiré du lit pour m'entraîner à six heures le matin à l'entrée de plusieurs établissements, dont les bureaux de Revenu Canada et les ateliers du CN.

Je voudrais remercier plus particulièrement les électeurs d'Elmwood—Transcona de m'avoir accordé leur confiance.

Le Parlement a réduit le temps de parole pour le débat sur le discours du Trône. J'ai relu le discours prononcé par Bill Blaikie il y a 30 ans et il disait alors qu'il avait droit à 30 minutes. Au cours des 23 années où j'ai siégé à l'assemblée législative du Manitoba, nous avions droit à 40 minutes, mais cette période a été réduite à 20 minutes depuis. Il me sera donc un peu difficile de couvrir tous les points en seulement 10 minutes. Dans cette optique, j'ai décidé de m'en tenir à trois points, que je ne crois pas avoir entendu mentionnés par personne.

Nous arrivons à la Chambre dans une période de grandes perturbations à l'échelle mondiale, alors que l'économie se trouve peut-être dans la pire condition depuis la Dépression de 1930. Les gouvernements ont beaucoup appris depuis lors. Ils savent qu'en injectant des sommes massives en temps opportuns, ils peuvent aider à alléger le fardeau et peut-être même nous permettre de traverser la récession.

Il y a plusieurs façons de réagir à la situation. Les États-Unis ont émis des chèques, mais une telle mesure n'est pas réellement efficace puisque les gens prennent l'argent pour acheter des produits fabriqués en Chine, ce qui n'aide pas beaucoup l'économie nationale. Je suis plutôt en faveur d'une approche axée sur l'infrastructure. Je sais que certains diront que ce n'est pas assez direct, mais je crois que c'est la meilleure façon de faire. Ce sont des investissements qui profiteront aux Canadiens pendant de nombreuses années.

En fait, l'exercice d'équilibre budgétaire de la dernière décennie, dont j'ai été un fervent partisan au Manitoba et sur le plan national, a en quelque sorte retardé les dépenses en infrastructure. L'énorme retard que nous avons à rattraper dans ce domaine ne pourrait arriver à un meilleur moment.

Le Manitoba produit 5 000 mégawatts d'énergie hydroélectrique propre, soit environ la moitié de sa capacité totale. La majeure partie est exportée vers les États-Unis, car c'est là que vont les lignes de transport d'énergie. Elles ne vont pas d'est en ouest, mais du nord au sud, comme c'est jusqu'à présent le cas pour les oléoducs. Au cours des prochaines années, nous pourrions faire en sorte de produire 5 000 autres mégawatts, soit l'autre moitié de notre capacité totale, si le gouvernement fédéral appuyait la construction d'un réseau est-ouest d'électricité ou d'une autoroute hydroélectrique afin d'acheminer l'électricité jusqu'en Ontario, à l'est, ou jusqu'en Alberta, à l'ouest.

Le premier ministre a endossé ce plan le 3 juillet 2007. Il a en fait annoncé que 586 millions de dollars seraient versés à l'Ontario dans le cadre de l'écoFiducie, un fonds de 1,5 milliard de dollars. Nous avons besoin de l'aide du premier ministre pour réaliser ce projet et construire l'équivalent énergétique du chemin de fer transcontinental qui avait permis de relier l'Est et l'Ouest du pays au XIX<sup>e</sup> siècle.

Je sais que les députés conservateurs du Manitoba sont très favorables à ce projet et j'espère qu'ils parviendront à convaincre le premier ministre de faire preuve d'un grand leadership et de développer ce réseau est-ouest d'électricité.

*L'Adresse*

Nous pourrions alors mettre en oeuvre au Manitoba des projets hydroélectriques qui permettraient d'acheminer l'électricité vers l'Ontario afin que cette province puisse fermer ses centrales au charbon d'ici la date prévue de 2014. Les centrales au charbon ontariennes ont une capacité d'environ 6 500 mégawatts. Le Manitoba est donc bien placé pour aider l'Ontario à les fermer.

• (1730)

Au lieu de cela, quand on lit entre les lignes du discours du Trône, en fait, il n'est même pas nécessaire de lire entre les lignes, on s'aperçoit que l'Ontario pourrait construire des centrales nucléaires. À la page 13 du discours du Trône, il est dit que le recours à des sources non émettrices, telles que l'hydroélectricité, le nucléaire, le charbon propre ou l'éolien, satisfera 90 p. 100 des besoins en électricité au Canada d'ici l'an 2020.

Pourquoi le gouvernement qualifie-t-il l'énergie nucléaire d'énergie propre? Le nucléaire engendre des déchets radioactifs qui demeurent mortels pendant un million d'années, des déchets qui doivent être déplacés et stockés. J'aimerais savoir à quel point l'énergie nucléaire est propre.

Pour réaliser l'objectif du gouvernement, nous aurons besoin de 8 à 14 nouveaux réacteurs nucléaires de 120 mégawatts. Où construira-t-on ces réacteurs? Il faudrait peut-être attendre les approbations pendant des années. Je vois déjà des collectivités s'élever contre la création de ces centrales.

Contrairement aux conservateurs fédéraux au Canada, le président élu des États-Unis, Barack Obama, lie les investissements dans l'énergie propre à la création de millions d'emplois. Il vise comme objectif qu'on mette sur la route un million de voitures hybrides rechargeables fabriquées aux États-Unis et il met l'accent sur le besoin d'efficacité énergétique. De plus, avec l'électrification des transports, il espère que les États-Unis en viendront à ne plus avoir besoin d'importer du pétrole. Le président élu veut aussi élargir et rénover le réseau électrique des États-Unis, de manière à ce que l'énergie renouvelable puisse atteindre les régions où on en a besoin.

C'est la version Obama du réseau électrique est-ouest dont je viens de parler. Quand construira-t-on ce réseau électrique? Quand le premier ministre va-t-il prendre le leadership dans ce dossier? Il me tarde de voir les mesures que prendra le premier ministre au cours des prochains mois.

À la page 13 du discours du Trône, il est question d'incitatifs accrus pour apporter des améliorations éconergétiques aux maisons. Manitoba Hydro offre depuis des années le programme de prêt Éconergique résidentiel, qui a permis d'économiser quelque 374 mégawatts d'électricité depuis 1999. Plus de 50 000 consommateurs participent à ce programme. Le nombre de nouveaux prêts pour l'amélioration de l'efficacité énergétique des maisons est passé à 40 000 récemment. Résultat: 145 millions de dollars ont été investis dans nos maisons. Manitoba Hydro est le plus grand exportateur d'électricité au Canada. Son rapport annuel pour 2008 fait état d'exportations d'électricité aux États-Unis de l'ordre de 625 millions de dollars.

Je recommande chaudement un autre projet d'infrastructure qui touche directement ma circonscription, Elmwood—Transcona. La ville de Winnipeg veut fermer le pont Disraeli, qui est une voie de circulation importante entre ma circonscription et le centre-ville. Le pont serait fermé pendant un an et quatre mois. Les habitants de la région sont avec raison enragés que le maire et le conseil municipal veuillent fermer ce pont et n'écourent pas les 5 000 et quelques habitants qui ont signé des pétitions pour l'ajout d'une nouvelle travée indépendante de deux voies, qui pourrait être construite pour

50 millions de dollars, selon un rapport sur le transport rapide dans la ville de Winnipeg. Les coûts seraient partagés entre les trois ordres de gouvernement à hauteur d'environ 17 millions chacun. La nouvelle travée serait construite dès que possible. La travée de quatre voies existante serait fermée et serait remise en état. La ville n'aurait pas à pénaliser 100 000 personnes en fermant une voie de circulation. En dépit du chaos que cette fermeture provoquerait dans la circulation, le maire a décidé de foncer et refuse de demander aux gouvernements provincial ou fédéral un financement qui permettrait d'éviter de fermer complètement le pont.

Dans ce dossier, j'ai reçu une excellente réponse du premier ministre du Manitoba, du président du Conseil du Trésor, qui connaît très bien la région et en a représenté une partie à l'assemblée législative provinciale, du ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités et de ma collègue de Kildonan—St. Paul, dont la circonscription est voisine de la mienne et serait aussi touchée par la fermeture du pont. Nous avons le soutien de Daryl Reid, député provincial de Transcona, de Bonnie Mitchelson, députée provinciale de River East, et de Bidhu Jha, député provincial de Radisson. En outre, nous avons le soutien des échevins Russ Wyatt, de Transcona, Jeff Browaty, de Kildonan-Nord, et Lilian Thomas, d'Elmwood-Kildonan-Est. Ils ont tous très bien défendu le dossier à l'hôtel de ville.

J'exhorte tous les députés à appuyer une proposition visant à permettre au gouvernement fédéral et au gouvernement du Manitoba d'offrir à la ville une partie des fonds dont elle a besoin pour construire deux voies supplémentaires sur le pont.

En juin, le premier ministre a annoncé une contribution de 70 millions de dollars dans le cadre d'un partage à trois des frais avec la ville de Saskatoon et la province de la Saskatchewan, pour la construction à Saskatoon d'un pont à six voies où ne passeront que 20 000 voitures par jour. Le pont Disraeli actuel, qui n'a que quatre voies, est emprunté par 42 000 voitures chaque jour.

• (1735)

**La présidente suppléante (Mme Denise Savoie):** Questions et observations. Le député de Mississauga-Sud a la parole.

**M. Paul Szabo (Mississauga-Sud, Lib.):** Madame la Présidente, je félicite le député de son premier discours.

Il a parlé de la production d'énergie nucléaire. Dans le discours du Trône, le gouvernement a rappelé aux Canadiens que, devant la crise environnementale, il compte réduire de 20 p. 100 les émissions d'ici 2020. Le député semble connaître le domaine, il sait donc sûrement que cela prend au moins 10 ans pour construire et mettre en marche un réacteur nucléaire. J'ai comme l'impression que la production d'énergie nucléaire ne contribuera pas beaucoup à l'atteinte des cibles que le gouvernement prétend appuyer.

Le gouvernement affirme également dans le discours du Trône qu'il collaborera avec les provinces car ce sont elles qui choisiront la forme que prendra la production d'énergie sur leur territoire. L'Ontario envisage la construction, dans le sud-ouest du Grand Toronto, d'une centrale au gaz naturel qui produirait 850 mégawatts d'électricité. Cette décision de la province, ainsi que le temps que cela prendrait pour mettre en oeuvre l'option nucléaire, semblent aller à l'encontre de l'engagement du gouvernement qui consiste à réduire de 20 p. 100 les émissions d'ici 2020. Le député aurait-il quelque chose à dire à ce sujet?

*L'Adresse*

• (1740)

**M. Jim Maloway:** Madame la Présidente, je répondrais simplement en disant que le Manitoba dispose potentiellement de 5 000 mégawatts d'énergie propre qu'il pourrait exporter en Ontario en attendant que les centrales alimentées au charbon soient remplacées. Cela aiderait le gouvernement fédéral à atteindre ses cibles. Je signale que l'Allemagne a dépassé les objectifs qu'elle s'était fixée dans le cadre du Protocole de Kyoto; c'est donc possible.

J'aimerais prendre le temps qu'il me reste pour finir d'étayer le troisième point de mon discours, qui porte sur l'organisme national de réglementation des valeurs mobilières dont il est question dans le discours du Trône. On parle de cette question depuis de nombreuses années. Les plus petites provinces s'opposent à l'idée. Elles estiment qu'il revient aux provinces de réglementer ces valeurs sur leur propre territoire.

Imaginons un instant que les provinces renoncent à ce champ de compétence et qu'un organisme national de réglementation des valeurs mobilières soit mis sur pied. Sera-t-il plus actif que l'actuelle Commission des valeurs mobilières de l'Ontario? Voyons les faits.

De 2002 à 2007, l'organisme américain de réglementation...

**La présidente suppléante (Mme Denise Savoie):** Je constate que plusieurs députés souhaitent prendre la parole pour poser des questions ou faire des observations, alors j'aimerais accorder la parole à un autre député.

Le député d'Essex.

**M. Jeff Watson (Essex, PCC):** Madame la Présidente, j'ai écouté attentivement le discours du député. Je le félicite pour son élection à la Chambre. Je suis convaincu qu'il est très soulagé de ne pas avoir été des nôtres lors de la dernière législature, car son chef l'aurait forcé à voter contre le projet de l'écoFiducie, contre la somme de 1,5 milliard de dollars mise de côté par ce gouvernement. La part de l'Ontario s'élevait à 586 millions de dollars et devait servir à retirer du service la centrale au charbon de Nanticoke et à créer une infrastructure pour le réseau électrique est-ouest.

Le député menace de voter contre le discours du Trône parce que M. McGuinty n'a pas utilisé les fonds mis à sa disposition. Peut-il fournir des explications à la Chambre?

**La présidente suppléante (Mme Denise Savoie):** Le député d'Elmwood—Transcona dispose d'une minute pour répondre.

**M. Jim Maloway:** Madame la Présidente, je crois que le député devrait parler à son collègue, le député de Charleswood St. James—Assiniboia, qui est totalement en faveur du réseau électrique est-ouest. Il pourrait lui expliquer certaines choses.

J'aimerais terminer ce que je disais au sujet de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et de son bilan lamentable relativement aux crimes en col blanc. Comme je l'ai mentionné, entre 2002 et 2007, 1 236 personnes ont été reconnues coupables de crime en col blanc par les responsables de la réglementation aux États-Unis. Est-ce que quelqu'un pourrait me dire combien de personnes en Ontario ont été reconnues coupable de ce crime au cours de la même période? Est-ce que quelqu'un veut essayer de le deviner? La réponse est deux. Deux personnes ont été reconnues coupables de ce crime.

En fait, Conrad Black a commis ses crimes en col blanc au Canada pendant que les responsables canadiens dormaient aux commandes. Ce sont les responsables américains qui l'ont reconnu coupable. Les criminels canadiens en col blanc qui ont organisé les scandales et les fraudes de Bre-X et de Norshield s'en sont tirés. Au Canada, les

auteurs de crimes en col blanc ne sont pas poursuivis, à moins que le gouvernement ait l'intention d'embaucher...

**La présidente suppléante (Mme Denise Savoie):** Reprise du débat. Le député de Leeds—Grenville a la parole.

**M. Gord Brown (Leeds—Grenville, PCC):** Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole aujourd'hui avec le député de Prince Edward—Hastings.

C'est pour moi un grand honneur et privilège d'être de nouveau à la Chambre en tant que représentant de la merveilleuse circonscription de Leeds—Grenville. Je veux prendre un instant pour remercier les habitants de ma circonscription de continuer de m'accorder leur confiance, surtout les bénévoles qui ont consacré de nombreuses heures à la réussite de ma campagne. Je suis conscient de l'énorme responsabilité qui m'a de nouveau été confiée.

Dans ma circonscription, nous pouvons étudier et comprendre le Canada rural mieux que personne. On peut définir la circonscription en utilisant des termes comme histoire, agriculture, fabrication, industrie, culture, sécurité, commerce, ressources naturelles, secteur forestier et développement économique. On peut y trouver des endroits historiques aussi grands et bien connus que le canal Rideau, qui est un site du patrimoine mondial, et le fort Wellington, qui a sa propre histoire unique. Pas loin, près de Kingston, il y a le fort Henry.

Chaque collectivité dans Leeds—Grenville a ses propres endroits historiques importants que je ne mentionnerai pas tous, car la liste serait trop longue. Notre secteur agricole comprend une vaste gamme de produits, y compris des produits soumis à la gestion des approvisionnements, comme le poulet, les oeufs et les produits laitiers, et des produits qui n'y sont pas soumis, comme le maïs, les légumes et le boeuf. Bien qu'ils aient été durement touchés par la situation mondiale, comme dans de nombreuses autres circonscriptions au Canada, nos secteurs manufacturier, industriel et forestier ainsi que le secteur des ressources naturelles demeurent des employeurs et des producteurs importants.

Pas plus tard que la semaine dernière, j'ai assisté à l'inauguration d'une nouvelle usine qui acceptait son premier arrivage de matière brute et qui célébrera bientôt sa grande ouverture. Au cours des dernières années, j'ai eu le bonheur de travailler pour la réserve de la biosphère de l'arche de Frontenac et de soutenir cette réserve reconnue par l'UNESCO. Cette réserve augmente la valeur et accroît l'attrait touristique de ma circonscription et des circonscriptions voisines, dans le secteur des magnifiques Mille-Îles.

Malgré sa petite population, compte tenu de sa grande taille, la circonscription de Leeds—Grenville peut se targuer d'avoir une vie artistique et culturelle vibrante et en pleine croissance. C'est ce qui fait que les gens viennent de loin pour la visiter ou pour y travailler.

Mes électeurs s'inquiètent en raison du commerce et de la sécurité. Une grande partie de nos usines fabriquent des produits qui sont envoyés hors du Canada. Le commerce et l'accroissement de notre réseau de partenaires commerciaux sont essentiels au succès de ces industries. Il y a dans ma circonscription deux postes frontaliers qui mènent à des agglomérations urbaines de notre principal partenaire commercial, les États-Unis. Mes électeurs empruntent ces ponts transfrontaliers non seulement pour des raisons commerciales, mais aussi pour rendre visite à des amis ou même à des parents qui vivent de l'autre côté de la frontière. La sécurité et l'ouverture des frontières sont des questions importantes dans Leeds—Grenville.

*L'Adresse*

Finalement, la circonscription dépend du maintien d'un développement économique durable et innovateur, surtout à notre époque où l'économie est changeante. Par le passé, ce développement a bénéficié du soutien du gouvernement fédéral par l'intermédiaire de la Société d'aide au développement des collectivités et de la FedNor.

Quelques autres éléments font de notre circonscription un endroit vraiment unique et remarquable. Ce sont les familles qui choisissent d'y vivre, d'y travailler et d'y élever leurs enfants, les personnes âgées qui choisissent de passer leur retraite dans notre paradis et les collectivités à qui tous ces gens donnent de la vitalité.

C'est en raison de l'appui que m'ont manifesté ces familles, ces personnes âgées et ces collectivités, et de la responsabilité qu'elles m'ont confiée, cet appui et cette responsabilité dont j'ai parlé au début de mon intervention, que j'ai été si heureux d'entendre le discours du Trône prononcé par Son Excellence la très honorable Michaëlle Jean la semaine dernière. Le discours du Trône exprimait la vie, les espoirs et les aspirations des gens de ma circonscription, Leeds—Grenville.

Dans le peu de temps dont je dispose, j'aimerais aborder quelques éléments du discours du Trône que les gens de ma circonscription appuient. Pendant l'été et la campagne électorale, je leur ai expliqué que, très tôt, notre gouvernement avait pris des mesures importantes en prévision des problèmes économiques actuels parce que nous les voyions venir. Bien avant le débâcle économique de cet automne, notre gouvernement a agi dans un certain nombre de domaines, notamment pour réduire les impôts, accorder des incitatifs aux fabricants, protéger les agriculteurs, augmenter les échanges commerciaux et réduire la dette nationale.

Dans le discours du Trône, le gouvernement s'est engagé à travailler à l'échelle internationale en vue de réformer le système financier mondial et à collaborer avec nos alliés et partenaires commerciaux pour revoir et réformer les règles à la base de ce système: voilà de bonnes nouvelles.

● (1745)

Je sais que les habitants de Leeds—Grenville aimeraient voir le Canada partager sa réglementation financière avec le reste du monde pour qu'on puisse éviter une telle situation à l'avenir.

Depuis quelques semaines, je reçois des courriels et des lettres de gens de ma circonscription qui s'inquiètent à l'idée que le Canada pourrait enregistrer un déficit. Ils veulent avoir l'assurance que d'importants déficits à répétition, comme ceux que nous avons connus dans le passé, ne sont pas envisagés. Ils sont encouragés de savoir que le gouvernement a remboursé 37 milliards de dollars de la dette nationale, et qu'ainsi, le Canada est le pays du G7 qui affiche le plus faible rapport dette-PIB.

Contrairement à ce que nous entendons parfois dans cette enceinte, les gens de ma circonscription ne s'inquiètent pas du fait que le gouvernement n'accumule plus d'excédents de 12 milliards. Ils savent que les excédents sont simplement attribuables à des impôts trop élevés. Ce n'est pas de l'argent que le gouvernement est libre d'utiliser à sa guise. Ils savent que notre gouvernement a redonné ces importants excédents aux Canadiens sous la forme de services et de réductions d'impôts.

Ils seront également heureux de constater que notre gouvernement continue d'examiner chaque dépense et chaque programme gouvernemental pour s'assurer d'optimiser l'emploi des deniers publics et d'investir dans des programmes dont les Canadiens ont besoin.

Leeds—Grenville ressemble à beaucoup d'autres circonscriptions dans le centre industriel du Canada en ce sens qu'elle a participé à la restructuration des industries manufacturières. Cela pourrait être une nouvelle dévastatrice si notre gouvernement ne s'était pas engagé à recycler et à aider les travailleurs, jeunes et moins jeunes, à acquérir les compétences dont ils ont besoin pour demeurer actifs sur le marché du travail, engagement qui a encore une fois été réitéré dans le discours du Trône.

Dans le discours, notre gouvernement réitère aussi son engagement à l'égard des métiers spécialisés en encourageant les travailleurs et les employés. Nous avons déjà pris des mesures pour les aider grâce à des allègements fiscaux et nous prendrons d'autres mesures d'ici peu, comme nous l'avons promis durant la campagne électorale.

Le printemps et l'été derniers, nous avons vu une hausse sans précédent du prix de l'essence et du carburant diesel, suivie d'une chute spectaculaire.

Leeds—Grenville est une circonscription rurale. Il est presque impossible de vivre sans avoir de voiture, car il n'y a pas de transport en commun comme dans les grands centres urbains. Des centaines de gens doivent parcourir de longues distances pour se rendre au travail. Les marchandises doivent être transportées d'un endroit à l'autre dans la circonscription et elles doivent être apportées jusque chez nous par camion. Beaucoup d'autres gens travaillent dans le domaine des transports. En cas d'urgence, nous ne sommes pas à quelques coins de rue de l'hôpital ou de la caserne de pompiers, mais bien à des kilomètres. Il faut même parfois se rendre dans une autre localité.

Bref, le coût de l'essence et du carburant diesel a une incidence sur la vie des résidents de Leeds—Grenville et ceux-ci n'ont aucune autre possibilité. C'est la raison pour laquelle ils ont rejeté la taxe sur le carbone, et c'est la raison pour laquelle ils vont toujours la rejeter. Ces personnes ont besoin d'essence, de carburant diesel et d'autres sources d'énergie dans le cadre leurs activités quotidiennes.

Les résidents de Leeds—Grenville se préoccupent aussi de l'énergie. Ils veulent que nos sources d'énergie soient sûres et ils veulent pouvoir faire un budget pour leurs besoins en énergie. Ils veulent aussi que leur gouvernement aide à assurer notre approvisionnement énergétique.

Les résidents de ma circonscription se préoccupent également de l'environnement. Ils font leur possible pour réduire leur consommation énergétique parce que c'est la chose à faire, mais il y a une limite à ce qu'ils peuvent faire de leur propre chef. Ils seront heureux de voir que l'engagement que nous avons pris de réduire les émissions de gaz à effet de serre au Canada se poursuit. Ils seront également heureux d'apprendre que nous allons travailler en leur nom afin de trouver des façons de contrôler les changements climatiques, tant au niveau institutionnel qu'au moyen de solutions qui leur permettront de participer et ainsi faire leur part sans subir un grave préjudice économique.

Contrairement à d'autres, les résidents de ma circonscription s'attendent à ce que les gouvernements et les autorités en place prennent des mesures afin de pouvoir aller de l'avant d'une façon positive. Mes électeurs semblent heureux du contenu du discours du Trône. Depuis le début, notre gouvernement s'est engagé à continuer d'assurer la sécurité des Canadiens en prévoyant des peines plus sévères dans le cas d'infractions criminelles graves, et je suis heureux de voir que cet engagement a été renouvelé dans le discours du Trône.

*L'Adresse*

Je pourrais poursuivre d'une façon beaucoup plus détaillée, mais je voulais simplement présenter le contexte qui prévaut dans ma circonscription — ce que je pense avoir fait — et présenter la situation des personnes qui y vivent et qui y travaillent, tout en expliquant pourquoi ces contribuables travailleurs et respectueux des lois, ainsi que moi-même, appuyons le discours du Trône.

• (1750)

**L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.):** Madame la Présidente, je félicite le député de sa réélection à la Chambre. Il représente vraiment l'une des plus belles circonscriptions dans tous le pays. J'y étais en fin de semaine, et elle est presque aussi belle que celle de Scarborough—Guildwood.

Je suppose que, puisque sa circonscription dépend grandement du tourisme, le député a dû être très déçu de constater que cette question n'était pas du tout abordée dans le discours du Trône. Comme sa circonscription dépend grandement du tourisme, et surtout des touristes américains, il a dû être encore plus troublé de constater qu'il n'y était fait aucunement mention de la possibilité de remplacer ces touristes américains, qui ne reviendront pas ici avant longtemps, par, disons, des touristes chinois.

Il a dû être bouleversé de constater qu'il n'y avait pas de mention de négociations avec la Chine pour l'obtention du statut de destination approuvée. En effet, le Canada n'est même pas sur la liste, même si 134 pays ont déjà le statut de destination approuvée.

Mon collègue doit trouver que le discours du Trône ne répond certainement pas aux besoins des habitants de Leeds—Grenville, qui dépendent grandement du tourisme.

Le député ne trouve-t-il pas que si le premier ministre avait effectivement prévu ce ralentissement économique, il a été très silencieux à cet égard pendant la campagne électorale?

• (1755)

**M. Gord Brown:** Madame la Présidente, je tiens également à féliciter le député pour sa réélection. Je suis content qu'il ait pris le temps de visiter la circonscription de Leeds—Grenville.

J'ai travaillé pendant de nombreuses années dans le secteur du tourisme que je connais très bien.

Je suis heureux de voir que notre gouvernement continue de travailler sur les questions frontalières. Je sais que le député participe très activement au Groupe interparlementaire Canada—États-Unis et qu'il connaît l'importance de bon nombre des projets visant à faciliter le passage transfrontalier des personnes.

Concernant sa question au sujet du statut de destination approuvée par la Chine, les exploitants d'entreprises touristiques de ma circonscription me disent que le Canada accueille de plus en plus de visiteurs chinois.

[Français]

**M. Christian Ouellet (Brome—Missisquoi, BQ):** Madame la Présidente, je profite de l'occasion pour vous féliciter pour votre poste à la présidence. De plus, je désire remercier mes électeurs, qui ont bien voulu de nouveau me faire confiance.

Malheureusement, je ne vis pas dans un comté comme celui du député de Leeds—Grenville. Ce dernier vit au paradis. Il nous a même dit qu'il vivait au paradis. C'est merveilleux de vivre dans un paradis, parce qu'il n'est pas affecté, lui, par les choses qui affectent le reste de la population du Canada. Il a dit que les réductions de taxes étaient tout à fait correctes. Pourtant, chez nous, cela n'a pas créé d'emplois et cela n'a pas aidé les manufactures dans mon comté, Brome—Missisquoi, à rester en vie. Il a aussi dit que les déficits

étaient quelque chose qu'il ne fallait absolument pas avoir. Pourtant, dans toutes les crises, les gouvernements ont créé des déficits afin d'être en mesure de passer au travers, à condition que ce soit un petit déficit.

La présidence me fait signe que je dois conclure. J'aimerais donc qu'il me dise pourquoi les taxes n'ont pas d'effet sur son comté.

[Traduction]

**M. Gord Brown:** Madame la Présidente, j'aimerais moi aussi féliciter le député pour sa réélection. Je suis content qu'il apprécie l'honneur que j'ai de représenter un si beau coin de pays où se trouvent également les Mille-Îles. J'imagine qu'il a déjà visité cette région et je l'encourage à y retourner.

Le fait est que le gouvernement a pris des mesures pour venir en aide aux entreprises partout au pays en leur accordant des réductions d'impôt avant que ne sévise la crise économique actuelle. Nous avions prévu le coup et avons pris les mesures nécessaires, des mesures qui permettent aux entreprises canadiennes de poursuivre leurs activités et de garder leurs effectifs.

**M. Daryl Kramp (Prince Edward—Hastings, PCC):** Madame la Présidente, je suis très honoré de prendre la parole aujourd'hui au sujet du discours du Trône.

Si vous m'accordez quelques instants, j'aimerais d'abord profiter de l'occasion pour remercier ma famille de son soutien au cours de la dernière campagne électorale. Ma femme, Carol Ann, et mes trois filles, Kari, Taryl et Shelby, ainsi que leurs conjoints, m'ont offert un soutien indéfectible et des encouragements constants.

Je souhaite remercier mon équipe de campagne, les bénévoles, les donateurs et l'exécutif de mon association de circonscription pour leur travail incroyable et les efforts qu'ils ont déployés lors de la récente campagne.

Par-dessus tout, je dois saluer les électeurs de Prince Edward—Hastings et les remercier de m'avoir accordé de nouveau leur confiance pour les représenter à Ottawa.

Aujourd'hui, je parcours la Chambre du regard. J'ai écouté la période des questions. Je félicite tous les députés qui ont été réélus ainsi que les nouveaux députés. Je suis impatient de travailler avec chacun d'entre eux et j'espère que nous saurons mettre de côté nos intérêts partisans pour nous concentrer sur les vraies priorités qui comptent aux yeux des Canadiens.

Nous sommes d'accord pour dire que, à l'heure actuelle, tant à l'étranger que sur le plan intérieur, c'est l'économie qui suscite l'inquiétude des Canadiens. Notre gouvernement s'est montré prêt en exposant une approche en cinq volets pour garantir la sécurité économique du Canada, à savoir la réforme du secteur financier mondial, la saine gestion des finances publiques, la sécurité d'emploi pour les familles, la promotion de l'investissement et du libre-échange et l'augmentation de l'efficacité de l'action gouvernementale.

Le gouvernement fait preuve de leadership dans le système financier international en prenant l'initiative d'établir de saines pratiques qui ont protégé les Canadiens des pires aspects de la crise économique qui sévit actuellement dans le monde. Le gouvernement a beaucoup fait au cours des quelques dernières années pour établir des assises financières solides en introduisant des pratiques budgétaires responsables et en réduisant la dette et les impôts de façon importante, aidant ainsi le consommateur moyen et maintenant le Canada à flot dans la turbulence des eaux internationales.

*L'Adresse*

Pour l'avenir, nous poursuivons notre collaboration avec les dirigeants du G20 concernant l'examen des règles et des institutions qui sous-tendent l'ensemble du système financier international. Notre gouvernement a également annoncé son intention de collaborer, ici au Canada, avec les provinces pour établir un organisme unique de réglementation des valeurs mobilières.

À titre de député de Prince Edward—Hastings, je suis fier d'avoir l'honneur de représenter l'une des plus belles des nombreuses circonscriptions du Sud de l'Ontario. Il s'agit d'une région qui affiche une grande diversité, comme ceux qui ont eu l'occasion de la parcourir pourront en témoigner. Elle englobe les villages ruraux de North Hastings, le secteur urbain de la ville de Belleville, les territoires de la fière nation mohawk et les terres fertiles du comté de Prince Edward, le comté, comme nous l'appelons tout simplement.

Cette région est le microcosme du Canada. Elle englobe des zones de développement urbain, des zones manufacturières, de petites entreprises, des industries, des exploitations agricoles, des lieux touristiques et la présence de Premières nations.

Je vais mettre l'accent sur certains des objectifs prioritaires définis dans le discours du Trône ainsi que sur les avantages qu'ils comportent pour ma circonscription et d'autres, à mesure que nous poussons plus loin les initiatives lancées dans notre premier mandat.

Tout comme moi, mon gouvernement se rend compte que l'économie n'est pas tout simplement une abstraction fondée sur des chiffres. L'économie est en tout premier lieu axée sur les gens. Ainsi, il ressort du discours du Trône que le gouvernement continue d'affirmer sa volonté de venir en aide aux familles canadiennes, aux collectivités et aux entreprises créatrices d'emplois.

Je continue de croire que l'éducation constitue la clé du succès des citoyens, des familles et des collectivités. Le gouvernement a reconnu cette réalité en proposant un nouveau programme intégré de subventions aux étudiants qui entrera en vigueur à l'automne 2009. Je suis également ravi de voir que notre gouvernement s'emploie à ce que les Autochtones aient accès aux mêmes possibilités que les autres Canadiens en matière d'éducation.

En outre, nous travaillons fort pour répondre aux besoins des agriculteurs. Nous savons que le secteur de l'élevage connaît de grandes difficultés, notamment les secteurs bovin et porcin, et, de ce fait, des modifications sont apportées aux lois concernant l'agriculture. Je crois sincèrement que ces modifications aideront à remédier à la situation. Le gouvernement met actuellement en oeuvre la nouvelle vision Cultivons l'avenir, destinée à bâtir l'agriculture de demain pour soutenir les agriculteurs et le secteur agricole canadiens.

Notre réussite repose sur un climat d'affaires favorable, non seulement dans la circonscription de Prince Edward—Hastings, mais aussi dans l'ensemble du Canada.

Grâce à Avantage Canada, à notre plan économique et à nos récents budgets, nous avons fait des progrès considérables pour créer un climat d'affaires susceptible de promouvoir l'investissement à long terme, l'innovation et la création d'emplois dans l'ensemble des secteurs de l'économie canadienne. Notre gouvernement a déjà baissé les impôts pour réduire les coûts des entreprises, pour les aider à soutenir la concurrence et pour créer des emplois. D'ici 2012-2013, le gouvernement du Canada aura accordé au secteur manufacturier plus de 9 milliards de dollars en allégements fiscaux.

● (1800)

Dans la circonscription de Prince Edward—Hastings, les petits entrepreneurs et les travailleurs du secteur touristique ont bénéficié grandement de la réduction de la TPS.

Grâce à Chantiers Canada, un plan gouvernemental sans précédent, nous fournissons un financement à long terme stable et prévisible en vue de répondre aux besoins en infrastructures aux quatre coins du Canada, parce que nous savons que des infrastructures modernisées contribuent à renforcer l'économie et à assainir l'environnement.

Dans Prince Edward—Hastings seulement, le remboursement des recettes tirées de la taxe sur l'essence est de l'ordre de quelque 15 millions de dollars. Cet argent sert à répondre aux besoins en infrastructures des municipalités des quatre coins de la circonscription et du Canada.

Pour assurer la prospérité du Canada, il ne suffit pas de relever les défis actuels. Il faut bâtir pour demain une économie dynamique, génératrice de croissance et de bons emplois.

Le gouvernement a indiqué qu'il travaillera avec l'industrie à appliquer le savoir-faire scientifique et technologique canadien de pointe à la création de nouvelles solutions d'affaires.

Nous avons déjà vu un bel exemple de l'engagement du gouvernement dans ma circonscription, en ce qui concerne la société biopharmaceutique, Bioniche Life Sciences. Bioniche a reçu des fonds du gouvernement fédéral au fil des ans, y compris des prêts remboursables de 15 millions de dollars pour l'aider à mettre au point un vaccin révolutionnaire pour le bétail. Ce vaccin aidera à réduire la prolifération d'une souche dangereuse d'E. coli.

Comme j'ai longtemps eu une entreprise, je sais qu'il est impératif d'avoir des pratiques rentables pour réussir. Je suis fier de dire que notre gouvernement comprend cela et qu'il s'est engagé à adopter des pratiques commerciales modernes, axées moins sur les processus et davantage sur les résultats, tout en contrôlant les dépenses publiques et en respectant les priorités. Les contribuables canadiens ne méritent rien de moins.

Ils méritent aussi qu'on protège l'avenir du Nord. Notre gouvernement a pris des engagements en ce qui concerne l'Arctique. Il renforce la souveraineté du Canada et protège l'environnement tout en prenant des mesures pour relever les défis uniques et saisir les possibilités qui se présentent à nous dans cette région, dans le cadre de la stratégie intégrée pour le Nord.

Ce dossier me tient à coeur et, en juin 2008, j'ai présenté un projet de loi d'initiative parlementaire visant à protéger la souveraineté du Canada dans l'Arctique. La motion demandait que la voie de navigation entre les océans Pacifique et Atlantique soit rebaptisée le passage canadien du Nord-Ouest, un nom qui reflète fidèlement notre histoire et notre souveraineté.

Le gouvernement comprend que la prospérité économique du Canada ne peut pas être durable sans un environnement sain, tout comme les progrès dans le domaine de l'environnement ne peuvent pas se faire sans une économie saine. Le gouvernement s'est engagé à réduire les émissions totales de gaz à effet de serre du Canada d'ici 2020 et il travaille avec les provinces et nos partenaires internationaux à l'adoption d'objectifs réalistes et atteignables.

*L'Adresse*

Un des avantages d'un avenir économique sûr, c'est la possibilité que nous avons de devenir propriétaires et d'avoir un logement abordable. C'est ce que veut le gouvernement. En passant par l'intermédiaire de la SCHL, nous nous sommes engagés à acheter jusqu'à 75 milliards de dollars de prêts hypothécaires assurés d'ici la fin de l'exercice financier.

Je me souviens très bien de l'époque où Carol Ann et moi avons construit notre première maison. Je sais que c'est un moment excitant pour un jeune couple et je suis heureux de voir que le gouvernement s'est engagé à aider les Canadiens à réaliser leurs rêves.

Le gouvernement soutient de nombreux Canadiens qui ont besoin d'un logement et il tient la promesse qu'il a faite d'aider ceux qui cherchent à se sortir du cycle de l'itinérance et de la pauvreté. Ainsi, 505 projets dans tout le Canada se sont partagés 150 millions de dollars provenant de la stratégie gouvernementale des partenariats de lutte contre l'itinérance. Dans Prince Edward—Hastings, plus de 2 millions de dollars ont été accordés à des partenaires qui contribuent financièrement eux-mêmes.

Les Canadiens doivent avoir l'assurance qu'ils sont en sécurité dans leur foyer et dans leur collectivité. Nous prendrons des mesures fermes contre la criminalité et travaillerons avec nos partenaires. La sécurité des Canadiens est hautement prioritaire et, à ce titre, nous continuerons la mise en oeuvre de notre programme de lutte contre la criminalité.

En tant que membre du comité législatif qui a étudié la Loi sur la lutte contre les crimes violents, j'ai pu constater moi-même l'engagement du gouvernement en faveur de la sécurité des Canadiens. La sécurité signifie aussi la sécurité nationale et notre sécurité dépend en dernier ressort du respect de la liberté, de la démocratie, des droits de la personne et de la primauté du droit.

Nous reconstruisons les Forces armées canadiennes. Nous devons à nos militaires de faire en sorte qu'ils ont un matériel efficace et à la fine pointe de la technologie.

J'attends avec impatience de travailler avec tous les députés à renforcer notre position et à faire en sorte que les Canadiens deviennent un peuple plus fort et plus uni qu'auparavant.

• (1805)

**M. John Cannis (Scarborough-Centre, Lib.):** Madame la Présidente, je félicite le député de Prince Edward—Hastings pour sa réélection. Je suis d'accord avec lui lorsqu'il dit que le problème qui nous préoccupe tous, au Canada comme à l'étranger, c'est l'économie. J'espérais apprendre avec force détails quelles mesures le gouvernement comptait prendre pour aller de l'avant. Cependant, comme le député de Leeds—Grenville, il s'est contenté de parler de tourisme. Je tiens à revenir sur ce sujet.

Je me souviens de l'époque où j'occupais le poste de secrétaire parlementaire de John Manley. Nous avons créé une société chargée du développement touristique au Canada. Nous avons créé cet organisme par une loi. J'ai contribué à faire adopter le projet de loi. Nous avons investi dans les intervenants. Notre industrie touristique était vraiment en pleine croissance à l'époque. Un des principaux éléments de notre stratégie était une remise de la TPS pour les touristes.

Le gouvernement conservateur a pris le pouvoir et il a tout supprimé. Pour stimuler l'économie, le député est-il disposé à parler au gouvernement et au premier ministre afin qu'ils ressuscitent ce programme pour motiver et stimuler l'industrie touristique? Va-t-il le faire?

• (1810)

**M. Daryl Kramp:** Madame la Présidente, je peux parler avec une certaine compétence de la question de la remise de TPS. Je suis actif dans le secteur du tourisme depuis plus de 35 ans. Je dirais que cette question a deux volets. Le premier concerne les dépenses courantes, les sommes de 5 \$, 10 \$, 100 \$ et 200 \$ déboursées ici et là. Pour être franc, il est fastidieux et coûteux pour les gens d'obtenir un remboursement de 10 \$, 12 \$, 15 \$ ou 20 \$ et pour le gouvernement de les verser. Cela ne permet pas d'atteindre l'objectif et n'a été intéressant pour personne.

Toutefois, s'agissant de la clientèle des gros congrès, des événements d'importance, oui, le député a un très bon argument. Je crois vraiment que le gouvernement l'a reconnu grâce à la contribution de tous les députés à la Chambre. Nous avons présenté une motion proposant que les grands centres de congrès et tout le secteur des congrès soient exempts de la TPS.

[Français]

**M. Yves Lessard (Chambly—Borduas, BQ):** Madame la Présidente, je voudrais que mon collègue m'éclaire. Par suite des interventions des deux derniers députés conservateurs, je crois comprendre qu'ils résident dans des circonscriptions que je qualifierais de « téflon »: rien ne prend dans ces circonscriptions. Ils ont été à l'abri, sauf erreur, du déclin de l'industrie manufacturière et ils sont aussi immunisés contre la crise qui a cours dans l'industrie forestière. La question des aînés ne semble pas créer un problème chez eux; probablement qu'ils en ont, mais ils ont tous leur sécurité du revenu et, j'imagine, le supplément aussi.

J'essaie de comprendre pourquoi on nous a présenté un tel discours du Trône. On ne nous parle pas des banques alimentaires grâce auxquelles de plus en plus de travailleurs à temps plein se nourrissent. Eux ont l'air exempts de cela. On ne parle pas de toute la question de la pauvreté en général et de la pauvreté particulièrement chez les enfants et les femmes.

Je voudrais qu'on me dise si j'ai bien compris que chez eux, c'est un microcosme où ils sont exempts de tout ce qui nous frappe au niveau de la pauvreté et de la misère.

[Traduction]

**M. Daryl Kramp:** Madame la Présidente, je peux assurer au député que je ne suis pas recouvert de téflon. Si c'était le cas, rien ne me toucherait. Honnêtement, je prends très au sérieux mes responsabilités de député, et quand on me fait part d'observations, de situations ou de problèmes qui sont importants aux yeux des gens de ma circonscription, je les prends à coeur et j'agis de façon responsable. Les propos du député me froissent quelque peu.

Je voudrais préciser au député que, bien que j'aie moi-même travaillé dans l'industrie de l'accueil, des services et du tourisme, elle occupe peu de place dans ma circonscription. Dans tout le Nord de cette dernière, région qui est tributaire de l'exploitation forestière, le taux de chômage est de 14 à 16 p. 100. Dans ma circonscription, l'activité manufacturière est surtout concentrée dans le secteur de l'automobile et les usines de pièces. L'industrie agroalimentaire a vu disparaître les installations de mise en conserve et de traitement des légumes.

Je peux assurer au député que je vois les problèmes de mes propres yeux et que c'est une des raisons pour lesquelles je suis ici pour obtenir des résultats pour ces gens et les gens comme eux d'un bout à l'autre de ce pays.

*L'Adresse*

[Français]

**M. Yves Lessard (Chambly—Borduas, BQ):** Madame la Présidente, j'aurai l'honneur de partager le temps dont je dispose avec le député de Sherbrooke.

Je suis particulièrement heureux d'intervenir à ce moment-ci. Tout d'abord, cela me donne évidemment l'occasion de remercier les électeurs de Chambly—Borduas qui m'ont élu pour une troisième fois, et par plus de 21 000 voix de majorité. Je le souligne parce que ce n'est pas seulement en mon honneur, mais c'est parce qu'ils font particulièrement confiance au Bloc québécois et à la façon dont il travaille ici, avec un programme que nous avons l'occasion de présenter chaque fois que nous intervenons. J'assure aussi de nouveau mes électeurs, qui m'ont accordé cette confiance, que je travaillerai avec toute mon énergie et avec rigueur, comme j'ai promis de le faire.

On a vu, lors des interventions récentes de nos deux collègues conservateurs, que ce discours du Trône ne reflète pas la réalité de la majorité des circonscriptions ni même de leurs propres circonscriptions. La dernière intervention de notre collègue conservateur vient démontrer que leurs circonscriptions vivent les mêmes réalités que chacune des nôtres. Pourtant, le discours du Trône n'exprime pas ces besoins.

Parmi les députés élus du Québec, les deux tiers sont du Bloc. C'est donc dire que, de façon très nette, les électeurs du Québec ont rejeté ce que les conservateurs leur proposaient de plus mauvais. Pourtant, c'est ce qu'ils nous ramènent dans le discours du Trône, même cela a été rejeté à 78 p. 100. J'ai parlé des 49 députés du Bloc, mais il y a 14 députés libéraux et un député néo-démocrate. Le Parti conservateur a perdu un député. Si on fait le calcul comme pour une partie de football — on est dans la période des éliminatoires —, cela fait 65 à 10. C'est toute une dégelée!

Les Québécois ont donné cette dégelée aux conservateurs parce qu'ils rejetaient ce qu'il y avait de plus mauvais. Or c'est ce qu'on retrouve dans le discours du Trône. Les conservateurs persistent dans leurs coupes en culture. Pour le Québec, cela représente 314 000 emplois, 16 000 emplois dans ma propre circonscription. Ils persistent dans leur volonté d'imposer une loi répressive contre les jeunes contrevenants. Encore là, on sait que le Québec a une loi tout à fait particulière pour prévenir le crime. Ils persistent à vouloir créer une commission fédérale unique des valeurs mobilières. Ils ne mentionnent même pas le mot « Kyoto ». Ils persistent à vouloir réduire le poids du Québec dans la confédération canadienne. Ils promettent de multiplier les intrusions dans les compétences du Québec, en santé et en éducation. Il n'y a rien sur le déséquilibre fiscal. On a corrigé une partie du déséquilibre fiscal avec tous les efforts faits par le Bloc ici, à la Chambre, mais il reste encore un bon parcours à faire. Ils veulent continuer de soutenir l'énergie nucléaire et les achats militaires sans aucune balise.

Or tout cela est présenté après que le Québec ait rejeté très majoritairement ce que les conservateurs proposaient. En ce qui a trait au reste du Canada, ça le regarde. En effet, ailleurs, les conservateurs sont majoritaires. Ils n'ont donc pas du tout compris le message.

Nous, nous voulons être positifs. Nous allons leur dire que s'ils n'ont pas compris, nous reviendrons à la charge. Nous proposerons des mesures réalistes qui veulent concilier les réalités représentées ici par l'ensemble des députés. D'ailleurs, les conservateurs nous ont invités avec insistance à leur faire des suggestions. Le Bloc a donc fait des propositions pour contrecarrer cette crise économique.

● (1815)

Nous pensons qu'il est temps d'agir, et nous avons les moyens d'agir...

**La présidente suppléante (Mme Denise Savoie):** Je regrette de devoir interrompre le député de Chambly—Borduas.

[Traduction]

Si les députés veulent tenir une réunion, je leur demande de sortir de la Chambre.

[Français]

**M. Yves Lessard:** Madame la Présidente, ce que vous venez de faire est un bon exemple à suivre, et je l'apprécie.

Alors, je reprends où j'en étais. Le Bloc québécois propose de façon concrète un plan réaliste. Ce serait un plan de relance sur deux ans de sorte qu'on puisse y investir 23 milliards de dollars, une somme qui pourra être dépensée sans accroître la dette portant intérêt et aussi sans créer de déficit récurrent. Ce seront donc des mesures temporaires pour passer au travers de la crise comme telle.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Yves Lessard:** Madame la Présidente, je vais vous demander d'intervenir à nouveau si cela continue, parce que c'est difficile de se concentrer lorsqu'on intervient comme cela.

● (1820)

[Traduction]

**La présidente suppléante (Mme Denise Savoie):** J'ai déjà dit aux députés que s'ils voulaient tenir une réunion, ils devaient le faire à l'extérieur de la Chambre. C'est très difficile de se concentrer dans ces conditions.

[Français]

Le député de Chambly—Borduas a la parole.

**M. Yves Lessard:** Madame la Présidente, je vous remercie. Donc, le gouvernement a, dans les faits, une marge de manœuvre de plus de 27 milliards de dollars, dont 23 milliards de dollars pourraient être affectés à la crise économique, et 4 milliards de dollars — et quelques centaines de millions — pour prévoir un fonds de réserve sécuritaire.

Où irions-nous puiser cet argent? D'abord, il y a toute la question des paradis fiscaux. Il y a aussi la question des pétrolières et du traitement privilégié qu'on leur accorde, de même que l'économie de dépenses pour le fonctionnement de l'appareil gouvernemental — toujours sans faire de mise à pied.

Je rappelle que les actifs financiers d'Ottawa, depuis le 31 mars 2008 jusqu'au moment où l'on se parle, sont de 176 milliards de dollars.

Je vais aller au plus court. Dans notre plan, on prévoit des mesures immédiates sans coûts budgétaires, des mesures pour les entreprises mais également pour les gens, comme je l'ai indiqué un peu plus tôt.

Parlons des surplus. Il y a un surplus de 3,8 milliards de dollars en 2008-2009. Un déficit de 1 milliard de dollars est prévu en 2009-2010 et des surplus de 4,4 milliards de dollars sont annoncés pour 2010-2011. C'est bien de le rappeler pour dire d'où l'on part présentement.

Les surplus sont échelonnés sur trois ans, et la marge de manœuvre passe donc de 16,9 milliards de dollars — aussi bien dire 17 milliards de dollars — à 7 milliards de dollars, une diminution de 9,7 milliards de dollars. C'est donc tout près de 10 milliards de dollars au cours des trois dernières années. Cela est entre autres dû à la réduction de la TPS par le gouvernement. Ainsi, volontairement, le gouvernement s'est privé de revenus. Encore une fois, il faut partir de cette situation.

Pour ce qui est des dépenses bureaucratiques, nous pouvons les réduire de tout près de 7 milliards de dollars. Ces dépenses étaient de l'ordre de 74 milliards de dollars — en termes d'augmentations au cours des neuf dernières années. Il faut également resserrer les règles additionnelles sur deux ans.

En ce qui concerne la lutte contre les paradis fiscaux, il faudrait revoir la fiscalité des pétrolières. Il y a donc 6 milliards de dollars pour les deux prochaines années. Pour ce qui est des actifs gouvernementaux, comme je le disais plus tôt, il y a là aussi une marge de manœuvre intéressante.

Je m'arrête là bien qu'on puisse aller dans les détails aussi. Si le gouvernement avait fait ses devoirs comme il le faut, il aurait également prévu d'investir dans ce que j'appellerais le « filet de sécurité social » pour les personnes qui sont le plus durement touchées par cette crise, et il s'agit particulièrement des chômeuses et des chômeurs, des personnes qui vont être au chômage et celles qui le sont déjà. À cet égard, nous demandons au gouvernement d'évaluer et d'analyser très sérieusement la proposition que nous avons déposée.

• (1825)

**M. Serge Cardin (Sherbrooke, BQ):** Madame la Présidente, permettez-moi de féliciter mon collègue pour toute l'attention qu'il a portée aux besoins de la population de sa circonscription pendant la campagne électorale. Les députés du Bloc québécois sont effectivement proches de la population, de leurs besoins et de leurs aspirations.

Pendant la campagne électorale qui vient de se terminer, il était évident que les besoins étaient importants. Il y a des personnes qui vivent vraiment des situations difficiles. Présentement, le gouvernement a les moyens d'y remédier, comme il avait les moyens d'y remédier antérieurement. Toutefois, il n'a jamais voulu bouger. Il est resté sourd aux revendications du Québec. Il est resté sourd aux propositions que le Bloc québécois lui a faites depuis qu'il est au pouvoir. À toutes fins pratiques, le Bloc québécois constituait pour le gouvernement un des meilleurs conseillers de cette Chambre. De plus, on ne lui chargeait rien.

Je demande ceci à mon collègue. Après avoir été réellement à l'affût de tous les besoins et de toutes les aspirations des gens de sa circonscription face aux problèmes qu'ils vivaient, que ce soit au niveau de l'industrie manufacturière, peut-être moins au niveau de la foresterie dans son cas, mais aussi au niveau de la culture, d'élaborer au sujet de ce qu'il a appris pendant cette campagne électorale, choses qu'il savait déjà, j'en suis persuadé.

**M. Yves Lessard:** Madame la Présidente, je remercie mon collègue de Sherbrooke, qui est, à mon avis, un député modèle depuis qu'il siège ici, en cette Chambre. De plus, il est très inspirant

### L'Adresse

dans tous les travaux qu'il fait auprès de notre équipe et des autres collègues de la Chambre. Sa question est des plus pertinentes.

Chambly—Borduas, c'est un lieu de culture. Les gens de l'extérieur qui connaissent un tant soit peu cette région y retrouvent toutes les formes d'art. Comme je l'ai mentionné un peu plus tôt, 16 000 emplois sont dus à la culture. Je donnerai un exemple au niveau du rayonnement. Nous avons une troupe de théâtre qui s'appelle l'Arrière Scène et qui se spécialise dans le théâtre pour enfants. C'est une troupe qui ne se limite pas à donner des représentations que dans la circonscription, au Québec ou dans les reste du Canada. Elle va un peu partout dans le monde.

Les coupures qui ont été faites par le gouvernement conservateur vont priver cette troupe de théâtre de pouvoir s'exprimer ailleurs dans le monde. Elle est allée sur tous les continents. L'hiver prochain, elle devait aller en Europe de l'Est pour y donner des représentations. Les membres de la troupe ne pourront pas y aller à cause de ces coupures.

Si chaque député se donne la peine de regarder les conséquences engendrées par ces coupures dans leur circonscription et qu'ils en parlent avec leurs électeurs, ils seront assez surpris de voir l'impact que cela a sur le rayonnement de la culture, qui est l'expression même de leur propre milieu.

[Traduction]

**M. Bruce Stanton (Simcoe-Nord, PCC):** Madame la Présidente, je sais qu'il nous reste très peu de temps. Les observations de mon collègue d'en face, et l'intérêt qu'il manifeste à l'égard du développement économique, m'ont beaucoup intéressé. Je me demande toutefois pourquoi son parti et lui-même n'appuient pas un discours du Trône qui réaffirme justement notre soutien à un organisme de développement économique très puissant qui est important pour le Québec et réaffirme les nombreuses mesures prises par le gouvernement pour renforcer l'économie du Québec. Il dénonce l'orientation du gouvernement, mais je ne comprends pas pourquoi son parti et lui n'appuient pas ce discours.

[Français]

**M. Yves Lessard:** Madame la Présidente, je croyais que le député avait bien compris que nous avons un mandat très clair de ne pas entériner des mesures contraires à l'intérêt public et à l'intérêt commun. On n'a pas là des mesures qui soutiennent concrètement le développement régional par rapport aux réalités de chacune des régions, contrairement à ce que le député soutient. Qu'il pense à son propre comté et qu'il analyse le discours du Trône. Qu'il vienne nous dire par la suite quelles sont les mesures concrètes qui permettront le développement économique de sa région afin de conserver des emplois et, en même temps, protéger les gens les moins pourvus de notre société. Il viendra nous en reparler par la suite.

• (1830)

[Traduction]

**La présidente suppléante (Mme Denise Savoie):** Comme il est 18 h 30, la Chambre s'ajourne à demain, à 10 heures, conformément au paragraphe 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 30.)



## TABLE DES MATIÈRES

Le mercredi 26 novembre 2008

### DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

<b>La circonscription de West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country</b>	
M. Weston (West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country).....	277
<b>La circonscription d'Eglinton—Lawrence</b>	
M. Volpe.....	277
<b>La municipalité de L'Assomption</b>	
M. Dufour.....	277
<b>La condition féminine</b>	
Mme Hughes.....	278
<b>Le brise-glace</b>	
M. Hoback.....	278
<b>John Graham MacInnes</b>	
M. Eyking.....	278
<b>La conservation des zones naturelles</b>	
Mme McLeod.....	278
<b>Karine Sergerie</b>	
Mme Freeman.....	278
<b>La violence à l'égard des femmes</b>	
Mme Glover.....	279
<b>La caserne Kapyong</b>	
Mme Neville.....	279
<b>L'industrie forestière</b>	
M. Harris (Cariboo—Prince George).....	279
<b>Les personnes âgées</b>	
M. Marston.....	279
<b>Le Rouge et Or</b>	
M. Petit.....	280
<b>L'assurance-emploi</b>	
M. Lessard.....	280
<b>La lutte contre la pauvreté</b>	
M. Regan.....	280
<b>Le député de Markam—Unionville</b>	
M. Tweed.....	280

### QUESTIONS ORALES

<b>L'économie</b>	
M. Dion.....	280
M. Menzies.....	281
M. Dion.....	281
M. Menzies.....	281
M. Dion.....	281
M. Clement.....	281
M. Easter.....	281
M. Hill.....	281
M. Easter.....	281
M. Hill.....	281
<b>L'environnement</b>	
M. Duceppe.....	282

M. Prentice.....	282
M. Duceppe.....	282
M. Prentice.....	282
M. Bigras.....	282
M. Prentice.....	282
M. Bigras.....	282
M. Prentice.....	282

### L'économie

M. Layton.....	282
M. Menzies.....	282
M. Layton.....	282
M. Menzies.....	283

### Le secteur de l'automobile

M. Layton.....	283
M. Clement.....	283
M. Valeriote.....	283
M. Clement.....	283
M. Valeriote.....	283
M. Clement.....	283
M. Coderre.....	283
M. Flaherty.....	283
M. Coderre.....	283
M. Flaherty.....	283

### Les programmes gouvernementaux

Mme Brunelle.....	284
Mme Raitt.....	284
Mme Brunelle.....	284
M. Paradis.....	284

### L'industrie forestière

M. Roy.....	284
Mme Raitt.....	284

### L'économie

Mme Bourgeois.....	284
M. Flaherty.....	284

### L'industrie forestière

Mme Murray.....	284
Mme Raitt.....	284
Mme Murray.....	285
Mme Raitt.....	285
M. D'Amours.....	285
Mme Raitt.....	285
M. D'Amours.....	285
Mme Raitt.....	285

### La défense nationale

M. Goldring.....	285
M. MacKay.....	285

### Le secteur de l'automobile

M. Masse.....	286
M. Clement.....	286
M. Masse.....	286
M. Clement.....	286

### L'économie

M. Laframboise.....	286
---------------------	-----

M. Flaherty .....	286	Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi .....	290
<b>Les transports</b>		<b>La Loi sur la Cour suprême</b>	
M. Laframboise .....	286	M. Godin .....	290
M. Baird .....	286	Projet de loi C-232. Présentation et première lecture. ....	290
<b>L'industrie de l'automobile</b>		Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi .....	290
M. McCallum (Markham—Unionville) .....	286	<b>La Loi sur l'assurance-emploi</b>	
M. Flaherty .....	287	M. Godin .....	290
M. McCallum (Markham—Unionville) .....	287	Projet de loi C-233. Présentation et première lecture. ....	290
M. Flaherty .....	287	Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi .....	290
<b>L'assurance-emploi</b>		<b>La Loi sur l'assurance-emploi</b>	
M. Godin .....	287	M. Godin .....	290
M. Komarnicki .....	287	Projet de loi C-234. Présentation et première lecture. ....	290
Mme Charlton .....	287	Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi .....	291
M. Komarnicki .....	287	<b>Le Code canadien du travail</b>	
<b>La violence faite aux femmes</b>		M. Martin (Sault Ste. Marie) .....	291
Mme O'Neill-Gordon .....	287	Projet de loi C-235. Présentation et première lecture. ....	291
Mme Guergis .....	288	Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi .....	291
<b>L'infrastructure</b>		<b>La Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</b>	
Mme Foote .....	288	M. Martin (Sault Ste. Marie) .....	291
M. Baird .....	288	Projet de loi C-236. Présentation et première lecture. ....	291
<b>La justice</b>		Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi .....	291
M. Crête .....	288	<b>Pétitions</b>	
M. Obhrai .....	288	<b>La circulation de camions lourds</b>	
<b>Les finances</b>		M. Bélanger .....	291
M. Thibault .....	288	<b>Le Darfour</b>	
M. Flaherty .....	288	M. Cannan .....	291
<b>Recours au Règlement</b>		M. Dhaliwal .....	291
<b>La période des questions orales</b>		M. McTeague .....	291
M. Coderre .....	288	<b>La Loi sur la santé des animaux</b>	
M. Cannon .....	289	M. McTeague .....	291
Le Président .....	289	<b>Le Darfour</b>	
<b>AFFAIRES COURANTES</b>		Mme Fry .....	292
<b>L'Afghanistan</b>		<b>L'assurance-emploi</b>	
M. Day .....	289	Mme Crowder .....	292
<b>Recours au Règlement</b>		<b>Le logement</b>	
<b>Questions orales</b>		Mme Crowder .....	292
M. MacKay .....	289	<b>L'amiante</b>	
<b>Les délégations interparlementaires</b>		M. Martin (Winnipeg-Centre) .....	292
Mme Ratansi .....	289	<b>Le Darfour</b>	
M. Patry .....	289	M. Bagnell .....	292
M. Benoit .....	289	<b>Le Partenariat pour la sécurité et la prospérité</b>	
<b>Le Code criminel</b>		M. Bagnell .....	293
M. Holland .....	289	<b>La protection de la santé</b>	
Projet de loi C-229. Présentation et première lecture. ....	289	Mme Wasylcia-Leis .....	293
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi .....	290	<b>Questions au Feuilleton</b>	
<b>Le Code criminel</b>		M. Lukiwski .....	293
M. Holland .....	290	<b>Demandes de documents</b>	
Projet de loi C-230. Présentation et première lecture. ....	290	M. Lukiwski .....	293
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi .....	290	<b>Demande de débat d'urgence</b>	
<b>Le Code criminel</b>		<b>L'industrie de l'automobile</b>	
Mme Guarnieri .....	290	Mme Sgro .....	293
Projet de loi C-231. Présentation et première lecture. ....	290	Le Président .....	293

## LE DISCOURS DU TRÔNE

### Reprise du débat sur l'Adresse en réponse

M. Valerioté .....	294	M. Bélanger .....	305
M. Stanton .....	295	M. Stanton .....	306
M. Marston .....	295	M. Lessard .....	306
M. Cuzner .....	295	Mme Hughes .....	307
Mme Crombie .....	296	M. Cannis .....	308
M. Stanton .....	297	M. Marston .....	309
M. Andrews .....	298	M. Lessard .....	309
M. Wallace .....	298	M. Maloway .....	309
M. Harris (Cariboo—Prince George) .....	298	M. Szabo .....	310
M. Cannis .....	299	M. Watson .....	311
M. Watson .....	300	M. Brown (Leeds—Grenville) .....	311
M. Van Loan .....	300	M. McKay .....	313
M. Karygiannis .....	302	M. Ouellet .....	313
Mme Fry .....	302	M. Kramp .....	313
Mme Sgro .....	302	M. Cannis .....	315
M. Stanton .....	304	M. Lessard .....	315
Mme Brown (Newmarket—Aurora) .....	304	M. Lessard .....	316
M. McKay .....	304	M. Cardin .....	317
		M. Stanton .....	317

**POSTE  MAIL**

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

**Poste-lettre**

**Lettermail**

**1782711  
Ottawa**

*En case de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5

**Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes**

**Published under the authority of the Speaker of the House of Commons**

**Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :**

**Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:**

**<http://www.parl.gc.ca>**

---

**Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.**

**On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt**

**Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

**Ottawa (Ontario) K1A 0S5**

**Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943**

**Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757**

**[publications@tpsgc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc.gc.ca)**

**<http://publications.gc.ca>**

**The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.**

**Additional copies or the English version of this publication may be obtained from Publishing and Depository Services**

**Public Works and Government Services Canada**

**Ottawa, Ontario K1A 0S5**

**Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943**

**Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757**

**[publications@pwgsc.gc.ca](mailto:publications@pwgsc.gc.ca)**

**<http://publications.gc.ca>**